

# Rapport de référence



**Septembre 2012**

Secrétariat du Mouvement SUN

## Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
ABREVIATIONS	3
RESUME	4
CHAPITRE 1 - INTRODUCTION	5
1.1. BUT DE L'ÉTUDE DE BASE	5
1.2. METHODES UTILISEES DANS LE CADRE DE L'ETUDE DE BASE	5
CHAPITRE 2 - IMPACT DE SUN	6
2.1. POINT DE REFERENCE DE L'IMPACT EN LIGNE AVEC LES OBJECTIFS MONDIAUX DE NUTRITION DE L'AMS	6
2.2. POINT DE REFERENCE POUR L'IMPACT DES APPROCHES SPECIFIQUES A LA NUTRITION ET DES APPROCHES CONTRIBUANT A LA NUTRITION	10
CHAPITRE 3 -RÉSULTATS DE SUN	17
3.1 INTRODUCTION: JUSTIFICATION ET MÉTHODOLOGIE	17
3.2 RESULTATS DU MOUVEMENT SUN: MARQUEURS DE PROGRES DANS LES QUATRE PROCESSUS	19
3.3 POINT DE REFERENCE DES RESULTATS AU NIVEAU DES PAYS (PAGES PAR PAYS)	21
3.4 POINT DE REFERENCE POUR LES RESULTATS AU NIVEAU MONDIAL	80
CHAPITRE 4 - EXTRANTS SUN	83
4.1 INTRODUCTION SUR LES EXTRANTS DU MOUVEMENT SUN	83
4.2 BASE DE REFERENCE POUR LES EXTRANTS DU GROUPE PRINCIPAL	84
4.3 BASE DE REFERENCE POUR LES EXTRANTS DU SECRETARIAT	84

# Abréviations

<b>CSA</b>	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
<b>CSA</b>	Alliance de la société civile (se réfère au réseau d'OSC de niveau national)
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>LG</b>	Groupe principal
<b>S&amp;E</b>	Suivi-évaluation
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>MSP</b>	Plateforme multisectorielle
<b>PM</b>	Marqueur de progrès
<b>PPP</b>	Partenariat public-privé
<b>REACH</b>	Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition
<b>SBN</b>	Réseau du secteur privé SUN
<b>SCN</b>	Comité permanent pour la nutrition
<b>SMS</b>	Secrétariat du Mouvement SUN
<b>SUN</b>	Renforcement de la Nutrition
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>AMS</b>	Assemblée mondiale de la santé
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé

# Résumé

En septembre 2012, le Groupe principal SUN a approuvé la Stratégie 2012-2015 du Mouvement SUN, marquant ainsi un jalon important dans la vie du Mouvement. Un élément clé cette Stratégie est la résolution prise à travers le Mouvement de poursuivre la responsabilité mutuelle pour les résultats du Mouvement dans son ensemble et la contribution des éléments constitutifs individuels qui le composent.

Pour réaliser cette ambition de responsabilité mutuelle, un cadre mondial de suivi et d'évaluation a été adopté pour mesurer les performances du Mouvement en termes d'impact, de résultats et d'extrants. Ce cadre de S&E a été utilisé pour la première évaluation de l'état du Mouvement à tous les trois niveaux depuis septembre 2012, établissant ainsi un point de référence pour le Mouvement.

Les résultats de cette première évaluation sont décrits dans le présent rapport de référence qui vise à fournir une image complète et exacte de la situation au sein du Mouvement SUN en septembre 2012. Ce point de référence permet d'intégrer les progrès et les réalisations futurs dans le Mouvement en termes d'impact, de résultats et d'extrants. En tant que tel, le point de référence permettra aux parties constitutives du Mouvement SUN d'être responsables les unes vis-à-vis des autres et des mères et enfants à risque de sous-nutrition

Le rapport reflète des données descriptives au point de référence concernant l'impact souhaité du Mouvement SUN en rapport avec les objectifs mondiaux de nutrition de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) et en fonction d'un ensemble d'indicateurs d'impact des approches contribuant à la Nutrition et des approches spécifiques à la Nutrition convenues. En outre, le rapport tient compte des informations de base sur le niveau des extrants en termes de caractéristiques comportementales des différentes parties constitutives du Mouvement SUN aux niveaux mondial et national. Enfin, le rapport rend compte de l'information de base sur le niveau d'extrait en fonction de la contribution des deux principales entités de la structure de gouvernance du Mouvement, à savoir le Groupe principal SUN et le Secrétariat du Mouvement SUN.

## CHAPITRE 1

# Introduction

### 1.1. But de l'étude de base

Les informations de base présentées dans ce rapport constituent un point de référence pour le suivi et l'évaluation des progrès et des réalisations du Mouvement SUN. Ces informations sont structurées selon le cadre de S&E du Mouvement SUN élaboré en consultation avec les réseaux SUN et présenté au Groupe principal SUN lors de leur réunion du 10 avril 2013. Elles rendent compte de la situation de départ du Mouvement au moment où la Stratégie du Mouvement SUN et sa feuille de route révisée étaient approuvées en septembre 2012.

Les informations de base recueillies et validées par les différents intervenants du Mouvement définissent le contexte pour de futures activités de S&E. Cette initiative vise à permettre la responsabilisation et l'apprentissage mutuels entre les différentes parties qui composent le Mouvement (gouvernements des pays donateurs, organisations de la société civile, agences des Nations Unies, secteur privé, Groupe principal SUN et Secrétariat du Mouvement SUN). En outre, ces informations permettront au Mouvement d'être responsable vis-à-vis des personnes, des familles et des communautés qui sont à risque de sous-nutrition.

### 1.2. Méthodes utilisées dans le cadre de l'étude de base

Le point de référence prévoit une mesure d'un ensemble d'indicateurs nutritionnels qui ont fait l'objet d'un consensus dans les pays (niveau d'impact), un aperçu des contributions des différentes parties constitutives aux niveaux mondial et des pays qui composent le Mouvement (niveau de résultat) et les contributions du Groupe principal et du Secrétariat du Mouvement SUN (c.-à-d. niveau des extraits). Différentes méthodes ont été utilisées pour recueillir des informations pour chacun de ces trois niveaux tout en utilisant septembre 2012 comme date de référence.

1. Les données secondaires pour évaluer l'état des indicateurs de Nutrition convenus par pays, région, âge et sexe pour obtenir des informations sur le **niveau d'impact**;
2. Cartographie des résultats<sup>1</sup> à l'aide des données existantes, complétées par une enquête pour examiner les caractéristiques comportementales des éléments constitutifs qui forment le Mouvement SUN, à savoir des informations sur le **niveau des résultats**.
3. Les données recueillies par le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) pour déterminer la situation de référence en termes de contributions/services fournis par le Groupe principal et le SMS au **niveau des extraits**.

<sup>1</sup> Référence est faite au document du cadre de S&E, pour une description détaillée de l'application de la méthodologie de cartographie des résultats <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/05/SUN-ME-Framework.pdf>

## CHAPITRE 2

# Impact de SUN

Le présent chapitre reprend les informations de base concernant l'impact visé par le Mouvement SUN, à savoir que les pays SUN fassent preuve d'une réduction notable des niveaux de sous-Nutrition en ligne avec les objectifs globaux fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé 2012:

- Réduction de 40 % du nombre global d'enfants de moins de cinq ans atteints du **retard de croissance**;
- Réduction et maintien du taux d'**insuffisance pondérale** à moins de 5%;
- Réduction de 30% de l'**insuffisance pondérale à la naissance**;
- Aucune augmentation de la **surcharge pondérale de l'enfant**;
- Réduction de 50% de l'**anémie** chez les femmes en âge de procréer;
- Augmentation du taux d'**allaitement maternel** dans les six premiers mois de la vie jusqu'à au moins 50%.

Nous définissons l'impact comme le changement ultime et définitif dans le bien-être des femmes et des enfants à travers le monde, objectif auquel nous nous évertuons à contribuer à travers une coordination intersectorielle et interinstitutionnelle élargie.

En outre, le chapitre 2.2 reflète les informations de base sur un ensemble convenu d'indicateurs pour les approches spécifiques ainsi que pour les approches contribuant à la Nutrition.

### 2.1. Point de référence de l'impact en ligne avec les objectifs mondiaux de Nutrition de l'AMS

Les informations de base sur l'impact du Mouvement SUN se composent de **données comparatives** à travers les pays SUN sur les indicateurs de Nutrition suivants en ligne avec les objectifs mondiaux de **Nutrition de l'AMS** (voir tableau composite 1 sur la page suivante);

- **Retard de croissance chez les moins de 5 ans** – Le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dont la taille-pour-âge est inférieure de deux écarts-types de la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS.
- **Émaciation chez les moins de 5 ans** – La proportion d'enfants de moins de cinq ans dont le poids pour la taille est de plus de deux écarts-types en dessous de la médiane pour la population de référence internationale âgée entre 0-59 ans.
- **Obésité chez les moins de 5 ans** – La prévalence des enfants obèses est le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont le poids pour la taille est de plus de deux écarts-

types au-dessus de la médiane de la population de référence internationale de l'âge correspondant établi par l'OMS dans les nouvelles normes de croissance des enfants publiées en 2006.

- **Faible poids à la naissance** – Le pourcentage de toutes les naissances de nouveau-nés pesant moins de 2 500 grammes, avec la mesure prise dans les premières heures de vie, avant qu'une perte significative de poids postnatale ne se produise.
- **Allaitement maternel exclusif entre 0-6 mois** – le pourcentage d'enfants de 0 à 5 mois d'âge ayant reçu uniquement du lait maternel, sans autres solides ou liquides, y compris l'eau.
- **Anémie 15-49 ans** – La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans).

#### **Les sources de données actuelles sont:**

- Les Enquêtes démographiques et sanitaires (DHS)
- L'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS)
- Les enquêtes nationales sur la santé de la famille
- Les enquêtes nationales sur la santé maternelle et infantile (ENSMI)
- Les enquêtes sur la sécurité nutritionnelle et alimentaire
- Forces, faiblesses, opportunités et contraintes/menaces de la FAO (SWOC)
- Base de données du Programme commun de surveillance de l'approvisionnement en eau et l'assainissement (JMP)
- Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR)

**Tableau 1. Données à impact comparatif à travers les pays SUN pour les indicateurs en ligne avec les objectifs mondiaux de Nutrition de l'AMS**

Pays	Retard de croissance chez les moins de 5 ans	Émaciation chez les moins de 5 ans	Obésité chez les moins de 5 ans	Faible poids à la naissance	Allaitement maternel exclusif entre 0-6 mois	Source de données	Anémie 15-49 ans	Source de données
Bangladesh	41.3%	15.6%	1.5%	21.6%	63.5%	EDS 2011	29.0%	OMS 2001
Bénin	37.0%	4.7%	9.0%	12.5%	43.1%	DHS 2006/AGVSAN 2008	64.6%	OMS 2001
Burkina Faso	34.6%	15.5%	7.7%	16.2%	24.8%	EDS 2010	38.9%	OMS 1993
Burundi	57.7%	5.8%	2.7%	10.7%	69.3%	EDS 2010	19.0%	-
Éthiopie	44.4%	9.7%	1.7%	10.8%	52.0%	EDS 2011	23.9%	OMS 2005
Ghana	28.0%	8.5%	5.3%	10.0%	62.8%	EDS 2008	41.4%	OMS 2003
Guatemala	43.4%	0.9%	4.9%	11.4%	50.6%	ENSMI 2008-2009	20.2%	OMS 2002
Haiti	23.0%	9.1%	3.9%	4.2%	40.6%	DHS 2005-2006	45.2%	OMS 2005-2006
Indonésie	37.0%	13.3%	12.2%	5.5%	41.5%	EDS 2007	Pas de données	-
Kirghizistan	17.7%	2.7%	8.5%	5.3%	56.1%	EDS 2012	Pas de données	-
Laos (République démocratique populaire du)	44.0%	6.0%	0.8%	10.8%	26.4%	MICS 2006	Pas de données	-
Madagascar	50.1%	15.2%	6.2%	12.7%	50.7%	DHS 2008-2009	44.9%	OMS 2003-2004
Malawi	47.1%	4.0%	8.3%	12.3%	71.4%	EDS 2010	45.8%	WO 2004-2005
Mali	27.8%	15.2%	4.7%	14.4%	37.8%	EDS 2006	59.5%	OMS 2001
Mauritanie	18.0%	11.9%	1.3%	33.7%	11.4%	MICS 2007	Pas de données	-
Mozambique	42.6%	5.9%	7.4%	16.0%	41.1%	EDS 2011	52.8%	OMS 1998
Namibie	29.0%	7.5%	4.3%	14.0%	23.9%	DHS 2006-2007	Pas de données	-
Népal	40.5%	10.9%	1.4%	12.4%	69.6%	EDS 2011	34.0%	OMS 2006

Pays	Retard de croissance chez les moins de 5 ans	Émaciation chez les moins de 5 ans	Obésité chez les moins de 5 ans	Faible poids à la naissance	Allaitement maternel exclusif entre 0-6 mois	Source de données	Anémie 15-49 ans	Source de données
<b>Niger</b>	47.0%	10.3%	3.5%	20.5%	13.5%	EDS 2006	43.4%	OMS 2006
<b>Nigéria</b>	40.6%	13.9%	8.8%	7.6%	13.1%	EDS 2008	62.0%	OMS 1993
<b>Pérou</b>	19.5%	0.4%	9.8%	6.5%	70.6%	EDS 2011	38.2%	OMS 2004
<b>Rwanda</b>	44.2%	2.8%	6.7%	6.2%	84.9%	EDS 2010	32.6%	OMS 2005
<b>Sénégal</b>	15.5%	8.8%	2.5%	15.9%	39.0%	SMART 2012/DHS 2010-11	57.5%	OMS 2005
<b>Sierra Leone</b>	44.4%	8.5%	9.6%	10.5%	31.6%	MICS 2010	Pas de données	-
<b>Tanzanie</b>	42.0%	4.8%	5.0%	6.9%	49.8%	EDS 2010	46.9%	OMS 2004-2005
<b>Gambie</b>	28.0%	6.4%	2.3%	19.9%	40.8%	MICS 2005-2006	Pas de données	-
<b>Ouganda</b>	33.4%	4.7%	3.4%	14.0%	62.0%	EDS 2011	26.3%	OMS 2000-2001
<b>Zambie</b>	45.4%	5.2%	7.9%	4.4%	60.9%	EDS 2007	Pas de données	-
<b>Zimbabwe</b>	32.0%	3.0%	5.5%	9.5%	31.4%	DHS 2010-2011	38.3%	OMS 1998

En plus du suivi de l'impact en termes d'objectifs liés à la Nutrition mondiale, l'impact au niveau des pays sera également suivi à l'aide des objectifs nationaux pour la Nutrition visant à s'attaquer aux causes spécifiques de la sous-alimentation propres à chaque pays, tels qu'un meilleur accès à des aliments nutritifs à prix abordable, à l'eau potable, à l'assainissement, à la santé et à la protection sociale. Ces objectifs sont considérés en dehors de ce rapport de référence à l'échelle du Mouvement.

## 2.2. Point de référence pour l'impact des approches spécifiques à la Nutrition et des approches contribuant à la Nutrition

En plus des objectifs mondiaux de nutrition de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'impact du Mouvement SUN est mesuré à travers un ensemble d'**indicateurs** pour les approches spécifiques et les approches contribuant à la nutrition entre les pays SUN comme décrit ci-dessous. Les mesures au point de référence en fonction de ces indicateurs sont reflétées dans les tableaux composites 2 et 3 sur les pages suivantes.

### Indicateurs spécifiques à la Nutrition (tableau 2):

- **Groupes alimentaires 4+ (6-23)** – La proportion d'enfants de 6-23 mois qui reçoivent des aliments de quatre groupes alimentaires ou plus.
- **Enfants ANJE (6-23)** – La proportion des nourrissons et des jeunes enfants (6-23 mois) qui sont nourris convenablement.
- **Traitement au Zinc** – La prévalence des enfants ayant reçu du zinc dans le cadre du traitement de la diarrhée aiguë.
- **Soins prénataux 4+ pour les femmes enceintes** - Le pourcentage de femmes âgées de 15-49 ans avec une naissance vivante en une période donnée et ayant reçu des soins prénataux au moins quatre fois pendant la grossesse
- **Déparasitage (12-59)** – Le pourcentage d'enfants (12-34 mois ou 12-59 mois) recevant des médicaments de déparasitage afin de limiter les pertes de nutriments.
- **Vitamine A (6-59)** – Le pourcentage d'enfants âgés de 6 mois à 59 mois ayant reçu au moins une dose élevée de vitamine A en supplément au cours des six derniers mois avant l'enquête.
- **Présence de sel iodé dans les ménages** – Le pourcentage de ménages disposant d'au moins 15 ppm de teneur en iode dans le sel de cuisine.

### Indicateurs d'approches contribuant à la Nutrition (tableau 3), une sélection d'indicateurs des OMD<sup>2</sup>

- **L'accès à l'eau potable (% de la population)**
- **L'accès à un assainissement amélioré (% de la population)**
- **L'accès à la scolarisation primaire**
- **Besoins non satisfaits en matière de planification familiale**
- **Pourcentage de naissances assistées par un personnel de santé qualifié**

<sup>2</sup> Retrouvez les définitions sur le site officiel des Nations Unies pour les indicateurs des OMD <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Indicators/OfficialList.htm>

**Tableau 2. Données sur l'impact comparatif entre les indicateurs d'approches spécifiques à la Nutrition dans les pays SUN**

Pays	Groupe alimentaire 4+ (6-23)	Enfants 3 ANJE (6-23)	Traitement au zinc	Soins prénatals 4+ pour les femmes enceintes	Déparasitage (12-59)	Source de données:	Vitamine A (6-59)	Source de données:	Présence de sel iodé dans le ménage	Source de données
Bangladesh	25.2%	20.9%	40.8%	25.5%	50.2%	EDS 2011	59.6%	EDS 2011	82.3%	EDS 2011
Bénin	61.2%	32.3%	Pas de données	60.5%	Pas de données	EDS 2006	100.0%	SOWC 2010 (État des enfants du monde 2010)	67.0%	SOWC 207
Burkina Faso	6.0%	3.1%	0.4%	33.7%	12.8%	EDS 2010	63.0%	EDS 2010	95.9%	EDS 2010
Burundi	18.5%	8.8%	0.1%	33.4%	62.4%	EDS 2010	80.7%	EDS 2010	96.1%	EDS 2010
Éthiopie	4.8%	4.1%	Pas de données	19.1%	21.0%	EDS 2011	53.1%	EDS 2011	15.6%	EDS 2011
Ghana	68.9%	36.2%	1.8%	78.2%	41.9%	EDS 2008	55.8%	EDS 2008	Pas de données	EDS 2008
Guatemala	Pas de données	Pas de données	Pas de données	Pas de données	Pas de données	-	36.0%	SOWC 2010 (État des enfants du monde 2010)	76.0%	SOWC 2007
Haiti	Pas de données	Pas de données	Pas de données	Pas de données	Pas de données	-	21.0%	SOWC 2010 (État des enfants du monde 2010)	3.0%	SOWC 2006
Indonésie	76.3%	41.2%	Pas de données	81.5%	Pas de données	EDS 2007	68.5%	EDS 2007	Pas de données	EDS 2007
Kirghizistan	Pas de données	Pas de données	Pas de données	Pas de données	Pas de données	-	97.0%	SOWC 2010 (État des enfants du monde 2010)	76.0%	SOWC 2006
República Democrática popular Lao	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	-	83.0%	FODA 2010	84.0%	FODA 2006
Madagascar	62.8%	2.7%	1.4%	49.3%	69.1%	DHS 2008-09	72.2%	DHS 2008-09	52.6%	DHS 2008-09

Pays	Groupe alimentaire 4+ (6-23)	Enfants 3 ANJE (6-23)	Traitement au zinc	Soins prénataux 4+ pour les femmes enceintes	Déparasitage (12-59)	Source de données:	Vitamine A (6-59)	Source de données:	Présence de sel iodé dans le ménage	Source de données
<b>Malawi</b>	29.4%	18.5%	0.2%	45.5%	68.7%	DHS 2010	85.6%	DHS 2010	97.2%	DHS 2010
<b>Mali</b>	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	-	99.0%	FODA 2010	79.0%	FODA 2006
<b>Mauritania</b>	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	Encuestas de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2007	55.5%	Encuestas de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2007	1.6%	Encuestas de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2007
<b>Mozambique</b>	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	100.0%	FODA 2010	25.0%	FODA 2008
<b>Namibia</b>	61.0%	25.8%	No hay datos	70.4%	9.1%	DHS 2006-07	51.5%	DHS 2006-07	No hay datos	-
<b>Nepal</b>	28.5%	24.4%	11.4%	50.1%	83.7%	DHS 2011	90.4%	DHS 2011	80.0%	DHS 2011
<b>Niger</b>	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	-	98.0%	FODA 2010	32.0%	FODA 2010
<b>Nigeria</b>	54.9%	30.2%	0.7%	44.8%	21.3%	DHS 2008	25.8%	DHS 2008	51.5%	DHS 2008
<b>Perú</b>	No hay datos	No hay datos	No hay datos	94.2%	28.7%	DHS 2011	3.9%	DHS 2011	No hay datos	-
<b>Ruanda</b>	25.8%	16.8%	No hay datos	35.4%	86.1%	DHS 2010	92.9%	DHS 2010	99.3%	DHS 2010
<b>Senegal</b>	No hay datos	9.2%	0.2%	50.0%	18.7%	DHS 2010-11	78.4%	DHS 2010-11	41.5%	DHS 2010-11
<b>República de Sierra Leona</b>	27.4%	22.7%	6.1%	74.7%	37.0%	Encuestas de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2010	90.6%	Encuestas de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2010	91.7%	Encuestas de Indicadores Múltiples por Conglomerados 2010
<b>Tanzania</b>	56.4%	21.3%	4.7%	42.7%	49.6%	DHS 2010	60.8%	DHS 2010	58.5%	DHS 2010

Pays	Groupe alimentaire 4+ (6-23)	Enfants 3 ANJE (6-23)	Traitement au zinc	Soins prénatals 4+ pour les femmes enceintes	Déparasitage (12-59)	Source de données:	Vitamine A (6-59)	Source de données:	Présence de sel iodé dans le ménage	Source de données
<b>Gambia</b>	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	No hay datos	-	100.0%	FODA 2010	21.0%	FODA 2010
<b>Uganda</b>	12.8%	5.8%	1.9%	47.6%	50.2%	DHS 2011	56.8%	DHS 2011	99.0%	DHS 2011
<b>Zambia</b>	65.7%	37.3%	No hay datos	60.3%	70.0%	DHS 2007	92.0%	FODA 2010	No hay datos	FODA 2010
<b>Zimbabwe</b>	23.5%	11.0%	0.1%	64.8%	2.6%	DHS 2010-11	65.6%	DHS 2010-11	94.0%	DHS 2010-11

**Tableau 3. Données sur l'impact comparatif entre les indicateurs d'approches spécifiques à la Nutrition dans les pays SUN**

Pays	Amélioration de l'accès à l'eau (% pop)	Amélioration de l'accès à l'assainissement (% pop)	Source de données:	L'accès à la scolarisation primaire	Source de données:	Besoins non satisfaits en matière de planification familiale	Source de données:	% d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié	Source de données:
<b>Bangladesh</b>	98.5%	36.6%	EDS 2011	74.8%	EDS 2011	13.5%	EDS 2011	31.7%	EDS 2011
<b>Bénin</b>	75.0%	13.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	89.0%	UNESCO 2008	29.9%	EDS 2006	74.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Burkina Faso</b>	77.0%	29.5%	EDS 2010	44.4%	EDS 2010	23.8%	EDS 2010	67.1%	EDS 2010
<b>Burundi</b>	75.5%	31.4%	EDS 2010	73.3%	EDS 2010	31.0%	EDS 2010	60.3%	EDS 2010
<b>Éthiopie</b>	50.8%	8.8%	EDS 2011	64.5%	EDS 2011	25.3%	EDS 2011	10.0%	EDS 2011
<b>Ghana</b>	83.8%	12.4%	EDS 2008	73.8%	EDS 2008	35.3%	EDS 2008	58.7%	EDS 2008
<b>Guatemala</b>	92.0%	78.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	96.0%	UNESCO 2010	20.8%	ENSMI 2008/9	Pas de données	-
<b>Haiti</b>	69.0%	17.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	Pas de données	-	38.0%	EDS 2006	26.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Indonésie</b>	82.0%	54.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	96.0%	UNESCO 2010	9.1%	EDS 2007	79.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011

Pays	Amélioration de l'accès à l'eau (% pop)	Amélioration de l'accès à l'assainissement (% pop)	Source de données:	L'accès à la scolarisation primaire	Source de données:	Besoins non satisfaits en matière de planification familiale	Source de données:	% d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié	Source de données:
<b>Kirghizistan</b>	90.0%	93.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	88.0%	UNESCO 2011	1.1%	MICS 2005-2006	Pas de données	-
<b>Laos (République démocratique populaire du)</b>	67.0%	63.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	97.0%	UNESCO 2011	Pas de données	-	20.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Madagascar</b>	39.9%	2.8%	DHS 2008-09	81.2%	DHS 2008-09	18.9%	DHS 2008-09	43.9%	DHS 2008-09
<b>Malawi</b>	79.3%	8.8%	EDS 2010	90.7%	EDS 2010	26.1%	EDS 2010	71.4%	EDS 2010
<b>Mali</b>	64.0%	22.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	63.0%	UNESCO 2011	31.2%	EDS 2006	49.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Mauritanie</b>	50.0%	26.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	74.0%	UNESCO 2010	24.6%	MICS 2007	61.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Mozambique</b>	47.0%	18.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	90.0%	UNESCO 2011	18.0%	EDS 2003	55.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Namibie</b>	93.0%	32.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	85.0%	UNESCO 2010	6.7%	DHS 2006-07	Pas de données	-

Pays	Amélioration de l'accès à l'eau (% pop)	Amélioration de l'accès à l'assainissement (% pop)	Source de données:	L'accès à la scolarisation primaire	Source de données:	Besoins non satisfaits en matière de planification familiale	Source de données:	% d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié	Source de données:
<b>Népal</b>	88.6%	39.5%	EDS 2011	91.9%	EDS 2011	27.0%	EDS 2011	36.0%	EDS 2011
<b>Niger</b>	49.0%	9.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	62.0%	UNESCO 2011	15.8%	EDS 2006	33.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Nigéria</b>	55.8%	31.2%	EDS 2008	62.1%	EDS 2008	20.2%	EDS 2008	38.9%	EDS 2008
<b>Pérou</b>	77.1%	58.4%	EDS 2011	94.7%	EDS 2011	6.1%	EDS 2011	85.0%	EDS 2011
<b>Rwanda</b>	73.6%	61.8%	EDS 2010	87.3%	EDS 2010	18.9%	EDS 2010	69.0%	EDS 2010
<b>Sénégal</b>	78.3%	46.2%	DHS 2010-11	54.2%	DHS 2010-11	29.4%	DHS 2010-11	65.1%	DHS 2010-11
<b>Sierra Leone</b>	57.1%	40.5%	MICS 2010	45.0%	MICS 2010	27.4%	MICS 2010	62.0%	MICS 2010
<b>Tanzanie</b>	54.5%	13.3%	EDS 2010	79.7%	EDS 2010	25.3%	EDS 2010	47.6%	EDS 2010
<b>Gambie</b>	89.0%	68.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	68.0%	UNESCO 2011	Pas de données	-	57.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Ouganda</b>	70.0%	18.7%	EDS 2011	81.0%	EDS 2011	34.4%	EDS 2011	58.0%	EDS 2011
<b>Zambie</b>	61.0%	48.0%	Base de données JMP (Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement), 2010	91.0%	UNESCO 2010	26.5%	EDS 2007	47.0%	Rapport sur l'état des sages-femmes du monde (SOWMR) 2011
<b>Zimbabwe</b>	76.7%	37.3%	DHS 2010-11	88.1%	DHS 2010-11	12.8%	DHS 2010-11	66.2%	DHS 2010-11

## CHAPITRE 3

# Résultats de SUN

### 3.1 Introduction: Justification et méthodologie

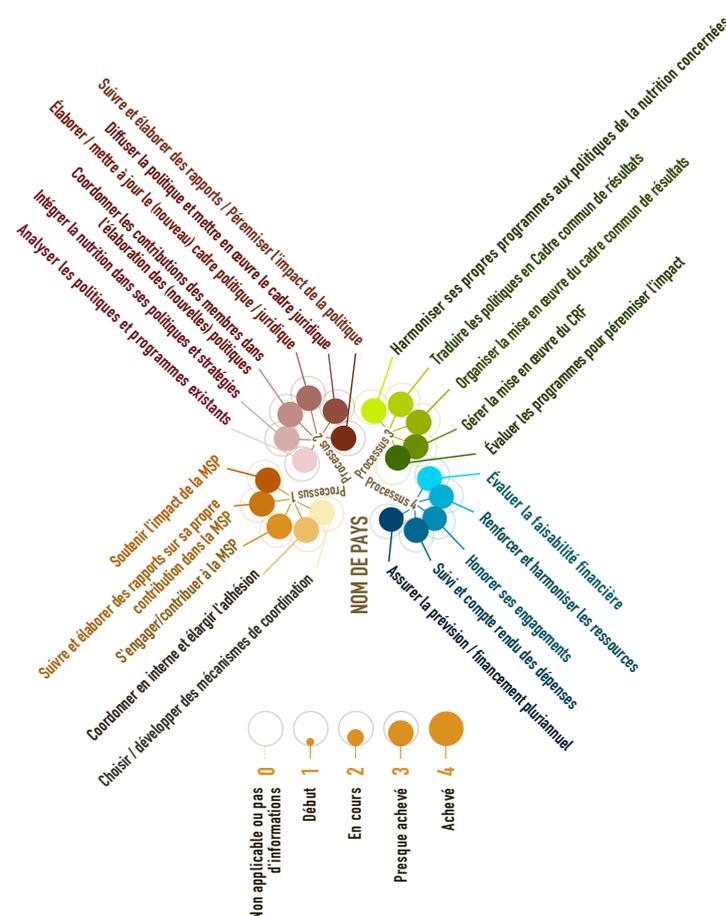
Le Mouvement SUN représente un nouveau type de collaboration multisectorielle visant à réagir plus efficacement et de manière coordonnée contre la malnutrition. Il rassemble 40 pays qui se sont engagés à lutter contre la malnutrition et pour l'amélioration de la vie et de l'avenir des mères et des enfants. Il est reconnu que le Mouvement ne peut être efficace que si les éléments

Nous définissons le **résultat** en termes de changement de comportement, de relation, d'activités, de politique et/ou de pratiques des intervenants clés découlant de leur collaboration avec le Mouvement SUN et qui sont nécessaires pour contribuer à l'impact défini du Mouvement SUN

constitutifs qui le composent contribuent de manière évolutive, chacun à son niveau pour l'évolution du Mouvement dans son ensemble. En d'autres termes, le Mouvement SUN ne peut progresser que si le comportement et la contribution de ses membres évoluent. Pour mesurer cette évolution dans le comportement des membres, une méthodologie de cartographie des résultats a été utilisée. Plus de détails sur l'utilisation de cette méthodologie se trouvent dans le document du cadre de S&E.

Ce chapitre présente les informations de base en termes de caractéristiques comportementales des intervenants au niveau national: les gouvernements des pays SUN, les donateurs du système des Nations Unies et les réseaux du secteur privé.

Les caractéristiques comportementales de ces acteurs sont déterminées à l'aide



Graphique 1. Légende pour visualiser les marqueurs de progrès dans les pays SUN

des marqueurs de progrès (PM) et organisés autour de quatre processus SUN. Les marqueurs de progrès indiquent des niveaux progressifs de comportement que l'on peut attendre à mesure que le Mouvement SUN évolue, tout en reconnaissant que des progrès dans la réalité ne sauraient être ni stables ni linéaires. Chaque marqueur de progrès est étayé par des exemples («signes») des comportements qui aident à reconnaître le niveau de comportement dont l'organisation fait preuve.

Dans les pages du chapitre 3.3 Le «niveau de comportement» affiché dans chaque pays SUN en septembre 2012 est représenté par une «fleur» constituée de quatre à six pétales (c.-à-d. en fonction du nombre de marqueurs de progrès dans les processus respectifs). Plus la taille du pétale est grande, plus élevé est le niveau du comportement. Certains pétales sont naturellement petits en dépit de l'évolution des marqueurs de progrès et cela s'explique par le fait que le Mouvement SUN est encore au début de son parcours (voir graphique 1 à gauche)

Cette visualisation est liée aux niveaux de préparation, comme illustré dans les résumés par pays SUN en septembre 2012.<sup>3</sup> Dans les résumés par pays, chacun des quatre processus est évalué par la présence et le fonctionnement d'un ensemble d'éléments essentiels qui sont indispensables pour un fonctionnement optimal du processus. L'état global de l'ensemble des quatre processus indique le niveau de préparation d'un pays et est présenté visuellement par un tableau avec une barre sous chaque indicateur de processus. Chaque barre est composée de quatre cases: si toutes les cases sont remplies, cela signifie que tous les éléments nécessaires du processus sont en place et le progrès est en cours (à condition que le modèle soit cohérent à travers tous les quatre processus) (voir tableau 2 ci-dessous).

	<b>Indicateur 1:</b> Rassembler des intervenants dans un espace commun pour l'action	<b>Indicateur 2:</b> Assurer un cadre politique et juridique cohérent	<b>Indicateur 3:</b> Alignement autour d'un cadre commun de résultats	<b>Indicateur 4:</b> Suivi financier et mobilisation des ressources
Nom de pays				

Tableau 2. Une barre échantillon pour visualiser les quatre processus

Pour garder le lien entre cette information validée sur le niveau de préparation d'un pays par rapport à tous les quatre processus, le point de référence présente ces tableaux avec de nouveaux éléments visuels. Ces nouveaux éléments visuels sont des étapes supplémentaires qui permettent de canaliser les ambitions futures des membres du Mouvement SUN, en particulier concernant la **qualité** de la collaboration telle que prévue dans les rapports d'activités du Mouvement SUN 2012.

<sup>3</sup> <http://scalingupnutrition.org/resources-archive/country-resources/progress-in-the-sun-movement>

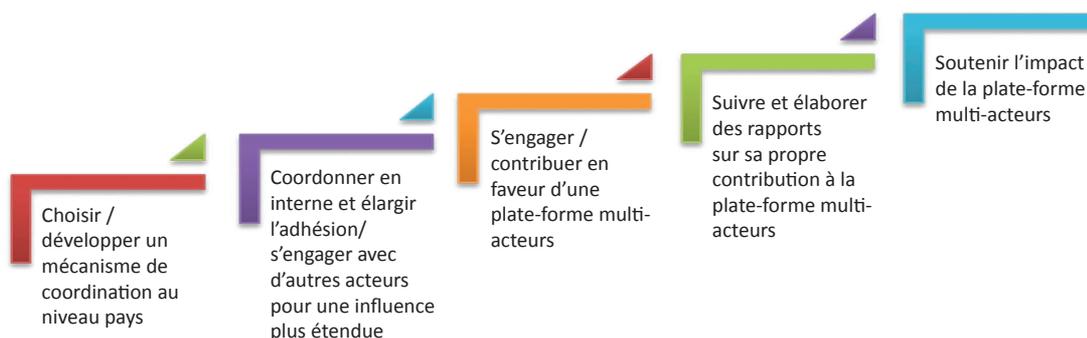
## 3.2 Résultats du Mouvement SUN: marqueurs de progrès dans les quatre processus

Les résultats du Mouvement SUN au niveau national sont représentés par les changements de comportement des intervenants au niveau national par rapport à quatre processus SUN tels qu'ils sont définis dans sa Stratégie. **Ces processus sont les suivants:**

### Processus 1: Rassembler les intervenants dans un espace commun pour l'action

Ce processus décrit les changements progressifs nécessaires pour rassembler les intervenants autour d'une plateforme multisectorielle (MSP) pour qu'ils puissent harmoniser leurs activités avec les politiques et les plans nationaux et prendre des décisions d'action communes. Cette plateforme est coordonnée par un organisme gouvernemental avec un mandat multisectoriel et en mesure d'engager les ministères de tutelle et les partenaires clés de la société civile, les donateurs, les entreprises, les organisations du système des Nations Unies et les universités.

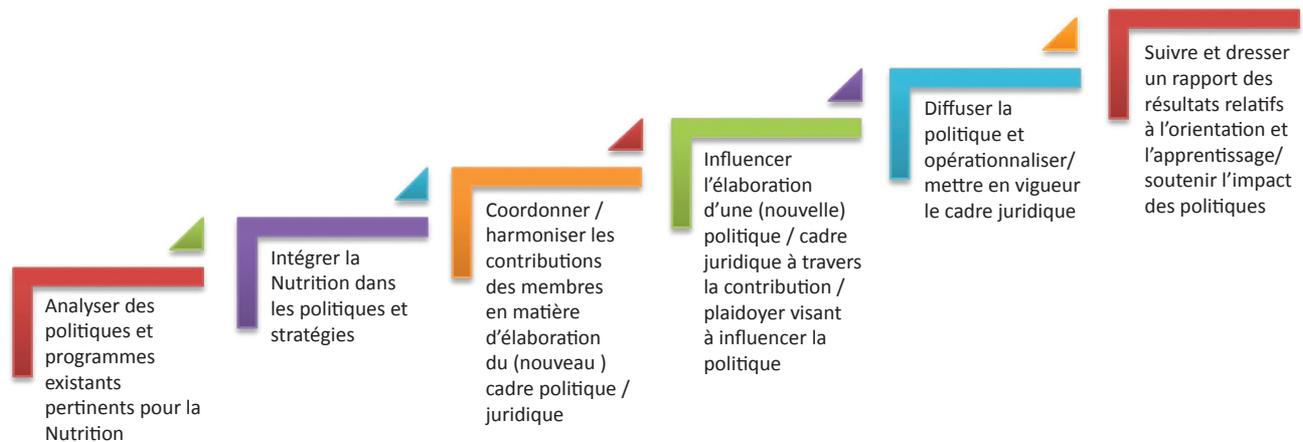
Le processus 1 comprend les marqueurs de progrès illustrés ci-dessous:



### Processus 2: Assurer un cadre politique et juridique cohérent

Ce processus décrit les changements progressifs nécessaires pour créer un environnement juridique et politique où l'action en faveur de la Nutrition est une priorité et est encouragée. Un tel cadre juridique est créé par l'existence d'une législation en matière de Nutrition, comme le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, la Loi sur le congé de maternité lois et la législation sur l'enrichissement des aliments, entre autres. En outre, un environnement propice à la Nutrition est créé par l'existence des politiques, stratégies et plans de Nutrition, ainsi que des politiques contribuant à la Nutrition mis à niveau dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation, la protection sociale entre autres.

Le processus 2 comprend les marqueurs de progrès illustrés ci-dessous:



### Processus 3: Alignement autour d'un cadre commun de résultats

Ce processus contient une description des changements progressifs nécessaires pour montrer l'alignement des programmes autour d'objectifs communs capturés dans un cadre commun de résultats (CRF), pour les interventions spécifiques à la Nutrition ainsi que pour les interventions qui contribuent à la Nutrition dans d'autres secteurs. Le cadre commun de résultats est basé sur le consensus au sein du gouvernement (par exemple, les principaux ministères et départements gouvernementaux) et des partenaires non gouvernementaux clés (par exemple, les donateurs bilatéraux, les organisations du système des Nations Unies, des organisations de la société civile, etc.) en ce qui concerne la contribution que chaque acteur peut apporter pour l'amélioration des résultats de la Nutrition. La formulation du cadre commun de résultats permet d'aligner les stratégies et les programmes spécifiques à la Nutrition et ainsi que ceux contribuant à la Nutrition et s'appuie autant que possible sur les cibles, indicateurs, programmes et moyens de vérification pertinents disponibles.

Le processus comprend les marqueurs de progrès illustrés ci-dessous:



#### Processus 4: Suivi financier et mobilisation des ressources

Ce processus se concentre sur les changements progressifs nécessaires pour que les programmes soient clairement chiffrés, les lacunes identifiées et les ressources intérieures et extérieures mobilisées et suivies.

Le processus comprend les marqueurs de progrès illustrés ci-dessous:



Le point de référence des caractéristiques comportementales des acteurs SUN au niveau des pays en septembre 2012 est déterminé par une combinaison d'une étude schématique et d'une auto-évaluation, tandis que les mesures futures sont envisagées pour s'appuyer entièrement sur des auto-évaluations. L'étude de référence des résultats SUN s'appuie sur les informations fournies par les points focaux nationaux (GFP) et diffusées sur le site SUN en septembre 2012 ainsi que le sondage en ligne de l'auto-évaluation réalisée par les Réseaux SUN. Par conséquent, ce point de référence traduit l'information existante au nouveau format, enrichi avec des données fournies par les réseaux à travers les enquêtes. Le nouveau format reflète le cadre de S&E du Mouvement SUN et permettra aux pays SUN, de manière comparative et exhaustive, de publier les informations sur leur niveau de préparation pour la mise à niveau. Cela permettra par ailleurs de déterminer les actions futures par pays pour accélérer le progrès vers une réponse complète, cohérente et efficace contre la sous-nutrition.

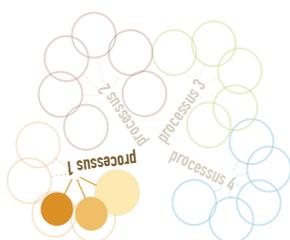
La section suivante du rapport fournit le point de référence pour les résultats décrits en tant que niveaux de comportement au niveau des pays en rapport avec quatre processus SUN pour les 29 pays qui étaient membres du Mouvement SUN en septembre 2012.

### 3.3 Point de référence des résultats au niveau des pays (pages par pays)



Bangladesh

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



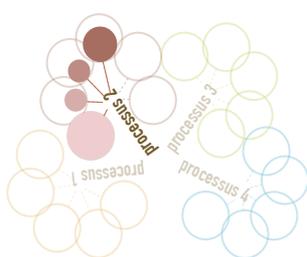
**Le Comité de pilotage pour la mise en œuvre de la Nutrition** au sein du ministère de la Santé et de la Famille (MoHFW), **présidé par le Secrétaire principal réunit** 28 représentants de 10 ministères, 10 départements, des partenaires au développement, des représentants des Nations Unies, des universités et du Groupe de travail sur la Nutrition. Le **Point focal SUN** est le Secrétaire général adjoint au Ministère de la Santé et de la Famille (MoHFW).

**Réseau de l'ONU:** REACH est le mécanisme de facilitation de l'ONU. L'UNICEF, la FAO, le PAM, l'USAID et la Banque mondiale travaillent avec le point focal SUN et les experts techniques pour fournir une assistance en matière d'intervention spécifiques à la Nutrition ainsi que des interventions contribuant à la Nutrition.

**Réseau des donateurs:** Il existe une **plateforme** distincte pour la communauté des donateurs et les partenaires au développement sous la forme du Groupe de travail sur la Nutrition. Les animateurs de donateurs que sont **la Banque mondiale et l'USAID** collaborent avec la plateforme multisectorielle à travers les Groupes consultatifs locaux.

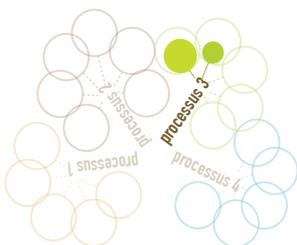
**Alliance/réseau de la société civile:** L'Alliance de la société civile SUN est **une plateforme distincte qui réunit plus de 30 organisations**. L'Alliance travaille sur des termes de référence et certains domaines de résultats avec le point focal national SUN et les experts.

**Implication du secteur privé:** Il existe un certain nombre de **partenariats** publics/privés parmi lesquels l'Alliance nationale de l'enrichissement des aliments, et l'Association des raffineries d'huiles végétales. Le secteur privé dispose de sa **propre** plateforme distincte: la Fédération des chambres de commerce.



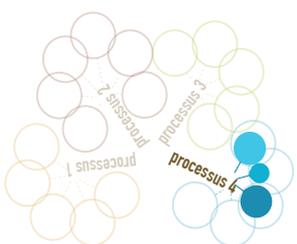
La Politique nationale de l'alimentation et de la Nutrition ainsi que le Plan d'action sont en place depuis quinze ans. Il existe un certain nombre de politiques spécifiques ou contribuant à l'alimentation du jeune enfant, à l'approvisionnement en micronutriments ainsi qu'au traitement thérapeutique des enfants souffrant de malnutrition sévère.

**Les politiques des secteurs clés liés à la nutrition sont à jour.** Il s'agit des secteurs de la réduction de la pauvreté et du développement, de la santé publique, de l'éducation et de la protection sociale. **Des lois relatives à l'enrichissement des aliments et à la sécurité alimentaire** ont été promulguées. De nombreuses dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel ont été intégrées à ces lois qui couvrent les enfants de 0 à 24 mois. La loi sur la protection de la maternité garantit des congés de maternité de 24 semaines, ce qui dépasse la durée minimale des congés définie par l'Organisation internationale du travail (OIT) qui est de 14 semaines.

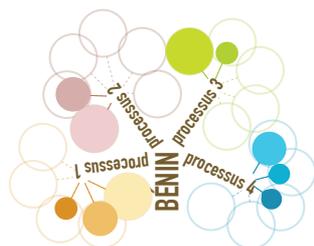


**Il n'existe pas de cadre commun de résultats** en matière de Nutrition bien que la couverture des programmes pertinents s'améliore et que ces programmes reçoivent des financements croissants.

**Les Services nationaux de Nutrition réalisent des interventions directes** et disposent d'un plan opérationnel qui couvre les programmes alimentaires et de suivi de la croissance des enfants, d'éducation nutritionnelle sur la diversification alimentaire, de supplémentation alimentaire et d'enrichissement des aliments, des programmes sur la santé des femmes et des enfants, et des programmes sur la protection et la promotion de l'allaitement maternel et l'alimentation complémentaire appropriée. Des programmes clés tels que ceux portant sur la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sévère, ont une faible couverture en dépit de la forte prévalence de l'émaciation (environ 17%).

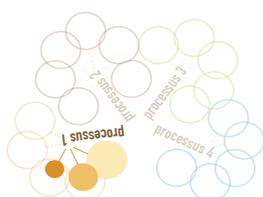


La ligne budgétaire du gouvernement pour les interventions spécifiques à la Nutrition est canalisée par le MoHFW et les Services nationaux de Nutrition. Les partenaires extérieurs contribuent également, mais la cartographie des ressources est nécessaire. Le plan d'investissement du pays (2011) est un plan quinquennal pour mobiliser et allouer des fonds. Bien que le gouvernement et les partenaires extérieurs contribuent à l'agriculture et aux programmes de protection sociale, ces secteurs connaissent d'énormes difficultés de financement.



Bénin

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



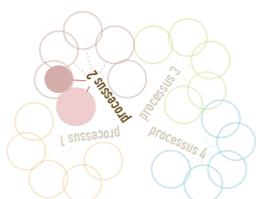
Pour coordonner le Mouvement SUN au niveau national, le **Conseil national de l'alimentation et de la Nutrition** (CAN) a été mis en place en 2009 sous l'égide du bureau du président. Le Point focal national est nommé et organise des réunions de la plateforme multisectorielle SUN.

**Réseau de l'ONU: Plateforme multisectorielle inclusive** avec la participation de l'UNICEF, la FAO, le PAM, le FNUAP et le PNUD, **dirigée par l'UNICEF** jusqu'en fin 2012. L'objectif est de regrouper les partenaires techniques et financiers dans le domaine de la Nutrition et de soutenir le Conseil national de l'alimentation et de la Nutrition.

**Réseau des donateurs: Plateforme inclusive** des partenaires techniques et financiers de l'initiative conjointe de la Banque mondiale et de l'UNICEF. L'**animateur des donateurs** est le représentant de l'UNICEF, la Banque mondiale est le principal donateur dans le pays.

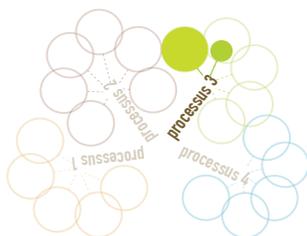
**Alliance/réseau de la société civile:** Le milieu universitaire est **représenté dans le Conseil national de l'alimentation et de la Nutrition** par une seule personnalité, les ONG et autres OSC - par l'association de consommateurs.

**Implication du secteur privé:** Les **entreprises du secteur privé** coopèrent sur les initiatives visant à inclure les éléments nutritifs dans leurs produits. Elles **participent au Conseil national de l'alimentation et de la Nutrition** à travers la représentations dans la Chambre de Commerce et de l'Industrie.

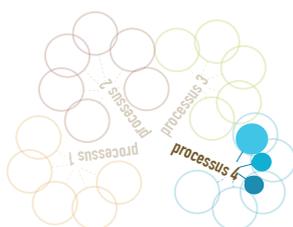


Le plan stratégique pour le développement de l'alimentation et la Nutrition (PSDAN 2009) du Bénin est soutenu par un large éventail de politiques et de dispositions spécifiques à la Nutrition. Le PSDAN comprend: **Des interventions directes de Nutrition** («Short road») avec un accent sur la fenêtre d'opportunités de 1000 jours avec un point d'orgue sur les interventions de Nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant, le contrôle des carences en micronutriments et la gestion de la malnutrition aiguë, l'hygiène et la Nutrition maternelle et les **politiques et stratégies contribuant à la Nutrition** («Long road») (mis à jour après 2005) et couvrant tous les secteurs clés.

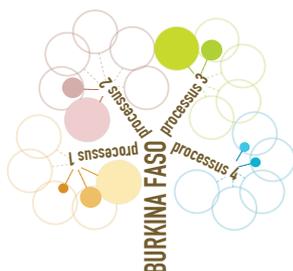
La législation nationale sur la Nutrition est étendue et comprend aussi des lois sur l'enrichissement des aliments (sel, huile, farine de blé). Il convient de noter que l'allaitement maternel est promu, encouragé et protégé par une politique nationale (2009). En outre, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est parfaitement érigé en loi avec une portée de 0-12 mois et la loi sur la protection de la maternité assure un congé de maternité de 14 semaines qui correspondent à la longueur minimale recommandée (OIT.).



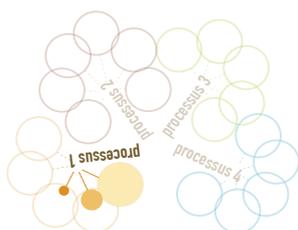
Le gouvernement a mis sur pied des plans et stratégies (2009 - 2015) spécifiques à la Nutrition qui ciblent les groupes vulnérables et sont particuliers à des secteurs. **La mise en place d'un système d'information unifié et multisectoriel (au niveau décentralisé) est l'une des premières priorités fixées par Conseil national de l'alimentation et de la Nutrition en 2012.**



Le **budget actuel alloué par les partenaires externes a été évalué**, et le gouvernement a recherché des financements supplémentaires. Bien qu'il n'y ait pas de ligne budgétaire spécifique pour la Nutrition, un budget spécial de 100 000 dollars US a été alloué pour la Nutrition par le gouvernement en 2012.



Burkina Faso	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:

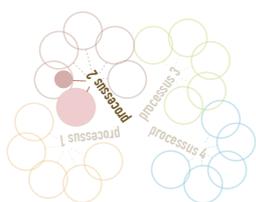


Le Conseil National de Concertation en Nutrition **avait reçu en 2008 la mission d’organiser les réunions du Mouvement SUN au niveau national**. Ledit Conseil est situé au sein du ministère de la Santé et reçoit la participation de plusieurs autres ministères et de l’UNICEF. Le premier ministre et onze ministères se réunissent officiellement et régulièrement. Le **Point focal national SUN** est le directeur de la Nutrition.

**Réseau de l’ONU:** Les **organisations du système des Nations Unies** contribuent à l’organisation et à l’animation des réunions de la plateforme. L’**animateur** des donateurs est un représentant de l’UNICEF, et les donateurs qui fournissent une assistance aux plans nationaux incluent l’UNICEF, l’OMS, le PAM, la FAO, l’UE, ECHO, l’OFDA, l’USAID, la Banque mondiale et plusieurs ONG. Tous les partenaires de développement ont leur **plateforme distincte** appelée le Groupe des Partenaires Techniques et Financiers pour la sécurité de la Nutrition. Il est divisé en quatre sous-groupes: gestion de la malnutrition aiguë, Alimentation du nourrisson et du jeune enfant, sécurité alimentaire, et promotion de l’alimentation et dialogue politique.

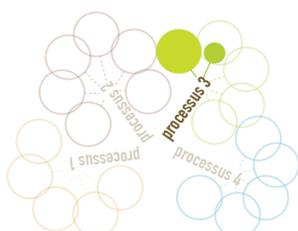
**Alliance/réseau de la société civile:** Les **organisations de la société civile** mettent en œuvre des projets communautaires pour le renforcement de la Nutrition. Le secteur **universitaire** améliore les stratégies en luttant contre la malnutrition par la recherche.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** met en œuvre des lignes directrices nationales harmonisées avec les stratégies gouvernementales notamment en ce qui concerne l’enrichissement des aliments.



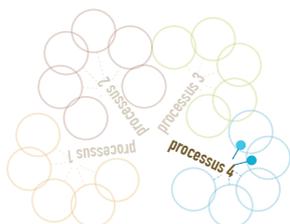
Le Burkina Faso dispose d’un plan stratégique de nutrition actualisé (2010) et conforme à sa politique nationale de nutrition (2007). **Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition sont mises à jour, sont à long terme et couvrent la plupart des secteurs clés**, notamment l’agriculture et la sécurité alimentaire (Stratégie de Développement Rural 2004-2015), la réduction de la pauvreté et le développement (Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2015), la santé publique (Politique nationale de santé 2011 et Plan national de Développement Sanitaire 2011-2020), l’éducation (Plan stratégique de développement de l’enseignement primaire 2011-2020).

Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est entièrement traduit dans la loi. La loi sur la protection de la maternité correspond à la recommandation de l’OIT.



Les politiques sont traduites en de nombreux programmes de Nutrition contribuant à la Nutrition. **Une feuille de route a été développée et le travail sur un cadre commun de résultats est en cours.**

Le Burkina Faso est prêt pour avancer sur la voie de la décentralisation des responsabilités pour les stratégies contribuant à la Nutrition et les interventions spécifiques à la Nutrition au niveau de district.

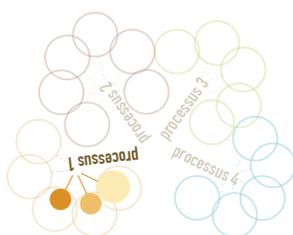


Il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique pour la Nutrition dans le cadre du financement du gouvernement en 2012. Aucune information sur les coûts et le financement des interventions spécifiques à la Nutrition et d'autres programmes sectoriels identifiés n'est disponible.



Burundi

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



**La plateforme multisectorielle pour la sécurité alimentaire et la Nutrition, présidée par le président/le deuxième vice-président est l'organisme coordonnateur au Burundi.** En parallèle, le ministère de l'Agriculture anime un cadre de concertation interministérielle: le Groupe sectoriel de l'agriculture et du développement rural. Le Burundi est en passe de nommer un Point focal national SUN. Les points focaux intérimaires actuels participent à la plateforme.

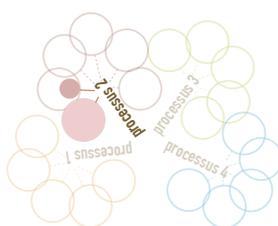
**Réseau de l'ONU:** Quatre agences des Nations Unies - la FAO, le PAM, l'OMS et l'UNICEF - à travers **REACH**, fournissent une assistance technique et soutiennent le processus d'adhésion du pays au Mouvement SUN.

**Réseau des donateurs:** Les **animateurs des donateurs n'ont pas encore été nommés**. Des partenaires techniques et financiers de la sécurité alimentaire, des secteurs de santé et de la Nutrition soutiennent la plateforme nationale à travers deux groupes: la sécurité alimentaire (présidé par les Pays-Bas) et la santé (présidé par la Belgique).

**L'Alliance/réseau de la société civile a une plateforme propre** - le Forum pour le renforcement de la société civile, mais sans accent particulier sur la Nutrition. Les unités de recherche doivent encore être incluses.

**Implication du secteur privé: Le secteur privé n'est pas encore inclus.**

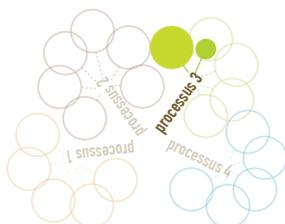
La plateforme de la Chambre de commerce fédérale, de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat du Burundi est en passe de rejoindre la plateforme multisectorielle.



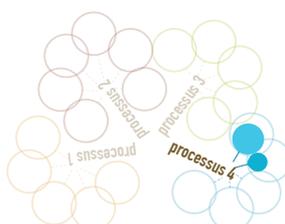
Le plan stratégique national du **Burundi pour la Nutrition sera bientôt finalisé**. Il se compose de neuf axes stratégiques, y compris le renforcement de l'engagement politique, la promotion de l'allaitement maternel, la supplémentation en micronutriments et l'enrichissement des aliments et l'intégration accrue des interventions nutritionnelles dans les soins de santé primaires. Le Plan dispose d'un bon nombre de stratégies, lignes directrices et plans spécifiques à la Nutrition.

Les Politiques et stratégies pluriannuelles contribuant à la Nutrition couvrent des secteurs clés.

Le Burundi dispose des **lois et décrets** mettant l'accent sur, entre autres, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, l'enrichissement des aliments, la réglementation du travail, l'importation et la commercialisation du sel destiné à la consommation humaine, et la gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes (pour l'accouchement).

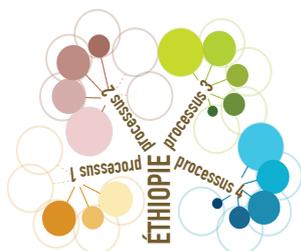


**Le Plan stratégique national pour la Nutrition au Burundi est sur le point d'être finalisé.** Le Projet d'accélération de la réalisation des OMD (2012) est mis en œuvre dans 8 provinces par le ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA ainsi que par le ministère de l'Agriculture, le PAM, l'UNICEF et la FAO. Les autres programmes qui sont soit à base communautaire (en utilisant l'approche de l'orientation positive pour la réhabilitation nutritionnelle) soit basés sur la sécurité alimentaire sont mis en œuvre par le ministère de la Santé de façon indépendante ou en collaboration avec le ministère de l'Agriculture. Le ministère de la Santé et de la lutte contre le sida met en œuvre le Projet Tubamure (2009) visant la prévention de la malnutrition infantile. Le Cadre commun de résultats n'est pas encore en fonctionnement. **La feuille de route avait fait l'objet d'un consensus en janvier 2012.** Le plan de mise en œuvre, le budget et le cadre du S&E sont en cours de finalisation.

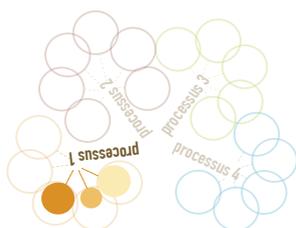


Le **bilan financier** est le **résultat du travail en équipe** par les représentants du gouvernement et des partenaires. **Les résultats sont clairement reflétés dans le tableau des dépenses dans le modèle de Pays.**

**L'UNDAF participe à l'évaluation** des contributions **multilatérales et multi-acteurs**, ainsi que de l'ampleur des **lacunes existantes**.



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Éthiopie				



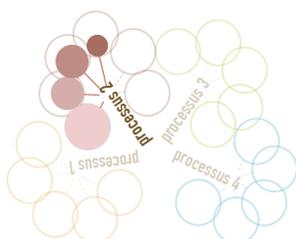
L'**organisme national de coordination de la Nutrition** réunit sept ministres des secteurs concernés **trimestriellement**. Il comprend des représentants pays des agences des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et des universitaires. Le **point focal national SUN** est le **Ministre d'État en charge de la santé**. L'Unité de coordination d'urgence de la Nutrition (ministère de l'Agriculture) réunit les partenaires responsables des interventions nutritionnelles d'urgence.

**Réseau de l'ONU:** L'agence principale pour la Nutrition au sein des Nations Unies – l'**UNICEF** - anime les autres agences de l'ONU. **REACH** est resté actif depuis 2011 et joue un rôle déterminant dans la revitalisation et le renforcement du **Groupe national des partenaires au développement pour la Nutrition** ainsi que dans les apports d'intrants techniques pour la révision du programme national de Nutrition.

**Alliance/réseau de la société civile:** Les **OSC participent** dans le Groupe des partenaires pour le développement de la Nutrition en collaboration avec les **autres agences des Nations Unies et d'autres plateformes sectorielles pertinentes**. Il est prévu d'intégrer les représentants des OSC à la plateforme multisectorielle dans un proche avenir.

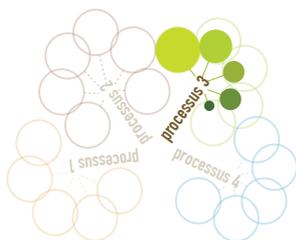
**Réseau des donateurs:** L'**animateur des donateurs est à confirmer**. Les donateurs actifs sont les suivants: l'UE, les gouvernements des États-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Japon, le Canada, l'Allemagne et les Pays-Bas, la Fondation Gates, la Banque mondiale et les agences des Nations Unies.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** dispose de sa **propre plateforme à travers la Chambre de Commerce éthiopienne**. Il existe un Groupe de travail multi-acteurs sur l'enrichissement des aliments qui est opérationnel, et qui a joué un rôle fondamental dans l'établissement de normes de qualité pour l'iodation du sel et l'enrichissement de la farine et de l'huile.

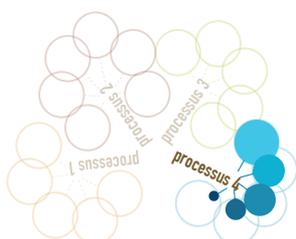


L'Éthiopie a mis en place une stratégie nationale sur la Nutrition (2008) et est **en train de mettre à jour son Programme National de Nutrition** (approuvé en 2008). Un certain nombre de politiques spécifiques relatives à la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles, à la supplémentation en micronutriments, au soutien nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH/sida et au traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée sont en place.

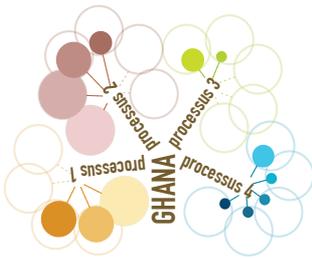
Des progrès remarquables dans la législation nationale ayant un impact sur la Nutrition ont été réalisés avec l'approbation de la réglementation de l'iodation du sel en 2011 et avec le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel qui est sur le point d'être entièrement traduit en loi. La loi sur la protection de la maternité prévoit 90 jours de congé de maternité (près de la recommandation de l'OIT). La législation sur l'enrichissement de la farine et de l'huile est en cours.



Le Programme National de Nutrition révisé (NNP) qui fournit le cadre pour les objectifs stratégiques et les interventions dans les secteurs concernés est en train d'être convenu entre les ministères concernés, mais un certain nombre de programmes sont déjà mis en œuvre à grande échelle. Le travail sur la recherche de moyens efficaces pour faire en sorte que les programmes sectoriels contribuent à la Nutrition et soient alignés est en cours. Les secteurs chargés de l'agriculture, l'éducation, l'eau, l'assainissement et la protection sociale sont engagés, mais il est nécessaire de renforcer les liens au niveau communautaire. Dans le cadre de la révision du NNP, le cadre de S&E est en cours d'élaboration et comprendra des indicateurs clés des secteurs concernés. Le programme d'enrichissement des aliments est encore à un stade embryonnaire de son élaboration alors que l'iodation universelle du sel s'intensifie après l'adoption de la réglementation en 2011.

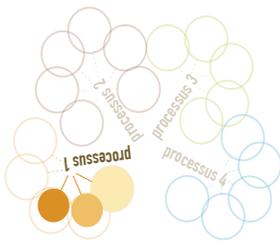


L'édition 2008 du NNP a fourni un plan chiffré pour chaque composant, y compris les liens multisectoriels. L'estimation des contributions des principaux donateurs pour les interventions clés du NNP a également pu se réaliser. Un niveau similaire de l'information financière est disponible pour d'autres programmes sectoriels, mais ces informations ne sont pas prises en compte par le NNP. Le défi consiste à assurer le suivi des dépenses financières entre les secteurs. **L'évaluation du coût et la cartographie des principales interventions de Nutrition par partenaire (et par secteur) est sensée se terminer en novembre 2012.**



Ghana

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



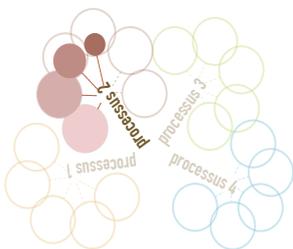
Le Ghana dispose de deux plateformes: l’une est le **Groupe de planification intersectorielle (CSPG)** qui comprend diverses entités gouvernementales, ONG, entreprises, instituts de recherche et les spécialistes techniques, dont les réunions sont organisées par la Commission de planification du développement national et l’autre - une plateforme interministérielle pour les partenaires de la Nutrition organisée par le Département de Nutrition du Service de santé du Ghana. Le **Point focal national SUN** - Le vice-président de la Commission de planification du développement national - **préside le CSPG**.

**Réseau de l’ONU:** Les **agences de l’ONU sont toutes membres** de la plateforme multi-acteurs, multisectorielle-CSPG. En outre, REACH est entièrement aligné à l’UNDAF 2012-2016, en particulier en ce qui concerne le secteur thématique sur la sécurité alimentaire et la Nutrition.

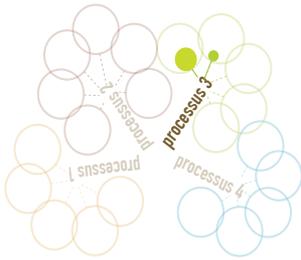
**Réseau des donateurs:** L’**animateur des donateurs est l’USAID**. Les donateurs harmonisent leur soutien aux projets de plans nationaux en utilisant des systèmes nationaux, et sont membres du CSPG. Les donateurs n’ont pas de plateforme distincte.

**Alliance/réseau de la société civile:** Les OSC **participent au CSPG** et disposent de leur propre plateforme coordonnée par l’Alliance contre la faim au Ghana qui inclut les agriculteurs et les organisations à base communautaire.

**Implication du secteur privé:** La participation du **secteur privé dans le Mouvement SUN reste limitée**, et ce secteur n’est pas encore représenté au CSPG. Le secteur privé était par contre actif dans l’Alliance pour l’enrichissement des aliments.

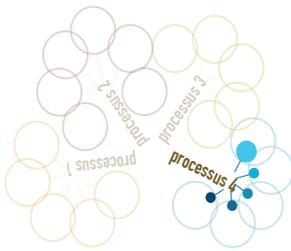


La **Politique Nationale de Nutrition Ghana** est en forme de projet à **finaliser** par les groupes de travail du CSPG. Il existe actuellement un certain nombre de stratégies concernant les interventions spécifiques à la Nutrition, notamment l’alimentation du nourrisson et du jeune enfant, l’iodation du sel et des lignes directrices sur la Nutrition des personnes vivant avec le VIH/SIDA. **Les politiques dans les secteurs clés liés à la Nutrition** couvrent l’agriculture, le développement, un certain nombre de politiques de santé et de protection sociale. **La législation nationale est en place** réglementant l’utilisation des substituts du lait maternel par le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. La loi sur la protection de la maternité adoptée en 2003 permet 12 semaines de congé de maternité, soit 2 semaines de moins que le temps recommandé par l’OIT. Les lois d’enrichissement des aliments ne concernent que l’iodation du sel.



Le Groupe de travail du secteur de la santé placé **sous le système budgétaire multi-donateurs du Ghana** fonctionne autour d'un cadre de résultats communs sur la santé y compris les indicateurs de la Nutrition. Les partenaires au développement alignent leurs travaux sur les priorités nationales par le biais de ce cadre.

Un **projet de cadre national SUN** a été **élaboré à titre de première étape** vers le développement d'un **cadre de résultats autour duquel l'alignement des secteurs et donateurs** sera garanti.



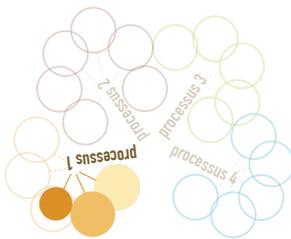
Il est difficile de **déterminer avec exactitude la répartition des dépenses et des ressources**.

Le groupe de travail CSPG sur l'allocation des ressources est chargé d'établir un point de référence et les tendances en matière de financement de la Nutrition dans le futur.



Guatemala

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



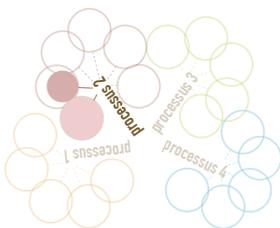
Le Guatemala a choisi le **Conseil national pour la sécurité alimentaire et la Nutrition** comme l'organisme d'exécution et le **secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle** comme l'organe de coordination, le secrétaire de ce dernier est le Point focal SUN.

**Réseau de l'ONU:** Le **système des Nations Unies** a créé un groupe de travail technique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec la participation de l'UNICEF, l'OPS/OMS, la FAO, le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et le FNUAP. En outre, le «G13» (les 13 principaux donateurs et partenaires au développement) a un groupe de travail sur la sécurité alimentaire.

**Réseau des donateurs:** La Banque mondiale est l'**animateur des donateurs** avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement et le PAM. Les membres du Réseau des donateurs ont tous leur propre programme de travail et fonctionnent de manière indépendante.

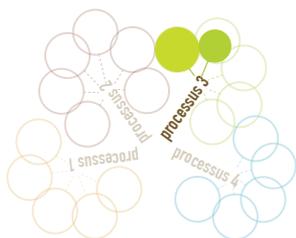
**Réseau de la société civile:** L'instance de consultation et de participation sociale est **une plateforme de la société civile** composée de 20 membres issus de différents secteurs: les ONG, les autochtones, les églises, les universités, le secteur privé, les syndicats et les groupes de femmes.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** a signé le Pacte de National Faim zéro avec les institutions gouvernementales, les ONG nationales et internationales. Le secteur privé diffuse l'expérience en matière de stratégies de communication pour promouvoir de meilleures pratiques de santé et la sensibilisation sur la malnutrition.



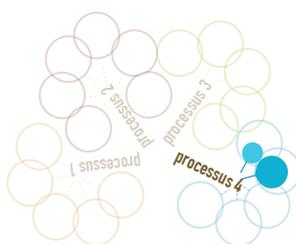
Le Guatemala dispose d'un **Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et la Nutrition (PESAN)** en cours d'exécution pour la période 2012-2016, et d'une **stratégie nationale pour la réduction de la malnutrition chronique (ENRDC)** en cours d'exécution pour la période 2006-2016. En 2012, sous un nouveau gouvernement, les principaux éléments de ce plan ont été intégrés dans le **Plan faim zéro**. Les plans du gouvernement sont basés sur les documents et l'appui des nutritionnistes des deux organisations à savoir le PAM et l'UNICEF. Les politiques et législations dans des secteurs clés ont été mises en place depuis quelques années, et quelques-unes seulement d'entre elles ont été récemment mises à jour. Il existe une législation nationale sur l'enrichissement des aliments (approuvée en 1992) et une loi pour la commercialisation des substituts du lait maternel (approuvée en 1983). Toutefois, il manque des ressources pour le suivi de l'application de ces dispositions.

Certaines **entreprises privées** ont inclus des programmes spécifiques à leurs activités pour soutenir les activités de Nutrition dans leurs domaines.



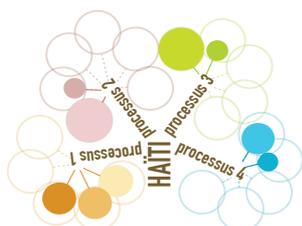
Le Guatemala a **élaboré un cadre commun de résultats SUN - Le Plan zéro faim** dans le cadre du «Programme national pour le changement» initié par le Président, Otto Perez Molina. Opérationnalisé en plan zéro faim pour la période 2012-2016, il s'agit d'une stratégie globale gouvernementale pour la malnutrition infantile chronique, la malnutrition aiguë, la carence en micronutriments et l'insécurité alimentaire pour les enfants de moins de 5 ans dans le pays.

Certaines **industries** s'engagent dans la recherche en cours sur d'autres produits alimentaires pouvant être enrichis. Les **organismes donateurs**, tels que le PAM, ont pleinement intégré la Nutrition dans leurs propres politiques et stratégies, tandis que d'autres envisagent de faire de même dans leurs futurs programmes bilatéraux.

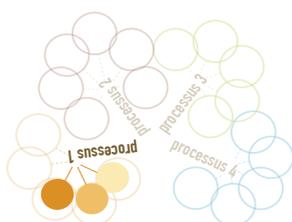


En 2012, une ligne budgétaire pour les «1000 jours» a été créée.

Le Guatemala a fait état des efforts déployés pour estimer les investissements financiers globaux pour la Nutrition et sur un **budget spécial pour les interventions** visant à soutenir la lutte contre la malnutrition infantile chronique et la mortalité infantile/maternelle. Il n'y a aucune référence à des contributions financières des donateurs et partenaires au développement à moins d'une inclusion dans le budget global de l'État pour la sécurité alimentaire et la Nutrition.



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Haïti	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #006400;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



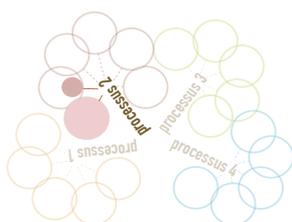
Haïti a rejoint le mouvement SUN en juin 2012. Le **Point focal national** est le **Directeur de l'Unité du Programme national de Nutrition et conseiller technique du Comité de lutte contre la faim et la malnutrition**.

**Réseau de l'ONU:** Les agences de l'ONU sont impliquées à travers le **Comité technique sur la Nutrition** aux niveaux national et départemental, ainsi que par des **Tables rondes sectorielles** et un groupe restreint pour la Nutrition.

**Réseau des donateurs:** Aucun **animateur des donateurs n'a encore été identifié**. Le Ministère de la Santé coordonne les activités des bailleurs de fonds afin d'assurer une plus grande durabilité et la bonne continuation du travail en cours.

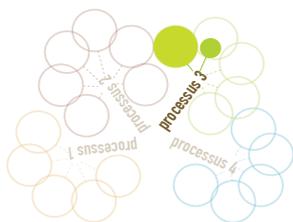
**Alliance/réseau de la société civile:** La société civile dispose de son propre forum appelé l'Association des travailleurs de la santé du secteur privé qui est engagée dans la prestation des services sanitaires, la communication et l'éducation pour la Nutrition. Cette association **ne fait pas encore partie de la plateforme multisectorielle**.

**Implication du secteur privé:** Le gouvernement traite avec les secteurs et les entreprises séparément. Les premiers contacts concernant la participation à la Chambre de Commerce de Haïti des producteurs et des importateurs alimentaires nationaux ont eu lieu.



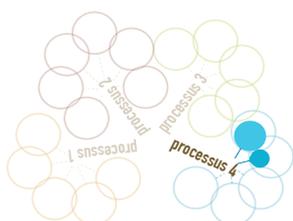
En janvier 2012, Haïti a publié une **Politique nutritionnelle nationale** actualisée et complète qui cible les enfants jusqu'à 59 mois, les femmes enceintes et allaitantes, les vieillards et les personnes infectées par le VIH/SIDA et la tuberculose. De nombreuses autres **politiques et stratégies** contribuent à la Nutrition à travers différents secteurs, y compris une stratégie de réduction de la pauvreté (Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté 2008-2010) et un Plan national d'investissement pour l'agriculture, l'éducation informelle et la protection sociale (mai 2010).

Le droit à l'alimentation est défini dans la Constitution. Le congé de maternité est de 12 semaines avec 100 % du salaire versé uniquement pendant 6 semaines. Haïti dispose d'une **législation spéciale** sur l'enrichissement du sel, de la farine et de l'huile avec de l'iode, le fer et la vitamine A et sur le congé de maternité.



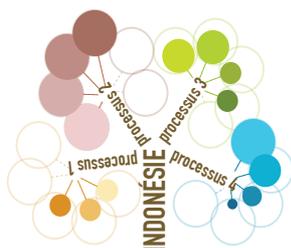
**ABA GRANGOU** est le **programme national phare pour combattre la faim et la malnutrition**. Il comprend 21 programmes de différents secteurs et couvrant différents secteurs et constitue le cadre d'accord sur les responsabilités ministérielles. L'UNAG (Unité nationale de gestion ABA Grangou) est responsable de la coordination et de l'exécution des activités.

En ce qui concerne les interventions dans le domaine de la nutrition, une première ébauche du plan stratégique 2012-2016 a été élaborée en vue de la mise en œuvre de la Politique nationale de nutrition. Un atelier national sur la Nutrition pour garantir que la société civile et les participants conviennent sur les priorités définies dans le plan d'action s'est tenu en mai 2012. Ce plan doit être finalisé à travers un processus de consultation qui impliquera les principaux organismes techniques et les donateurs soutenant la Nutrition. Il n'y a encore aucune indication selon laquelle un cadre commun de résultats est créé ou utilisé par d'autres acteurs.



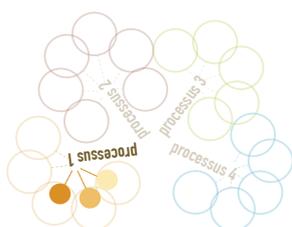
Une nouvelle ligne budgétaire nationale (15 millions de gourdes ou 353 000 dollars US) a été créée pour la Nutrition. En 2011, le financement pour lutter contre la malnutrition et la faim représentait 750 millions de dollars US entièrement financé par la coopération extérieure.

En 2012, **15 millions de dollars ont été affectés à ABA Grangou** pour renforcer les actions des programmes prioritaires. L'accent est mis sur les réseaux sociaux de sécurité (bons alimentaires, FFW, distribution de kits alimentaires), l'agriculture (engrais et infrastructures pour le stockage de la nourriture) et des projets de développement communautaire. La faible capacité des institutions gouvernementales et la complexité des procédures de déploiement des fonds ralentissent le processus de mise en œuvre.



Indonésie

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
<div style="width: 100%; height: 15px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 15px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 15px; background-color: #2e8b57;"></div>	<div style="width: 100%; height: 15px; background-color: #008080;"></div>



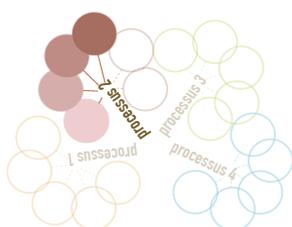
**Le Ministère du bien-être du peuple est proposé comme l'organe de coordination** (attente de l'approbation par décret présidentiel) avec la participation de 13 ministères et deux organismes. Le Forum SUN se réunit sous la direction du Vice-ministre des Ressources humaines et de la Culture du Ministère de la planification du développement national.

**Réseau de l'ONU:** Les agences onusiennes ont mis en place **plusieurs mécanismes** de coordination de leurs activités liées à la nutrition. L'UNICEF, le PAM et l'OMS participent à la plateforme SUN des partenaires au développement à travers le Forum principal SUN.

**Réseau des donateurs:** La plateforme SUN des partenaires de développement regroupe AusAid, l'USAID, la Banque mondiale, l'UNICEF, le PAM, l'OMS et le MCC. Un **animateur des donateurs n'a pas encore été confirmé**.

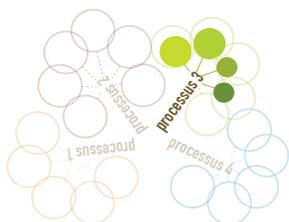
**Alliance/réseau de la société civile:** Les organisations de la société civile se réunissent à travers le **Forum de Nutrition** pour l'échange d'expérience avec 16 ONG et organisations professionnelles. La plupart d'entre elles participent à l'Alliance régionale contre la faim et la malnutrition en Asie, et d'autres - à la plateforme multisectorielle coordonnée par le gouvernement.

**Implication du secteur privé:** Il existe plusieurs associations regroupant le secteur privé (Association indonésienne de producteurs de farine, Association des industries alimentaires et des boissons). Dans la **plateforme SUN** le secteur privé est représenté par des acteurs suivants: Indofoods, Pertamina, Charoen Pokhand Indonésie, PT Astra Indonésie, APPNIA, et Kaltim Prima Coal PT PLN.



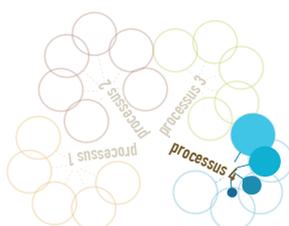
**L'Indonésie a mis à jour les politiques et stratégies spécifiques à la Nutrition** depuis 2005 **couvrant les secteurs clés**. L'approbation par le pouvoir législatif d'un large éventail de politiques et de stratégies dans les secteurs pertinents fournit un cadre cohérent pour l'action multisectorielle. La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition couvre un ensemble de lois sur la santé et l'alimentation (sécurité alimentaire, qualité des aliments, étiquetage des aliments et publicité). La loi sur la protection de la maternité prévoit 12 semaines de congé de maternité soit 2 semaines de moins que la longueur minimale recommandée du temps par l'OIT. De nombreuses dispositions pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel ont été entérinées par la loi en 2012. La législation sur l'enrichissement de la farine et l'iodation du sel est également en place. L'enrichissement de l'huile avec de la vitamine A sera obligatoire à partir de 2013. L'enrichissement du riz est en cours d'examen.

**Le réseau de la société civile** participe à l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Davantage d'ONG telles que KRKP, Bina Desa, SPI participent à la mise en œuvre des programmes contribuant à la Nutrition.



**Un Cadre commun de résultats a été mis en place** pour 2011-2015 - Le Plan national d'action pour la Nutrition et l'alimentation. Les programmes à grande échelle sont mis en œuvre par les différents ministères, par exemple le programme communautaire de Nutrition (2010-2014) et les programmes d'enrichissement tels que l'iode du sel et l'enrichissement de la farine. Il n'y a pas encore d'informations sur la méthode de convergence de ces programmes ou sur leurs résultats communs.

Le lancement de SUN Indonésie a été marqué par le lancement du **Mouvement pour les 1000 premiers jours de vie (First 1,000 Days of Life Movement)** en septembre 2012. **La décentralisation au niveau sous-national est une priorité.** Les mécanismes de coordination doivent être renforcés en particulier au niveau sous-national.

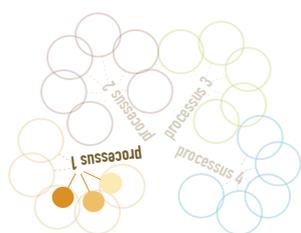


**Des informations relatives au financement des programmes spécifiques à la nutrition sont disponibles.** La totalité des fonds affectés au niveau central pour le Ministère de la Santé au Département de Nutrition est de 70 millions de dollars US par an. Chacune des provinces (33) et chaque district (497) gère ses propres ressources qui s'ajoutent à la contribution du niveau central.

**Aucun écart n'a encore été décelé et la contribution des donateurs extérieurs n'est pas encore explicite,** l'élaboration du registre des responsabilités n'étant pas encore achevée.



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Kirghizistan	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #2e8b57;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>

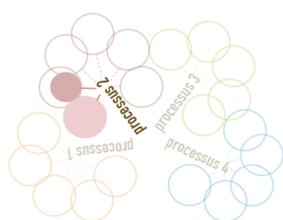


**Le Conseil pour la sécurité alimentaire est proposé comme l'organe de coordination pour la Nutrition, établi sous l'égide du cabinet du Premier ministre** et mettant actuellement l'accent sur la salubrité alimentaire et la sécurité alimentaire (mais pas sur la Nutrition). Ce Conseil comprend un éventail de ministères. La représentation du secteur privé et des donateurs est prévue. Le **Point focal SUN** est le Vice-ministre de la santé.

**Réseaux de l'ONU et des donateurs:** Pour augmenter la capacité du Conseil, la FAO et le PAM fournissent un soutien technique et financier en vue de l'amélioration du système de surveillance de la sécurité alimentaire. L'**UNICEF et la Banque mondiale** sont les **animateurs des donateurs**. Les donateurs utilisent le Groupe de travail thématique sur la Nutrition (Nutrition Cluster) et le Groupe de la Nutrition (Nutrition Group) dans le cadre de l'Approche sectorielle en matière de santé (SWAP) comme une **plateforme spécifique**. En outre, le soutien est assuré par l'OMS, GIZ, JICA, l'UNICEF, l'ONUDI, Mercy Co, Peace Corps, Projet kirghize-Suisse-Suède pour la santé en ce qui concerne les actions communautaires en matière de santé. La BAD, le Programme alimentaire mondial, la FAO, l'USAID et le DFID participent également aux projets communautaires.

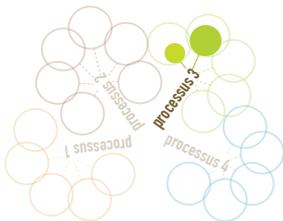
**Alliance/réseau de la société civile:** Les **OSC travaillent avec le gouvernement à travers l'Association des Comités Villageois de santé** qui fonctionne avec plus de 14 000 bénévoles au niveau communautaire pour promouvoir la bonne santé et la nutrition.

**Implication du secteur privé:** Les producteurs de sel et de vitamine sont les acteurs principaux du **secteur privé impliqués dans la plateforme SUN**. Les moulins privés travaillent sur la Nutrition en produisant de la farine enrichie, les usines de production de sel y ajoutent de l'iode. Ces entreprises privées sont en relation directe avec le ministère de l'Agriculture qui coordonne les activités de l'industrie de transformation.

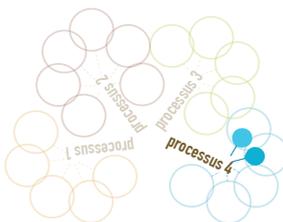


**Une Stratégie publique nationale pour l'amélioration de la Nutrition 2013-2017** a été élaborée, mais elle n'est pas encore approuvée. **Des politiques et stratégies mises à jour couvrent des secteurs clés** tels que l'agriculture, la réduction de la pauvreté et le développement et la protection sociale mis à jour. La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition couvre le soutien aux agriculteurs et aux pâturages, la sécurité alimentaire et l'agriculture. De nombreuses dispositions pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel ont été entérinées par la loi. Le Code du travail définit la durée recommandée pour le congé de maternité, soit 126 jours. L'enrichissement de la farine a été approuvé en 2009. Actuellement, les modifications de la réglementation de l'enrichissement de la farine sont en cours d'élaboration.

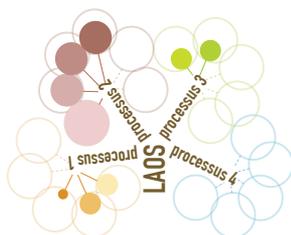
**Réseau du secteur privé:** Les producteurs de sel travaillent en synergie avec le gouvernement pour identifier les obstacles à la politique de la Nutrition pour la réussite de la production.



La stratégie de Nutrition multisectorielle avec le cadre commun de résultats décrivant les responsabilités de toutes les parties concernées **a été élaborée, mais n'est pas encore approuvée**. Des interventions à grande échelle contribuant à la Nutrition sont mises en œuvre par le ministère de la Santé, l'étendue et le type de programmes contribuant à la Nutrition (surtout en ce qui concerne l'eau et l'assainissement qui sont liés à une mauvaise Nutrition) doivent être davantage clarifiés. L'Initiative des hôpitaux amis des bébés a été introduite.

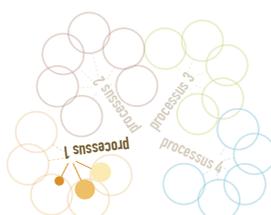


Les programmes nationaux de Nutrition sont élaborés et mis en œuvre avec à la fois le **budget de l'État et le soutien des donateurs**. Le financement sur le budget de l'État est prévu pour alimenter qualitativement 1-4 enfants chaque année scolaire, les fonds pour les différentes lignes liées à la Nutrition sont alloués dans le cadre de l'Approche sectorielle en matière de santé (SWAP). Des écarts importants sont identifiés dans les interventions contribuant à la Nutrition. Des travaux sont en cours pour obtenir des informations provenant d'autres secteurs.



Laos

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



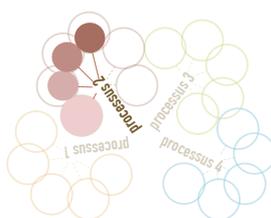
**La consultation pour la création d'un organe de coordination pour la Nutrition au Laos a commencé.** Les groupes de travail sectoriels pertinents existants et la Réunion de la table ronde peuvent servir pour la promotion de la coopération interministérielle sur les activités de Nutrition et de sécurité alimentaire.

**Réseau de l'ONU:** Les équipes de pays des Nations Unies, sous la direction du Coordonnateur résident, ont lancé le projet pilote **REACH avec l'approbation du Gouvernement** en juin 2008.

**Réseau des donateurs: L'Union européenne a été confirmée entant qu'animateur des donateurs,** ce qui permet de s'assurer que les principaux intervenants sont informés de l'évolution du Mouvement SUN à l'échelle nationale et mondiale. En outre, elle mène un plaidoyer sur les problèmes de Nutrition et de sécurité alimentaire devant être abordés de manière transversale à travers les secteurs de ministères de tutelle.

**Alliance/réseau de la société civile:** La société civile **dispose de son propre réseau de partage d'informations et d'apprentissage** ainsi que d'un **mécanisme informel**, coordonné par le Réseau des ONGI. La société civile est également impliquée dans l'organisation du processus de la table ronde.

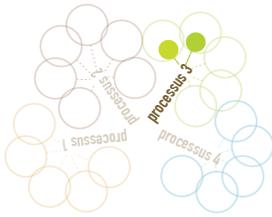
**Implication du secteur privé:** Il n'existe pas actuellement de société privée au Laos travaillant spécifiquement pour le renforcement de la Nutrition



### La Stratégie et le Plan d'action national pour la nutrition 2010-2015

constituent des lignes directrices stratégiques pour tous les intervenants, y compris les ministères, les partenaires au développement et le secteur privé dans le but de savoir quelles actions devraient être entreprises pour lutter contre la malnutrition et ses déterminants. Les Politiques et stratégies à jour contribuant à la Nutrition couvrent la plupart des secteurs clés, notamment l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement, la santé publique et l'éducation avec des plans-cadres multisectoriels. Une stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté a été adoptée en 2006.

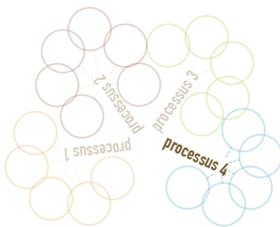
La législation **ayant trait à la Nutrition au Laos** couvre le congé de maternité et les dispositions pour l'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (BMS) sont en cours d'étude pour leur mise en application. La loi sur la protection de la maternité garantit 90 jours de congé de maternité, tout juste un peu moins que la durée minimale de 14 semaines recommandée par l'OIT. **La législation sur l'enrichissement des aliments et le Code international n'est pas encore approuvée.**



Les interventions **directes de nutrition** sont mises en œuvre dans le cadre des **services complets de santé maternelle, néonatale et infantile**. Il n'existe pas encore de cadre commun de résultats qui fasse l'objet d'un consensus.

Réseau des donateurs: L'alignement des donateurs et leur harmonisation sur les plans nationaux ne sont pas encore officiels. Toutefois, la communauté des donateurs soutient la création de la plateforme multisectorielle multi-acteurs.

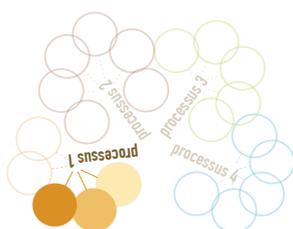
Réseau de la société civile: Les activités des organisations de la société civile sont intégrées dans le processus de planification du développement du Ministère de l'Agriculture et des Forêts. Elles continuent de jouer un rôle clé dans la réalisation de la stratégie 2020 pour l'agriculture, qui aborde également la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Aucune information n'a été fournie sur le suivi financier et la mobilisation des ressources.



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Madagascar	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #006400;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



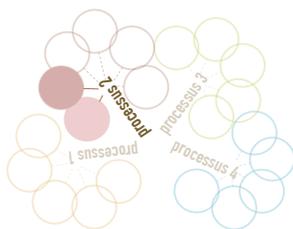
Le **Conseil National de Nutrition** sous la supervision du Premier ministre réunit les représentants de la Présidence, le Sénat, l'Assemblée nationale, huit ministères gouvernementaux, des dirigeants communautaires et religieux, les ONG, la société civile, les organisations des Nations Unies et d'autres partenaires. Le **Point focal national SUN** est le coordinateur national du bureau national de la Nutrition.

**Réseau de l'ONU:** L'**UNICEF** représente les organisations du système des Nations Unies au Conseil national de la Nutrition. La FAO, le PAM, le FNUAP et le PNUD sont membres de la plateforme.

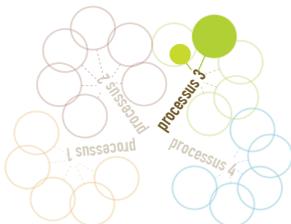
**Réseau des donateurs:** Animateur des donateurs nommé: **UNICEF**; d'autres donateurs sont la Banque mondiale, la JICA et l'USAID.

**Alliance/réseau de la société civile:** Deux plateformes réunissent toutes les OSC dont une association VIF réunit toutes les ONG nationales travaillant dans les secteurs tels que la Nutrition, la sécurité alimentaire, le soutien, l'agriculture, l'eau et l'assainissement et la protection sociale.

**Implication du secteur privé:** Le secteur privé dispose de sa propre plateforme au sein de l'**Alliance nationale de Madagascar pour l'enrichissement des aliments** et travaille en collaboration avec des organismes publics pour la mise en œuvre des plans nationaux, il s'agit notamment de l'iode du sel et/ou l'enrichissement du pain.

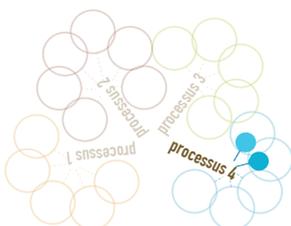


Les politiques spécifiques à la Nutrition datent de 2004 à Madagascar, alors que le Plan national d'action pour la Nutrition a été mis à jour en 2012. **Les politiques et stratégies nationales approuvées reflètent une approche multisectorielle pour une meilleure Nutrition.** Madagascar dispose de politiques spécifiquement orientées vers la responsabilisation des femmes qui sont avantageuses pour la Nutrition. La politique de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles est bien en place également. Grâce aux politiques et stratégies contribuant à la Nutrition, Madagascar couvre tous les secteurs clés, notamment l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement, la santé publique, l'éducation et la protection sociale avec un plan d'action pour l'égalité et le développement. La législation nationale couvre l'enrichissement des aliments et l'iode du sel. La loi sur la protection de la maternité autorise un congé de maternité de 14 semaines, correspondant à la durée minimale recommandée par l'OIT. Les dispositions relatives à la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel sont érigées en loi dans la période comprise entre 0 et 6 mois.



**Le Plan national d'action pour la Nutrition (PNAN II)** a été récemment mis à jour et représente le **cadre commun de résultats**. Le plan de suivi et d'évaluation a été élaboré pour assurer le suivi de la réalisation des résultats et contribuer au suivi de la mise en œuvre de toutes les activités du Plan national. Certaines interventions spécifiques à la Nutrition ne s'exercent pas encore à grande échelle. La Nutrition n'est pas encore pleinement intégrée dans les secteurs concernés - agriculture, protection sociale, Programme eau, assainissement et hygiène (WASH). Les programmes des donateurs ne sont pas encore alignés sur le PNAN II.

**Réseau de la société civile:** Les organisations de la société civile sont **directement impliquées dans la mise en œuvre du Plan d'action national** pour la Nutrition au niveau communautaire. Les journalistes et représentants des médias sont actifs dans le secteur de la Nutrition; plusieurs institutions de recherche investissent dans le secteur de la nutrition.



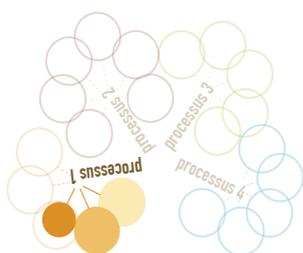
Le budget prévisionnel du PNAN II (2012-2015) s'élève à 137 951 692 dollars US. Le budget alloué pour chaque programme est actuellement en cours d'évaluation par les partenaires au développement. La recherche de financement est en cours.

**Le PNAN II a été chiffré**, mais les données les plus récentes sur la contribution datent de 2005-2009.



Malawi

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



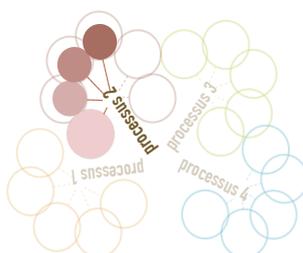
Le **Comité national de la Nutrition** est une plateforme multisectorielle et un organe de coordination des actions relatives au renforcement de la nutrition. Le **Point focal SUN** est le secrétaire principal pour la Nutrition, le VIH et le SIDA, soutenu par le directeur adjoint de la Nutrition agissant en tant que **coordinateur national SUN**. Le coordonnateur préside le comité du Groupe de travail SUN et coordonne les groupes de travail technique (GTT) SUN dans tous les districts.

**Réseau de l'ONU:** Les agences des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PAM, l'OMS et la FAO font partie du Groupe de travail SUN. L'**UNICEF** supervise les cinq GTT et coordonne les activités de Nutrition avec le Groupe des partenaires au développement et les donateurs.

**Alliance/réseau de la société civile:** CONCERN Worldwide a été désigné **animateur** pour un grand nombre d'OSC actives au Malawi. Les OSC participent au Groupe de travail SUN.

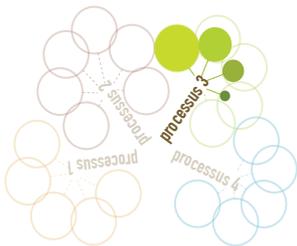
**Réseau des donateurs:** Les donateurs, y compris Irish Aid, l'USAID, l'ACDI, la Banque mondiale, le DFID et l'UE participent au Groupe de travail SUN **animé aussi bien par Irish Aid que par l'USAID**. Le Development Partners For Nutrition (partenaires au développement pour la Nutrition) présidé par Irish Aid et co-présidé par l'UNICEF se réunit pour l'échange d'informations, le plaidoyer et l'examen des progrès de la politique nationale de Nutrition et du Plan stratégique.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** participe à la plateforme multisectorielle. Il possède sa **propre** plateforme à travers la Chambre de commerce du Malawi et est membre de l'Alliance nationale de l'enrichissement. **VALID INTERNATIONAL** est l'**animateur** du secteur privé.

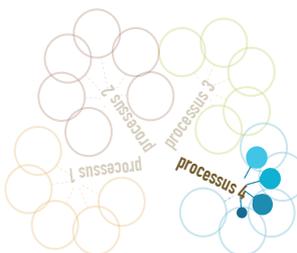


Le Malawi a mis en place une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2005), une politique nationale de Nutrition et un Plan stratégique pour la période 2007-2012. **Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition sont mises à jour et couvrent tous les secteurs clés:** l'agriculture et la sécurité alimentaire, le secteur de la santé publique avec une politique et une stratégie intersectorielles pour le VIH/SIDA et l'agriculture, l'éducation et la protection sociale.

La nouvelle législation en matière de nutrition couvre le traitement du sel à l'iode, l'enrichissement des aliments et la protection du consommateur. La nouvelle loi du travail au Malawi a augmenté le congé de maternité dans les secteurs public et privé, mais sa durée ne correspond pas encore à la longueur minimale recommandée de 14 semaines (OIT). Plusieurs dispositions relatives à la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (BMS) sont intégrées dans la loi. **Un texte de loi relatif à la nutrition est en cours d'élaboration.**



Le Département de la Nutrition, VIH et SIDA sous la supervision du Bureau du Président et du Cabinet avec le soutien de l'UNICEF, la Banque mondiale, Irish Aid et l'USAID a développé et concrétisé un **Cadre de déploiement du Mouvement SUN**. Le cadre institutionnel multisectoriel national est élaboré à l'échelon de district et de la communauté avec pour objectif de s'investir dans 50% des districts pour 2012 et 2013. En outre, la **Stratégie nationale d'éducation et de communication sur la nutrition des 1 000 journées spéciales** reçoit la priorité pour 2012-2017 dans le but de réduire le retard de croissance chez les enfants. L'alignement de tous les secteurs au niveau de district doit être clarifié.

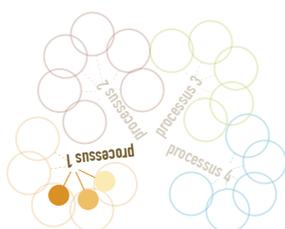


Les partenaires au développement pour la Nutrition sont responsables de la mobilisation des ressources et de la résolution des différends survenant entre les partenaires et les acteurs. **Il existe encore de multiples sources de financement et de mécanismes comptables et aucun accord sur les écarts financiers**. La Banque mondiale, l'UNICEF et les gouvernements du Canada, de l'Irlande et des États-Unis ont mobilisé des ressources communes pour assurer le renforcement de la Nutrition sur une base communautaire.



Mali

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008000;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



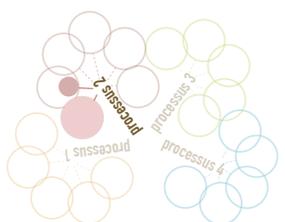
**Le Comité Technique Intersectoriel de Nutrition** présidé par le **Ministre de la Santé** organise régulièrement et officiellement des réunions avec quatre ministères et la Commission sur la sécurité alimentaire. La **plateforme multisectorielle multi-acteurs est en cours d'élaboration** de même qu'une politique intégrative sur la Nutrition qui est en cours de finalisation, prévoyant la création d'un Conseil national du développement de la Nutrition. Le **Point focal national SUN** est un consultant technique du Ministère de la Santé.

**Réseau de l'ONU:** La **coordination par REACH** a commencé en septembre 2012; les autres organisations du système des Nations Unies engagées sont le PAM et l'UNICEF.

**Réseau des donateurs:** Le Canada est l'**animateur** depuis janvier 2012. Les donateurs qui fournissent une assistance aux plans nationaux de Nutrition sont l'UNICEF, le PAM, la FAO, l'USAID, l'UE, l'OMS, le Canada et la Belgique. Les donateurs coordonnent leur soutien par le biais de multiples forums.

**Alliance/réseau de la société civile:** La **société civile met en place sa propre plateforme** pour coordonner son soutien au renforcement de la nutrition. Le Groupe de travail thématique sur la Nutrition inclut les ONG nationales et internationales, et coordonne la riposte nutritionnelle humanitaire.

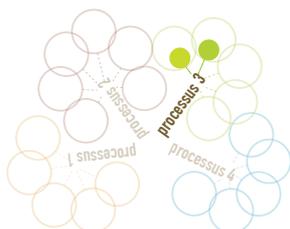
**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** est essentiellement impliqué dans les investissements agricoles.



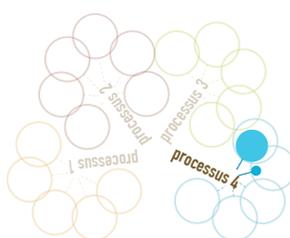
La politique multisectorielle de Nutrition est en cours de validation par le Mali. Il s'agit de la **Politique Nationale de Développement de la Nutrition** qui déclencherà également la mise en place d'une plateforme multisectorielle. Il existe en guise de politiques et stratégies spécifiques à la Nutrition, un plan stratégique national pour l'alimentation et la Nutrition (2006), une stratégie nationale de soins Nutritionnels des PVVIH (2006) et d'autres dispositions pour la Nutrition des jeunes enfants.

La législation nationale en matière de nutrition comprend des lois sur l'agriculture et l'alimentation, notamment une réglementation sur l'enrichissement obligatoire de la farine de blé. La loi sur la protection de la maternité prévoit un congé de maternité de 14 semaines, conformément à la durée minimale recommandée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Plusieurs dispositions pour la mise en œuvre de Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (BMS) sont actuellement en vigueur.

**Réseau des donateurs:** Les principaux donateurs impliqués dans la Nutrition contribuent au développement (et l'adoption) de la politique nutritionnelle nationale multisectorielle. Toutefois, la plateforme n'a pas encore été créée. En attendant, les donateurs se réunissent sur une base ad-hoc pour discuter de la Nutrition dans une perspective multisectorielle.



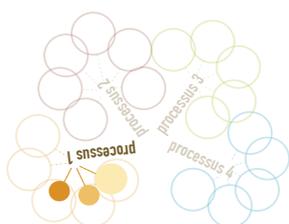
Le **ministère de la Santé est responsable de six programmes qui ont une incidence particulière sur l'amélioration de la Nutrition**, y compris le traitement de la malnutrition aiguë, la Politique sur les normes et procédures alimentaires, la prise en charge nutritionnelle des personnes vivant avec le VIH/SIDA, les Lignes directrices nationales relatives à la supplémentation en vitamine A, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et les programmes clés d'action pour la Nutrition. Les programmes gérés par le ministère de la Santé et le ministère de l'Agriculture répondent à la planification et aux stratégies sectorielles. La focalisation actuelle sur la réponse d'urgence à la Nutrition a été signalée. Les activités financées par les donateurs sont suivies dans le cadre du programme de santé annuel. **Le plan multisectoriel n'est pas encore finalisé.**



Il n'existe pas encore de ligne budgétaire spécifique à la Nutrition dans le budget gouvernemental. Cependant, des budgets sectoriels sont prévus à cet effet. Tous les intervenants ont jugé le financement global de la Nutrition insuffisant. Le manque de financement a été rapporté comme étant un défi majeur. Parallèlement, l'on ne dispose pas suffisamment de données sur les ressources financières nécessaires et disponibles auprès de partenaires extérieurs.



Mauritanie	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #006400;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



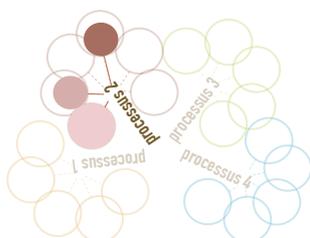
Créé en 2010, le Conseil de développement national de la Nutrition **organise les réunions de la plateforme multisectorielle, multisectorielle** avec un comité technique permanent. Le directeur général des politiques économiques et stratégies de développement au ministère des Affaires économiques et du développement, assisté par le directeur de la santé de base et de la Nutrition au ministère de la Santé **sont les points focaux nationaux SUN.**

**Réseau de l'ONU:** Les organisations du système des Nations Unies telles que l'UNICEF, l'OMS, la FAO et le PAM soutiennent les plans nationaux et participent à la plateforme. REACH est présent depuis 2008.

**Réseau des donateurs:** Il n'existe actuellement **aucun animateur des donateurs.** Les donateurs sont de plus en plus impliqués dans des interventions nutritionnelles d'urgence.

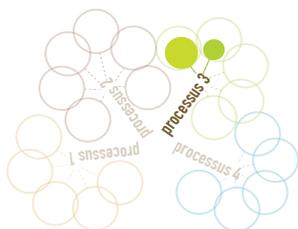
**Alliance/réseau de la société civile:** Les **ONG internationales** sont des membres actifs de la plateforme. Cependant, les **OSC nationales** spécialisées dans la Nutrition ne sont pas suffisamment développées.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** est un membre de la plateforme, mais son implication dans la mise en œuvre est actuellement très limitée.

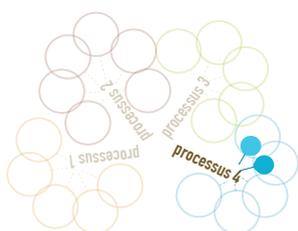


La Mauritanie a mis au point une stratégie nationale pour le développement de la Nutrition avec des dispositions spécifiques à la Nutrition telles que la Stratégie nationale pour les jeunes enfants (2007) et un protocole national de lutte contre la malnutrition chronique (2007). La Mauritanie est en train de finaliser un plan d'action multisectoriel pour la Nutrition, qui couvrira la période 2011-2015. Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition couvrent la plupart des secteurs clés comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement, la santé publique et la protection sociale. Ces dispositions sont mises à jour et avec une vision à long terme (2020). L'approbation législative d'un large éventail de politiques et de stratégies dans les secteurs pertinents fournit un **cadre cohérent pour l'action multisectorielle.**

La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition porte sur l'agriculture et les lois alimentaires (farine et enrichissement de l'huile). La loi sur la protection de la maternité prévoit 14 semaines de congé de maternité, correspondant à la longueur minimum recommandée par l'OIT. La mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est actuellement à l'étude.



Il existe une composante complète dédiée à **l'approche multisectorielle pour une nutrition améliorée dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)**. Cependant, il n'y a aucune information sur l'alignement à cette dernière et peu d'informations sur la mise à l'échelle effective des programmes identifiés. La Mauritanie dispose également d'un programme de protection sociale destiné aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans, le programme EMEL couvrant tout le pays et sous la supervision du bureau du Premier ministre qui fournit une aide à toutes les populations vulnérables, le Programme de lutte contre la malnutrition et le programme WASH pour l'assainissement collectif. **Le Cadre commun de résultats est en cours de finalisation.**

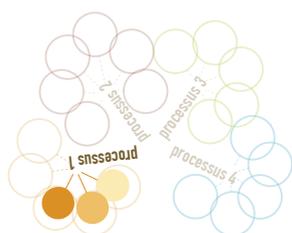


Chaque secteur **prend en compte les actions et activités de Nutrition** dans son budget, **mais il n'existe pas encore de ligne budgétaire dédiée à la Nutrition**. Les efforts actuels soutiennent le plaidoyer pour la création d'une ligne budgétaire gouvernementale pour la Nutrition. Les donateurs sont impliqués dans des interventions nutritionnelles d'urgence et contribuent au développement.

Le coût et la ventilation qui n'existent que pour deux programmes révèlent des lacunes considérables: le programme d'accélération de la lutte contre la faim et la malnutrition chez les enfants en Mauritanie du Sud-Est a un déficit financier convenu de 14 millions de dollars, le programme EMEL nécessite un budget de 150 millions de dollars, 80 millions alloués par le budget général du gouvernement et un déficit financier de 70 millions de dollars.



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Mozambique	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #006d4c;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #00838f;"></div>

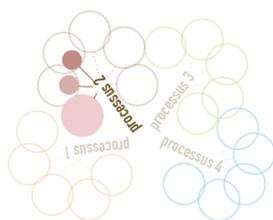


Le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (**SETSAN**) organise les réunions de la **plateforme multisectorielle** – GT PAMRDC (Groupe technique pour le Plan d’action multisectoriel pour réduire la malnutrition chronique). La plateforme coordonne les ministères d’exécution des programmes de Nutrition spécifiques et de programmes contribuant à la Nutrition, les agences onusiennes, les donateurs et les OSC. Le choix d’une institution fédérale principale qui coordonnera la Nutrition au niveau politique de la prise de décision reste en suspens.

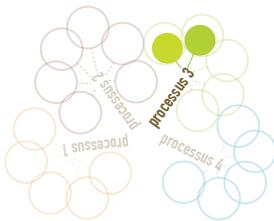
**Réseaux des donateurs et de l’ONU:** Les donateurs et les agences de l’ONU ont créé le forum des partenaires de la nutrition structuré comme un mécanisme de coordination des donateurs et des partenaires qui soutiennent la mise en œuvre du Plan d’action multisectoriel. Le Forum est organisé par les **animateurs SUN**, l’UNICEF et DANIDA et se réunit sur une base mensuelle depuis sa création en 2011. **REACH** soutient SETSAN avec la coordination de GT-PAMRDC depuis juillet 2012.

**Alliance/réseau de la société civile:** **Aucune plateforme pour le moment.** L’association pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ANSA) et l’ONG Hellen Keller International représentent la société civile au sein du Forum des partenaires de la Nutrition mis en place par les donateurs et les agences des Nations Unies.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** participe à **différents programmes**: les producteurs de sel se réunissent dans le cadre du Programme national pour l’iodation du sel (PRONIS), tandis que les meuniers et les producteurs d’huile se réunissent régulièrement au sein du Comité national pour l’enrichissement des aliments au Mozambique (CONFAM). Celui-ci comprend également les OSC, les agences onusiennes, les donateurs et les associations de consommateurs. Pronis et CONFAM sont présidés par le ministère de l’Industrie et du Commerce, le ministère de la Santé assurant la vice-présidence.

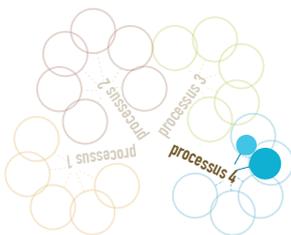


**Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition couvrent** le secteur de la sécurité alimentaire et l’agriculture, de la santé, du développement, de l’éducation et de la protection sociale. La législation nationale ayant une incidence sur la Nutrition comprend un décret ministériel sur l’iodation du sel. **La législation sur le droit à l’alimentation est en cours de finalisation.** La loi sur la protection de la maternité prévoit 60 jours de congé de maternité, durée plus courte que les 14 semaines recommandées par l’OIT. La mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est pleinement approuvée par la loi. Les normes sont en cours d’élaboration pour l’enrichissement de la farine de blé et de l’huile comestible et la législation sur l’enrichissement obligatoire des aliments est en cours d’élaboration.



**Le Plan d'action multisectoriel pour la réduction de la malnutrition chronique (PAMRDC) est le cadre commun de résultats qui suit un processus de décentralisation au niveau provincial.**

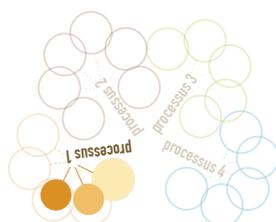
En ligne avec les interventions prioritaires identifiées dans le PAMRDC, le Département de Nutrition du ministère de la Santé met en œuvre des programmes de supplémentation à grande échelle. Le ministère de la Santé supervise le Programme de réhabilitation nutritionnelle. L'intensification de l'harmonisation entre les secteurs est également en cours. Le Mozambique évolue vers l'enrichissement à grande échelle de la farine de blé et les huiles comestibles. Certaines interventions spécifiques à la Nutrition doivent être mises à niveau.



Les sept objectifs stratégiques du PAMRDC pour la période 2011-2015, étaient chiffrés pour l'année 2012 à un total d'environ 60 millions de dollars US par an. Ce budget tient compte du coût de la supplémentation alimentaire qui s'élève à 26,4 millions de dollars US (méthodologie d'estimation des coûts de la Banque mondiale). Le Mozambique a fait état **des efforts déployés pour estimer les investissements financiers globaux pour la Nutrition**. Cependant, les coûts estimés par le Gouvernement sont difficiles à concilier avec les informations fournies par les donateurs. **Aucun mécanisme de financement n'est disponible pour faciliter l'alignement et** suivre les ressources mobilisées par rapport aux coûts estimés.



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Namibie	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #228b22;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



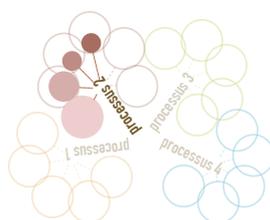
Le Bureau du Premier ministre **coordonne** l'Alliance nationale pour l'amélioration de la Nutrition (NAFIN), la **plateforme multisectorielle et multi-acteurs** présidée par le très honorable Premier ministre (également membre du Groupe principal SUN). Plusieurs groupes de travail spécialisés qui rendent compte à la NAFIN sont créés avec leurs propres termes de référence. Le **Point focal national SUN doit encore être nommé**.

**Réseau des donateurs:** Il n'existe pas de **mécanisme de facilitation** d'une agence onusienne, bien que l'engagement avec REACH est en cours depuis et fournit l'assistance technique sur le Plan d'exécution national et la matrice des résultats. L'UNICEF, l'OMS, le PAM, l'UNESCO, la FAO et le PNUD sont actifs dans la NAFIN.

**Réseaux de l'ONU:** L'**animateur des donateurs**, l'UNICEF est dans un groupe de travail spécifique SUN avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, Synergos Namibie et GAIN. L'USAID soutient le Centers for Disease Control and Prevention, le projet technique III d'aide à l'alimentation et la Nutrition et le Centre international de formation et d'éducation pour la santé. L'USAID et le CDC participent à la NAFIN.

**Alliance/réseau de la société civile:** Les **OSC** sont **membres de la NAFIN**. Le «Forum Trust» des ONG namibiennes est l'organisme de tutelle. Les OSC contribuent au renforcement de la Nutrition dans les communautés par le biais des activités directes au niveau des ménages.

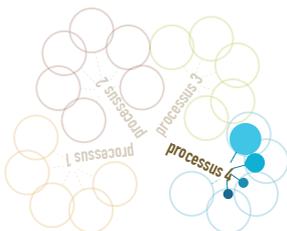
**Implication du secteur privé:** La **participation du secteur privé** fournit un soutien financier à travers la Fondation Pupkewitz et l'Association des meuniers (Millers Association). Un certain nombre d'industries comme Namib Mills, Namibia Dairies et Praktika Afrika sont pleinement engagées dans le Groupe de travail technique sur l'enrichissement des aliments.



La Namibie a mis en place la Politique alimentaire et nutritive nationale (1995) et un Plan stratégique national pour la Nutrition (2010). En outre, il existe une variété de stratégies et de lignes directrices spécifiques à la Nutrition couvrant tous les aspects de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la lutte contre les carences en micronutriments, la prise en charge de la malnutrition aiguë et la gestion de la Nutrition des personnes vivant avec le VIH/SIDA. **Les Politiques et stratégies contribuant à la Nutrition en Namibie couvrent tous les secteurs clés**. La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition porte sur l'iodation du sel, la gestion de l'eau et la protection sociale avec la loi de sécurité sociale qui a été modifiée en 2004. La loi sur la protection de la maternité prévoit 12 semaines de congé de maternité. Des mesures d'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel sont actuellement en attente d'approbation finale. Une politique de partenariat de l'organisation Civile est également en place

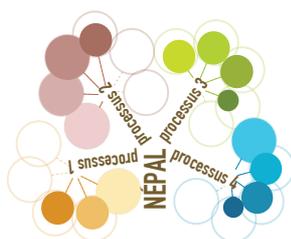


Le Plan national de mise en œuvre est **tout juste en voie d'élaboration** et servira de **Cadre commun de résultats**. Pour ce qui est des programmes spécifiques de Nutrition, le ministère de la Santé met en œuvre des programmes de supplémentation et de déparasitage à l'échelle nationale. Les activités menées par les entreprises du **secteur privé** telles que Namib Mills **sont reflétées dans le Plan national de Nutrition**. Différents programmes sectoriels doivent être alignés.



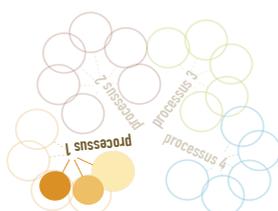
La NAFIN dispose d'un poste budgétaire au sein du ministère des Finances avec les ressources allouées d'une valeur de 200 000 dollars namibiens par an (environ 24 000 dollars US) pour une période de 4 ans (2011-2014).

**Aucun système financier n'est encore disponible pour suivre** les contributions financières du gouvernement et des partenaires externes. Un accord est prévu sur les limites des ressources financières disponibles et allouées à la Nutrition entre le gouvernement et les partenaires, mais le montant n'a pas été convenu.



Népal

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



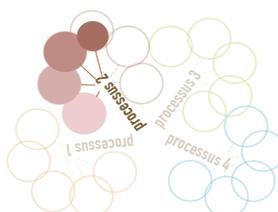
Le **Comité d'orientation de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle** présidé par le Vice-ministre en charge de la Commission nationale de planification est l'organe suprême de la Nutrition, avec la MSP représentant trois domaines: secteur social, agriculture et développement, commerce et approvisionnement. En outre, un Comité de coordination pour la sécurité alimentaire est également mis en place incluant des agents gouvernementaux de haut niveau de cinq ministères clés.

**Réseau de l'ONU:** Les agences des Nations Unies travaillant dans le domaine de la Nutrition sont l'UNICEF, l'OMS, la FAO et PAM. Elles sont membres du Comité de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale. Grâce à REACH, elles soutiennent la Commission nationale de planification et les ministères concernés pour examiner les plans et budgets annuels concernant les activités contribuant à la Nutrition.

**Réseau des donateurs:** la Banque mondiale est l'**animateur des donateurs**. Il existe **deux plateformes distinctes** de la communauté des donateurs et des partenaires au développement: Le Groupe national sur la Nutrition et le Groupe de travail national sur la sécurité alimentaire.

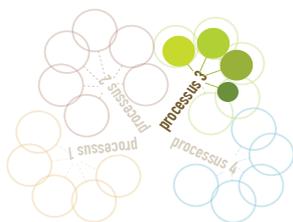
**Alliance/réseau de la société civile:** les OSC et les universités sont **représentées** sur la **plateforme multisectorielle pour la Nutrition**. Environ 10 ONG internationales œuvrent à travers l'Association pour les ONG internationales et sont entièrement impliquées dans la préparation du plan de Nutrition multisectorielle.

**Implication du secteur privé:** Le secteur privé n'est pas encore impliqué.



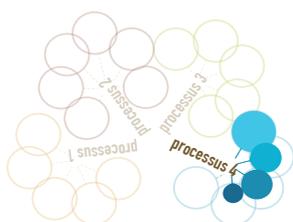
En juin 2012, le Cabinet (Conseil des ministres) a approuvé le Plan multisectoriel de la Nutrition du Népal **qui porte sur les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition pour les secteurs clés**. Les stratégies et plans spécifiques à la Nutrition sont: l'approvisionnement en micronutriments, la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et une stratégie multisectorielle pour la santé et la Nutrition à l'école. Une politique nationale de Nutrition d'urgence a été adoptée en 2008.

La législation relative à la nutrition couvre l'enrichissement des aliments (farine) et le traitement du sel à l'iode. La législation pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est pleinement entérinée par la Loi. La réglementation couvre le congé de paternité et prévoit 52 jours de congé de maternité, ce qui est inférieur aux 14 semaines établies par l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le Népal mettra à jour sa Politique et stratégie nationale de Nutrition en fin 2012.



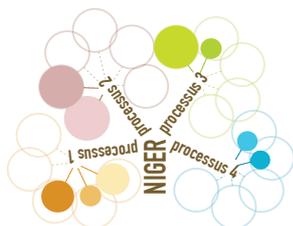
Le **plan de Nutrition multisectoriel (MSNP) prévoit un cadre commun de résultats** où tous les ministères s'accordent sur un ensemble d'interventions spécifique essentielles et d'interventions contribuant à la Nutrition. Les ministères responsables sont en charge des programmes identifiés, sous l'égide de la Commission nationale de planification.

Le **MSNP est à un stade précoce de mise en œuvre**. Le Népal est prêt à passer à la décentralisation de la responsabilité dans le cadre des stratégies contribuant et des stratégies spécifiques à la Nutrition au niveau du district.



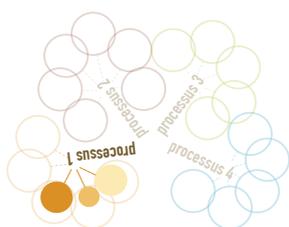
**Une ligne budgétaire du gouvernement pour les interventions spécifiques à la Nutrition est mise en place** et canalisée par le ministère de la Santé et de la Population. Le montant pour 2011/2012 est susceptible d'être doublé pour 2012/2013; 90% de ce montant est garanti.

L'aide extérieure est passée de 0,2 million de dollars à 5 millions de dollars US. Un **fonds commun** pour le plan multisectoriel de Nutrition recevra un financement du gouvernement et des partenaires au développement.



Niger

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #2e8b57;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



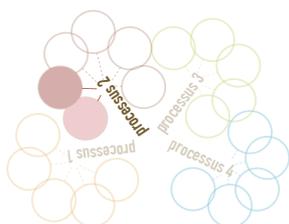
Le **comité d'orientation interministériel de la Stratégie des 3N** (les Nigériens nourrissent les Nigériens), **présidé** par le **Premier ministre** réunit tous les ministres concernés par la sécurité alimentaire et la Nutrition. Le Comité d'orientation multi-acteurs multisectoriel du Programme stratégique de Nutrition se concentre exclusivement sur les questions de Nutrition et implique les ministères concernés, des partenaires techniques et financiers, des représentants de la société civile, le secteur privé et les institutions de recherche et de formation. Le Haut-Commissaire des 3N pourrait devenir le Point focal national SUN.

**Le réseau de l'ONU REACH** avec un financement de l'UE **soutient activement le gouvernement** dans ses efforts de mise en œuvre de la Stratégie 3N, en participant à la consolidation de la coordination entre tous les acteurs

**Réseau des donateurs** L' **animateur des donateurs** est le Chef de délégation de l'UE. Les donateurs qui fournissent une assistance aux plans nationaux de Nutrition sont l'Union européenne, la Banque islamique de développement, l'OOAS, les agences onusiennes et les ONG.

**Alliance/réseau de la société civile:** Dix-huit **organisations de la société civile** ont donné leur accord de principe pour la création d'une plateforme SUN. Les institutions universitaires **publiques et privées** travaillent à l'élaboration des documents politiques et stratégiques de l'initiative 3N.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** participe à l'Alliance pour l'enrichissement des aliments, mais n'est pas encore pleinement impliqué dans le renforcement de la Nutrition.

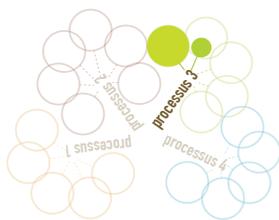


**Les politiques spécifiques à la Nutrition au Niger sont de grande envergure, mises à jour et fournissent un cadre cohérent pour l'action multisectorielle.**

La stratégie 3N se concentre sur la sécurité alimentaire, la prévalence de la malnutrition et de la malnutrition chronique et se focalise principalement sur les femmes enceintes et allaitantes, les nourrissons et les jeunes enfants ainsi que les personnes vivant avec le VIH.

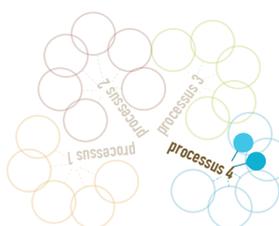
Un document de diagnostic sur les sexes est en place depuis 2009. Le décret portant réglementation de la commercialisation des substituts de lait maternel, ainsi que le décret sur l'importation, la commercialisation et la consommation de sel iodé ont tous deux été révisés en 2011 et sont en cours d'adoption par le gouvernement. D'autres lois sur la nutrition sont relatives à l'hygiène alimentaire (1998), l'eau potable(2004) et l'enrichissement de l'huile avec de la vitamine A (2012).

**Réseau des donateurs:** Il soutient la conception et la mise en œuvre d'une approche multisectorielle de la Nutrition dans la stratégie 3N.

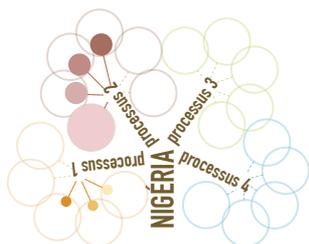


Le ministère de la Santé du Niger dispose de nombreux programmes en cours avec un impact explicite sur l'amélioration de la Nutrition. Le **programme** multisectoriel **3N** (2012-2015), qui vise à assurer une alimentation suffisante et de qualité pour tous les Nigériens, est composé de 5 axes et met en réseau différentes initiatives liées à la Nutrition. Le programme 3N est actuellement en cours de mise en œuvre. Bon nombre de programmes ne sont pas évalués à l'aide d'un cadre commun de résultats, mais l'introduction de 3N permettra d'améliorer l'alignement des programmes, d'autant plus qu'une feuille de route pour l'alignement des secteurs et des partenaires a été finalisée.

**Réseau des donateurs:** Avec un soutien de l'UE, une évaluation organisationnelle de la Direction Nationale de la Nutrition a été réalisée dans la perspective de l'intensification des interventions de Nutrition.

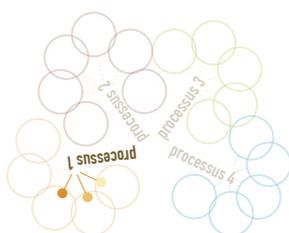


Une ligne budgétaire pour la Nutrition d'une valeur de 500 000 000 FCFA existe depuis 2012. **Tous les intervenants**, y compris les partenaires extérieurs (l'UE et d'autres organismes du pays) **sont d'accord sur l'existence de déficits financiers, mais il est difficile de donner des estimations précises**. Certains programmes sont entièrement pris en charge par des partenaires externes. Un réseau de donateurs avec un fonds commun est établi dans le secteur de la santé et comprend les activités du mouvement du SUN. Plusieurs mécanismes de coordination présidés par le gouvernement sont mis en place pour faire face aux effets de la crise (Dispositif National et Groupe technique Nutrition).



Nigéria

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



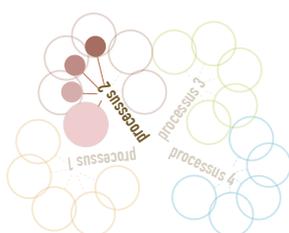
Le forum des partenaires nationaux de la Nutrition **coordonné par les partenaires au développement** semble être l'**unique plateforme multisectorielle multi-acteurs opérationnelle**. Tous les ministères sont impliqués à travers le Forum, qui se réunit au moins quatre fois par an avec des partenaires externes. Le secteur privé, les ONG internationales, les agences des Nations Unies, les donateurs et les médias nationaux participent à ce forum. La **Cellule de la Nutrition**, située dans le Département de la santé familiale au ministère fédéral de la Santé, est **actuellement l'organisme gouvernemental** responsable de la coordination en vue du renforcement de la nutrition. Le **Point focal national SUN** est le chef de la Cellule de la Nutrition.

**Réseau des donateurs:** L'**animateur des donateurs** est le DFID qui participe au Forum des partenaires de la Nutrition.

**Réseaux de l'ONU:** Les **agences de l'ONU** actives dans le renforcement de la Nutrition sont l'UNICEF, la FAO et l'OMS.

**Alliance/réseau de la société civile:** L'**animateur des OSC** est **Save the Children** qui travaille avec un éventail d'ONG internationales.

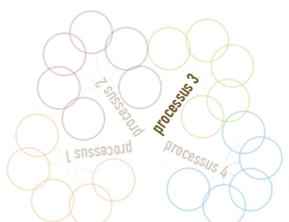
**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** dispose de sa propre plateforme - la Chambre de commerce et participe au Mouvement SUN à travers l'Alliance nationale pour l'enrichissement des aliments.



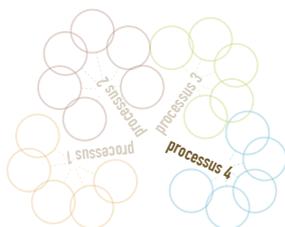
Le Nigéria a mis sur pied un **Plan national pour l'alimentation et la Nutrition (2004)** et une Politique de Nutrition spécifique pour le nourrisson et le jeune enfant (2005) **mise à jour**.

**Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition au Nigeria couvrent les secteurs clés.** Il existe des dispositions importantes pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. La loi sur la protection de la maternité prévoit 16 semaines de congé de maternité. La loi pour l'enrichissement obligatoire de la farine de blé et de la farine de maïs et de l'huile végétale est en place. Le Nigeria a été certifié conforme aux normes USI 2005

Réseau/Alliance de la société civile: La plateforme de la société civile plaide pour que les questions des base de Nutrition soient abordées, y compris la responsabilisation des femmes et le droit à l'alimentation.



Aucune information disponible.

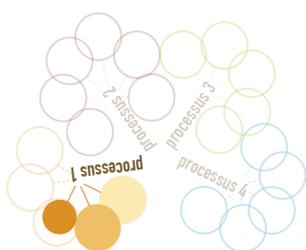


Le point focal national SUN a fait état de l'absence d'une ligne budgétaire spécifique pour la Nutrition dans les ministères de tutelle au niveau national et de l'État. En outre, il n'existe aucun système de suivi financier qui permette de suivre la contribution des partenaires extérieurs.



Pérou

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



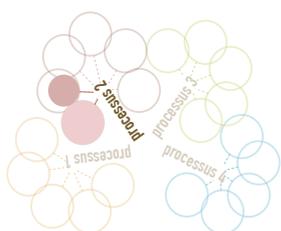
Le **Ministère du Développement et de l'Inclusion sociale** assure la coordination intergouvernementale et intersectorielle pour la mise en œuvre du Système de développement national et d'inclusion sociale. Le Gouvernement participe avec la société civile et le secteur privé à la **Table ronde pour la Lutte contre la Pauvreté (MCLCP)**. La Première Dame est un membre du Groupe principal SUN. Le **Vice-ministre de la Politique et de l'évaluation sociale** est le Point focal national **SUN**.

**Réseau de l'ONU:** **Aucun mécanisme de facilitation de l'ONU tel que REACH n'existe dans le pays.** Le MIDIS est en train de négocier un soutien technique auprès des organismes des Nations Unies en appui à des composantes spécifiques de ses programmes sociaux.

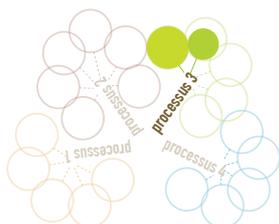
**Réseau des donateurs:** 17 institutions se servent de l'**initiative contre la malnutrition chronique des enfants** un espace de dialogue.

**Réseau de la société civile:** Les OSC sont membres du **Consortium pour la recherche économique et sociale**, une organisation faîtière péruvienne qui travaille sur des sujets liés à la Nutrition avec 48 membres institutionnels, y compris des groupes de réflexion, des centres de recherche, des ONG, des entreprises privées et des organismes publics. Ce consortium contribue à des recommandations. Différentes organisations de la société civile et l'église sont impliquées dans la Table ronde pour la Lutte contre la Pauvreté (MCLCP)

**Implication du secteur privé:** Le secteur privé, impliqué dans la lutte contre la malnutrition infantile chronique, a créé une plateforme pour coordonner ses actions.

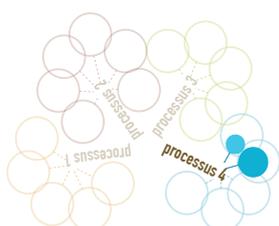


Les stratégies antérieures sur la sécurité alimentaire ont planté le décor pour l'édition 2012 des Lignes directrices du MIDIS pour la gestion intersectorielle et intergouvernementale visant à réduire la malnutrition infantile. La Stratégie nationale de la croissance (**The Grow National Strategy**) (CRECER) telle qu'approuvée en 2007 a été un instrument d'orientation de la lutte contre la malnutrition infantile chronique. Par ailleurs la poursuite de l'intégration des stratégies (CRECER PARA inclure) est actuellement en cours. La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition porte sur l'agriculture et l'alimentation (enrichissement de la farine et l'iodation du sel). La loi sur la protection de la maternité prévoit 90 jours (près de 13 semaines) et est couverte par la sécurité sociale. Des mesures d'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel sont pleinement érigées en loi.



Le MIDIS travaille actuellement sur une révision de la Stratégie de croissance pour la transformer en **Stratégie inclusive de la croissance - Stratégie nationale d'inclusion sociale** (CRECER PARA INCLUIR). Devant être publiée avant fin 2012, elle met un accent particulier sur la composante de l'inclusion de la stratégie originale et sert de **Cadre commun de résultats** pour la Nutrition dans le pays. Le système global d'assurance maladie ainsi que les cinq programmes actuellement sous la gestion directe du MIDIS (dont certains sont en cours de révision) sont les instruments programmatiques préférés indiqués par le gouvernement dans la lutte contre la malnutrition infantile.

**Le réseau du secteur privé** coordonne les actions avec les acteurs privés pour diffuser des directives en vue d'améliorer la Nutrition.

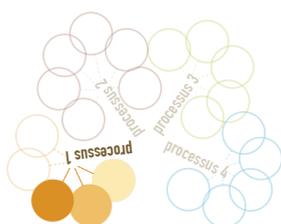


Le gouvernement **péruvien attribue annuellement 1,1 milliard de dollars US** pour lutter contre la malnutrition infantile. Il s'agit d'un engagement budgétaire pluriannuel pour augmenter ou au moins maintenir les ressources financières de réduction et de prévention de la malnutrition chronique infantile. Le gouvernement, la Confédération du secteur privé (CONFIEP) et la Banque interaméricaine de développement préparent la mise en place d'un fonds d'innovation sociale pour rechercher et financer les méthodes innovantes de résolution des problèmes sociaux (y compris le retard de croissance). Le niveau d'alignement financière des donateurs doit être clarifié



Rwanda

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



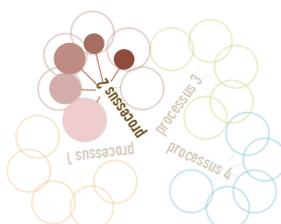
Il existe plusieurs plateformes multisectorielles: Le **Comité de coordination interministérielle est l'organe de coordination suprême** placé sous la tutelle du Ministre de la Santé; le **Groupe du gouvernement et des partenaires au développement est composé** de tous les donateurs et des partenaires au développement provenant de divers secteurs et co-présidé par le Ministre des Finances et le coordonnateur résident des Nations Unies; les mêmes intervenants qui travaillent spécifiquement dans le secteur de la santé se réunissent dans le cadre du **Groupe thématique du secteur santé**, co-présidé par le Ministre de la Santé et l'OMS. Un **Point SUN est le Ministre de la Santé**.

**Réseau des donateurs:** L'UE, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et la Banque mondiale sont **coordonnés** par l'USAID à travers le Groupe des partenaires au développement dans leur collaboration sur la Nutrition et le secteur élargi de la Santé.

**Réseau de l'ONU: REACH** sert de mécanisme de coordination de l'OMS, du PAM, de l'UNICEF et de la FAO. Le système des Nations Unies a joué un rôle déterminant dans la promotion du Mouvement SUN à travers les Groupes de travail sur la santé et l'agriculture, les Sommets de la Nutrition et le changement de comportement.

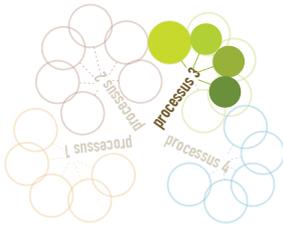
**Alliance/réseau de la société civile:** Les **OSC et le milieu universitaire participent** à travers le Groupe de travail technique sur la nutrition (NTWG).

**Implication du secteur privé:** Le secteur privé dispose d'une **plateforme établie** – L'Alliance nationale pour l'enrichissement des aliments – sous les auspices du NTWG au sein du ministère de la Santé. L'alliance comprend les industries, associations de consommateurs, universités et ministères et mène des travaux principalement sur l'enrichissement des aliments.

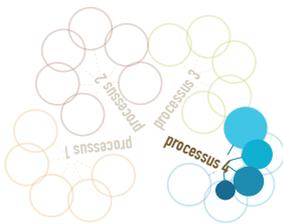


La **Stratégie nationale d'élimination de la malnutrition 2010-2013** qui comprend à la fois des approches spécifiques à la Nutrition et des approches contribuant à la Nutrition et s'occupe de la malnutrition a été élaborée en 2010. Il existe actuellement de politiques dans les secteurs clés qui ont un impact sur les résultats de la Nutrition, y compris l'agriculture, la réduction de la pauvreté et le développement, la santé, l'éducation et la protection sociale. La loi sur la protection de la maternité qui prévoit 12 semaines de congé de maternité n'a pas encore été officiellement approuvée. Des mesures d'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel attendent l'approbation finale.

**Réseau du secteur privé:** L'Alliance nationale pour l'enrichissement des aliments a été engagée dans le développement de la norme nationale ou du Protocole sur l'enrichissement des aliments et dans le Code Rwandais de commercialisation des substituts du lait maternel.



Pour opérationnaliser la Stratégie nationale d'élimination de la malnutrition, le Rwanda a élaboré un plan global d'action commune pour lutter contre la malnutrition qui prévoit un **Cadre commun de résultats pour la Nutrition**. Le plan est mis en œuvre dans tout le pays et dispose d'une composante suivi/évaluation. Le Cadre commun de résultats est mis en œuvre au niveau du district par le biais des plans de district pour l'élimination de la malnutrition. Le **NTWG coordonne les interventions de tous les partenaires**- Les agences des Nations Unies, les ONG nationales/internationales, les institutions académiques, les donateurs et le secteur privé/les entreprises. Les programmes se mettent encore progressivement à niveau en étendant leur couverture. Le système de supervision doit encore être consolidé.

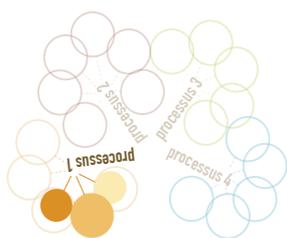


Le gouvernement a signé un protocole d'entente avec l'Union européenne d'une valeur de 10 millions de dollars US pour soutenir la nutrition au cours des trois prochaines années. Différents partenaires mobilisent également des fonds auprès des donateurs à la fois dans le pays et à l'extérieur et selon les estimations, le Rwanda peut recevoir jusqu'à 12 millions de dollars US par an pour la nutrition au cours des trois prochaines années.



Sénégal

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■



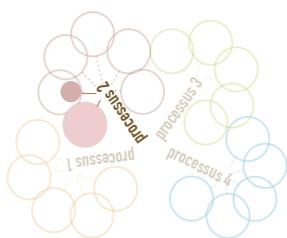
La **Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM)**, située au Cabinet du Premier ministre est l'**organe de coordination de la Nutrition** et supervise divers représentants ministériels. Le **point focal national SUN** est le coordonnateur national de la CLM et agit en collaboration étroite avec le directeur de cabinet du Premier Ministre.

**Réseau de l'ONU:** l'UNICEF, le PAM, l'OMS, la FAO et l'UNESCO fournissent un appui technique et financier à la CLM.

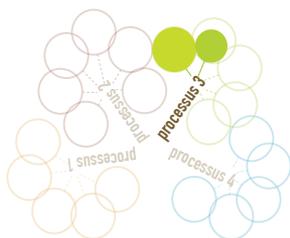
**Réseau des donateurs:** La désignation de l'**animateur des donateurs n'est pas encore finalisée**. Les **donateurs se réunissent trimestriellement** et font des revues bisannuelles communes du portefeuille de projets et programmes de la CLM. Les engagements des donateurs de la Banque mondiale, de l'UNICEF, du PAM et d'Initiative Micronutriments (IM) sont les plus importants.

**Alliance/réseau de la société civile:** Les **OSC** participent à la **CLM** en assurant la gestion de la mise en œuvre de projets; l'Association des consommateurs assure le marketing social des programmes d'enrichissement des aliments; le secteur universitaire contribue au renforcement de la Nutrition grâce à la recherche opérationnelle et la fourniture de résultats en indiquant l'impact des interventions.

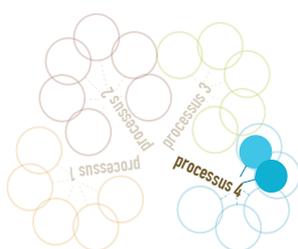
**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** est impliqué dans la mise en œuvre des programmes d'enrichissement des aliments et dispose de sa **propre plateforme opérationnelle** coordonnée par le partenariat public-privé, le Comité sénégalais pour l'enrichissement des micronutriments.



La Lettre de Politique de Nutrition **est actuellement en cours de mise à jour, en fonction des recommandations de l'OMS** liées aux politiques de réduction de la pauvreté et de la protection sociale. Il existe des politiques contribuant à la Nutrition, des stratégies et des plans tels que le plan national d'investissement agricole (2011-2015), la stratégie nationale de survie de l'enfant (2007-2015) et la politique nationale de protection sociale (2011-2015). Le Sénégal protège un certain nombre de lois relatives à la Nutrition, telles que le code sur les substituts du lait maternel (2002), l'iodation du sel (2000), l'enrichissement de l'huile avec de la vitamine A (2009), et l'enrichissement de la farine en acide folique et en fer (2009). La loi sur la protection de la maternité prévoit 14 semaines de congé de maternité, correspondant à la longueur minimum recommandée par l'OIT.



Il **existe un cadre commun résultats qui sert de feuille de route** approuvée susceptible de mener à une plus grande synergie des efforts dans différents secteurs. La CLM est en charge de cinq programmes propres aux pays qui ont un impact direct sur l'amélioration de la Nutrition. Ce sont: 1) le Programme de Nutrition communautaire; 2) le Programme de Nutrition axé sur les enfants et les transferts sociaux; 3) le programme de Nutrition des enfants et de sécurité alimentaire; 4) le Programme de Renforcement de l'enrichissement des aliments financé par GAIN; 5) le programme d'Intensification de l'iodation universelle du sel et; 6) le Programme de santé/Santé communautaire, géré par le Fonds de l'enfance et de l'USAID. Le Sénégal bénéficie d'un Programme National d'Investissement Agricole (2011-2015) qui traite de la faim et de la sous-alimentation.

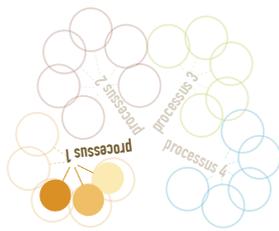


Le Sénégal bénéficie d'une ligne budgétaire du Gouvernement pour la Nutrition, mais la recherche de financement auprès d'autres partenaires est encore en cours. **Il y a un financement adéquat pour soutenir tous les programmes en 2013**; les fonds pour combler les postes avec des lacunes pour 2013 sont en cours de mobilisation. Le Sénégal travaille sur **une ventilation des coûts et des engagements pour l'année prochaine** et a indiqué que la mobilisation des ressources est prévue pour 2014.



Sierra Leone

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



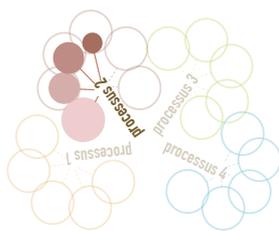
Le **Vice-président coordonne** et préside une **plateforme multisectorielle** - le Comité directeur pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les donateurs, les agences des Nations Unies et les OSC participent également au Groupe des partenaires pour le développement de la santé (présidé par le Ministre de la Santé), le Groupe de travail présidentiel sur l'Agriculture (présidé par le Président) et le Groupe consultatif sur l'Agriculture (présidé par le Ministre de l'Agriculture).

**Réseau des donateurs:** Bien qu'un **animateur des donateurs n'est pas encore désigné**, l'USAID, Irish Aid, la Banque mondiale, l'UE, la BAD et les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Allemagne et du Japon, se réunissent dans le cadre d'un Groupe de travail multisectoriel pour la Nutrition présidé par Irish Aid et l'USAID en vue d'échanger sur les mises à jour dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec le gouvernement et les OSC.

**Réseau de l'ONU:** Le FNUAP, l'UNICEF, le PAM, la FAO, l'OMS, l'ONUSIDA utilisent REACH pour travailler avec le gouvernement dans le cadre d'une analyse de la situation, du plaidoyer pour l'inclusion de la Nutrition et l'élaboration des plans de mise en œuvre chiffrés pour la politique alimentaire et nutritionnelle.

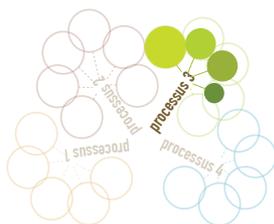
**Alliance/réseau de la société civile:** Les OSC participent à un **certain nombre de plateformes existantes**, y compris le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la sécurité alimentaire, la Coordination des ONG, le Forum des ONG sur la santé et le Forum des ONGI, la réunion technique sur la sécurité alimentaire (présidée par la FAO) et le Comité technique REACH.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé** dispose de ses **propres plateformes** comme la Chambre de commerce et d'une Alliance multi-acteurs opérationnelle pour la fortification des aliments. Cette dernière a joué un rôle déterminant dans l'engagement du secteur privé dans l'élaboration de projets de loi relatifs à la Nutrition et le Plan national, ainsi que dans l'établissement de normes de qualité obligatoires pour l'enrichissement de la farine, du sel et de l'huile.



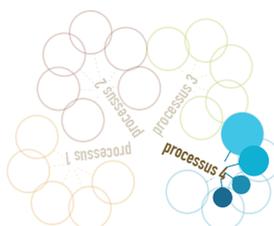
La Sierra Leone **a récemment mis au point une Politique alimentaire et nutritionnelle**, et d'autres politiques et stratégies sectorielles spécifiques à la nutrition sont centrées sur la malnutrition du nourrisson et du jeune enfant, la gestion de la malnutrition aiguë et sur la supplémentation en micronutriments.

Les politiques et plans contribuant à la nutrition concernent des secteurs majeurs tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la santé et le développement. Les normes d'enrichissement obligatoires des aliments et les mesures pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel sont **finalisées et attendent l'approbation**. Le congé de maternité est en place couvrant 12 semaines, ce qui ne correspond pas à la longueur minimum de 14 semaines recommandée par l'OIT.

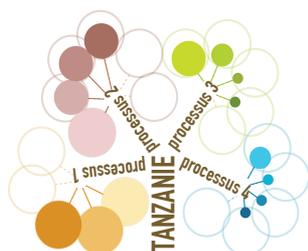


Le Plan national de mise en œuvre de l'alimentation et de la Nutrition **est le cadre commun de résultats**. Son élaboration, suite à l'approbation de la politique, était le résultat des efforts concertés menés par le ministère de la Santé et de l'Assainissement et le Ministère de l'Agriculture, en collaboration avec d'autres ministères et intervenants. Des programmes ont été alignés autour de sept priorités avec la participation des ministères concernés, des administrations locales et de nombreux intervenants. Toutefois, des contraintes en matière d'intégration multisectorielle et de coordination pour assurer la mise en œuvre effective et à l'échelle des interventions et des services pertinents ont été rapportées.

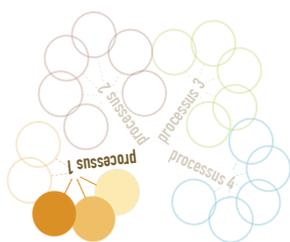
**Réseau de la société civile:** Grâce au forum national et régional sur l'alimentation et la Nutrition, les OSC se sont engagées dans des actions visant à améliorer la coordination SUN au niveau du district.



Un aperçu de la contribution pour chacune des sept priorités est fourni. Le budget de mise en œuvre est en cours de finalisation et constituera le point de référence pour rapprocher les estimations d'investissements afin de s'accorder sur les écarts financiers



	Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:
Tanzanie	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #d4af37;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #8b4513;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #228b22;"></div>	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: #008080;"></div>



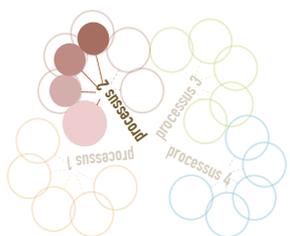
Le **Comité d'orientation de haut niveau sur la Nutrition (HLSCN)**, coordonné par le **cabinet du Premier ministre**, réunit régulièrement les secrétaires permanents de neuf secteurs concernés, les partenaires de développement, des agences onusiennes, des OSC, des universités et des entreprises. Le **point focal SUN** est le **Secrétaire permanent**. Un Groupe de travail technique multi-sectoriel sur la Nutrition (NTWG) présidé par le directeur de la Food and Nutrition Centre (Centre de l'alimentation et de la Nutrition) soutient le HLSCN.

**Réseau des donateurs:** Coordonné par l'USAID et Irish Aid, un large éventail de donateurs bilatéraux, des agences onusiennes et les OSC se réunissent régulièrement sous un **groupe des partenaires au développement pour la Nutrition** et utilise des mécanismes de dialogue existants pour faciliter l'alignement des donateurs pour toutes les initiatives de développement, y compris la promotion du Mouvement.

**Réseau de l'ONU:** Les agences des Nations Unies se servent de **REACH** pour coordonner les efforts et sont également impliquées dans le NTWG, le Groupe des partenaires au développement sur la Nutrition et d'autres forums de la Nutrition. L'UNICEF est représentée au HLSCN.

**Alliance/réseau de la société civile:** 238 membres des OSC travaillant sur les interventions spécifiques et les interventions contribuant à la Nutrition sont unis dans le cadre du **Partenariat pour la Nutrition appelé PANITA**. Il fonctionne actuellement sous la tutelle de Save the Children Fund et détient un siège au HLSCN avec le COUNSENUITH, la plus grande OSC tanzanienne travaillant sur la Nutrition.

**Implication du secteur privé:** Le **secteur privé participe au Mouvement SUN** à travers l'Alliance nationale de l'enrichissement des aliments tandis que la plateforme générale du secteur privé en Tanzanie est la Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture. La nouvelle Alliance du G8 prévoit la possibilité pour le secteur privé de s'engager de plus en plus dans l'agriculture et la Nutrition. Le point focal SUN pour le secteur privé travaille avec le point focal national et d'autres réseaux du pays.



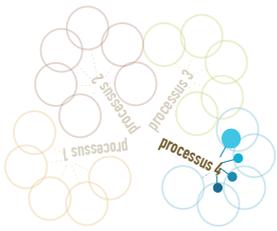
La Tanzanie **révise actuellement** sa politique nationale pour les interventions spécifiques à la **Nutrition et dispose d'une Stratégie nationale de la Nutrition – NNS (2009-2015)**. Les politiques et les stratégies nationales approuvées se basent sur une approche multisectorielle et couvrent la plupart des secteurs clés. Des mesures nationales pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel **sont à l'étude**. Le congé de maternité ne correspond pas encore aux recommandations de l'OIT.

**Réseau du secteur privé:** Ce réseau a élaboré des lignes directrices sur l'enrichissement des aliments en attente d'approbation par le Conseil des ministres.



La Tanzanie vient de commencer l'opérationnalisation de son Cadre commun de résultats - **Plan national de mise en œuvre de la Nutrition**. En outre, un **Comité directeur du Conseil** sur la **Nutrition** a été mis en place au **niveau des districts** et est présidé par le directeur exécutif et avec une inclusion complète des représentants des départements concernés, les agences onusiennes, les OSC et le secteur privé. Le PNUAD et le Plan de mise en œuvre de REACH pour le Pays sont tous deux alignés sur le NNS.

Les informations provenant d'autres réseaux seront ajoutées plus tard (si disponibles)



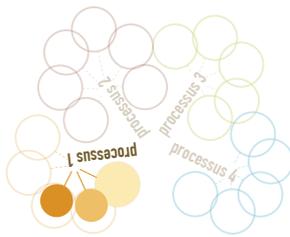
Les conclusions de l'**examen des dépenses sur la Nutrition** réalisé à travers le pays sont finalisées, mais les chiffres **ne sont pas encore disponibles** pour la diffusion.

Les OSC ont identifié des lacunes de financement et entrepris des collectes de fonds auprès de l'UNICEF et Irish Aid pour la création de l'Alliance des OSC. La Banque mondiale, le DFID et l'ACDI fournissent un soutien financier et technique, tandis que DANIDA soutient les efforts d'enrichissement des aliments à petite échelle.



Gambie

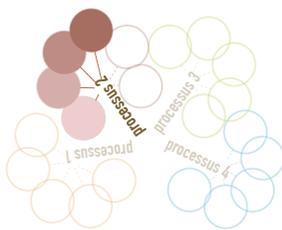
Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



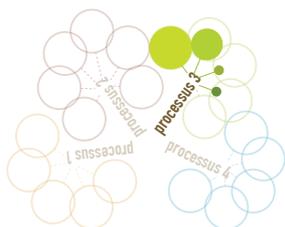
L'**Agence nationale de la Nutrition (NaNA)** dans le cadre du Bureau du vice-président, financé par le Gouvernement de la Gambie et de l'UNICEF et qui rend compte directement aux membres de l'Assemblée nationale, est chargée de superviser et de coordonner la mise en œuvre de la Politique Nationale de Nutrition (2010-2020). Le **point focal SUN est le directeur exécutif de la NaNA**. La capacité de la NaNA est soutenue par la Banque mondiale et comprend le renforcement de sa fonction de S&E pour éclairer la prise de décision, la communication, la diffusion d'informations et la sensibilisation. Au niveau national, la NaNA coordonne tous les secteurs gouvernementaux concernés à travers le Conseil national de la Nutrition qui est présidé par le vice-président.

**Réseaux des donateurs et de l'ONU:** En juillet 2012, **aucun animateur des donateurs** n'était encore identifié. En dehors des agences de l'ONU et de la Banque mondiale, aucun autre donateur n'a été mentionné.

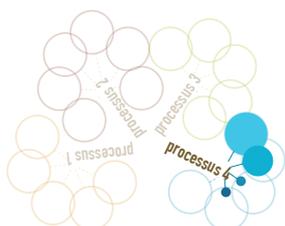
**Alliance/réseau de la société civile:** Les **ONG ont constitué une association dénommée TANGO** avec près de 80 membres nationaux et internationaux afin de mieux impacter sur les décisions et la politique gouvernementale et d'assurer la liaison et la coordination avec les programmes gouvernementaux de manière efficace.



Depuis 2010, la Gambie a mis à jour sa politique spécifique à la Nutrition et validé un plan stratégique de Nutrition chiffré et un plan du secteur privé pour une meilleure Nutrition. Des **politiques mises à jour** existent dans tous les secteurs clés - agriculture, la réduction de la pauvreté, la santé et l'éducation - et les législations pertinentes pour la Nutrition. La Gambie a une **politique nationale de responsabilisation des femmes (2010-2020)** et une **Loi sur les Femmes 2010 (Womens's Act 2010)**, qui prévoit le congé de maternité minimum recommandée de six mois. La Loi de 2010 sur les femmes prévoit également 10 jours ouvrables de congé de paternité pour chaque naissance. Par ailleurs, avec une implication croissante du secteur privé, les normes et capacités permettant d'assurer la sécurité et la qualité des aliments ont été mises à jour avec une attention particulière à la transformation, à l'emballage et à l'étiquetage des produits alimentaires. En 2011, la promulgation de la Loi sur la qualité et la salubrité des aliments et l'adoption de la Réglementation sur le poisson et les produits halieutiques ont eu lieu. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est entièrement traduit en loi (OMS 2012). La NaNA est chargée de coordonner les activités du Réseau d'action international pour l'alimentation du nourrisson et du jeune dans le pays pour la promotion et le soutien des pratiques alimentaires et nutritionnelles pour les nourrissons et les jeunes enfants.



L'Initiative communautaire en faveur des bébés qui a été lancée en 1995 sous le bureau du Vice-président et le Ministère de la Condition féminine est rapidement mise à l'échelle au point d'atteindre près de la moitié des communautés. Les principaux partisans sont l'UNICEF et la Banque mondiale; les ONG contribuent à sa mise en œuvre également. **Des programmes et des systèmes à grande échelle sont en place, mais pas encore à pleine échelle.** Une stratégie nationale de communication sur la Nutrition est en cours de finalisation. L'alignement des programmes sectoriels dans le cadre commun de résultats doit être clarifié. Il n'existe pas **de cadre commun de résultats** reconnu actuellement.



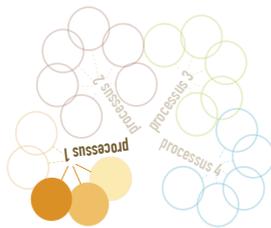
**La NaNA mène le suivi des ressources nécessaires et disponibles.** Les informations financières disponibles pour les programmes spécifiques à la Nutrition indiquent un écart considérable pour certains programmes. Les contributions des partenaires sont uniquement indiquées pour l'initiative communautaire en faveur de bébés (financée à 29 %) et le Programme de lutte contre les carences en micronutriments (financé à 56 %). L'UNICEF et la Banque mondiale sont les principaux investisseurs dans des programmes spécifiques à la Nutrition. Le gouvernement fournit également des fonds à l'appui des programmes de Nutrition.

**La difficulté d'obtenir des informations financières des différents secteurs est persistante.**



### Ouganda

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



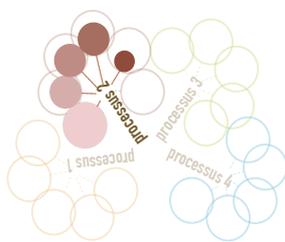
Le Bureau du Premier ministre est l'**organe de coordination** chargé de la coordination du Plan d'action pour la Nutrition en Ouganda (UNAP) avec différentes plateformes, l'une d'elles est le comité multisectoriel de coordination technique (MSTCC) composé de huit ministères d'exécution et de tutelle, l'Autorité nationale de planification, les partenaires au développement, les OSC, les milieux universitaires et le secteur privé. Le **point focal SUN** est le secrétaire permanent et agent comptable du bureau du Premier Ministre.

**Réseau des donateurs:** Le DFID, Irish Aid, l'UNICEF, le PAM, l'OMS, la FAO et la Banque mondiale sont **coordonnés** par l' USAID à travers une **plateforme distincte**: Le Groupe des partenaires pour le développement de la santé, le Groupe des donateurs pour la protection sociale, le Groupe de travail de l'initiative REACH et les partenaires de développement des comités sectoriels.

**Réseau de l'ONU:** Le FIDA, le PNUD, l'ONUSIDA, le HCR et l'ONU Femmes se servent de **REACH** et ont établi un Groupe de travail technique interinstitutionnel sur la Nutrition pour assurer l'**alignement** entre l'UNDAF et l'UNAP.

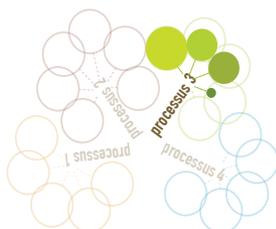
**Alliance/réseau de la société civile:** Les OSC internationales, nationales et locales ont formé la **Coalition ougandaise de la Société Civile pour le renforcement de la Nutrition (UCCO-SUN)** qui a déjà mis en place une structure de gouvernance provisoire avec un projet de constitution, et utilise sa propre plateforme pour communiquer à travers les OSC.

**Implication du secteur privé:** Le secteur privé **participe au Mouvement SUN** à travers la Fondation ougandaise pour le secteur privé (PSFU), principalement dans l'enrichissement des aliments et l'évaluation des lacunes en termes de capacité d'impliquer de nouvelles industries afin d'en recevoir un soutien. La PSFU sensibilise les entreprises sur leur responsabilité sociale et est représentée dans le comité multisectoriel de coordination technique (MSTCC).



Depuis 2011, l'Ouganda a mis sur pied un **Plan d'action de Nutrition (2011-2016) pour le renforcement des efforts multisectoriels** de mise en place d'une **fondation solide** pour la Nutrition. La politique et la stratégie alimentaire et nutritionnelle sont en cours de révision en ligne avec ce plan. Les politiques contribuant à la Nutrition sont de grande envergure, mises à jour et couvrent tous les secteurs clés. La législation nationale existante ayant un impact sur la Nutrition comprend l'enrichissement obligatoire des aliments (qui couvre le blé, la farine de maïs et l'huile). La loi sur la protection de la maternité dispose de 60 jours (environ 9 semaines) de congé de maternité, ce qui ne correspond pas à la recommandation de l'OIT. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel vient d'être mis à jour pour prendre en charge de nouvelles normes. Le projet de loi sur la sécurité alimentaire et la Nutrition n'est pas encore approuvé.

**Réseau de la société civile:** UCCO-SUN a fait pression avec succès pour des améliorations dans la législature afin de prioriser la Nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, l'intégration de la Nutrition dans les programmes de l'agriculture et a contribué à la formulation de l'UNAP.



**L'UNAP est un cadre commun de résultats.** L'Ouganda est **sur le point de décentraliser** les responsabilités pour les interventions spécifiques à la Nutrition au niveau des districts; on note un engagement fort pour un déploiement rapide et le MSTCC assure l'alignement de l'UNAP.

**Réseau de la société civile:** Les membres UCCO-SUN participent activement à l'élaboration et au déploiement de l'UNAP au niveau des districts pour ce qui est de l'orientation des chefs de district locaux par rapport à l'UNAP et alimentent les systèmes de surveillance de district de données, pour faciliter la planification.

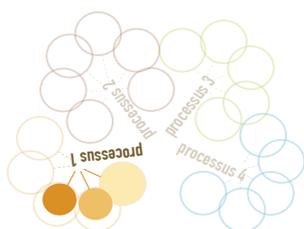


**L'UNAP a été chiffré** avec l'implication des OSC, mais **il n'y a pas encore de système en place pour suivre les engagements financiers et les dépenses** à travers tous les secteurs et les partenaires externes. Aucune information n'est fournie sur la contribution financière intérieure et extérieure.



Zambie

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:

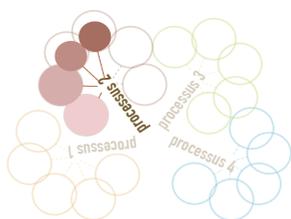


La **Commission nationale de l'alimentation et de la Nutrition (NFNC)**, qui fonctionne avec une présidence tournante et cinq membres du Conseil de 1967 nommés par le ministère de la Santé coordonne des ministères dans le secteur clés et pertinents impliqués dans l'alimentation et les interventions nutritionnelles. Les acteurs impliqués dans la Nutrition tels que le point focal des OSC, l'UNICEF et le PAM, le milieu universitaire, Manufacture Association of Zambia (l'Association des fabricants de la Zambie) se sont réunis pour **mettre en place une plateforme multisectorielle**. Le point focal national SUN principal est le directeur exécutif de la Commission nationale de l'alimentation et de la Nutrition. Pour ce qui est des donateurs de l'ONU, il n'existe pas encore de **mécanisme de facilitation de l'ONU**. Conformément à son mandat global, l'UNICEF est le chef de file de la Nutrition au sein du système des Nations Unies en Zambie. Les autres agences des Nations Unies actives dans le Mouvement SUN sont l'OMS et le PAM.

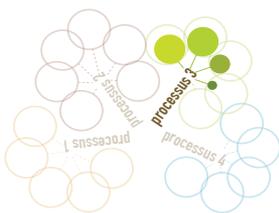
La Banque mondiale, le PAM, l'USAID, et Irish Aid sont **coordonnés** par le DFID et l'UNICEF et font partie d'un Groupe de partenaire pour la coopération sur la Nutrition (GPNC). Conjointement avec les coordonnateurs, ils assistent aux **plateformes multisectorielles** qui sont coordonnées par les ministères clés.

Alliance/réseau de la société civile: Les OSC ont formé leur **propre plateforme** - L'Organisation de la Société Civile zambienne de l'Alliance pour le renforcement de la Nutrition, et ont désigné un **animateur** - Save the Children comme responsable de la phase initiale du processus de la campagne SUN.

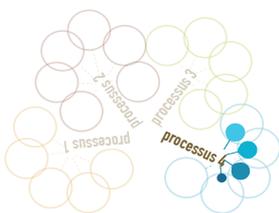
Implication du secteur privé: le **secteur privé participe** au Mouvement SUN à travers le Secrétariat de la Manufacturers Association of Zambia, bien que leur arène principale pour l'engagement soit l'Alliance nationale de l'enrichissement des aliments.



La Zambie a mis sur pied une politique alimentaire et nutritionnelle nationale (2006) avec d'autres dispositions spécifiques à la Nutrition en ce qui concerne l'alimentation et l'approvisionnement de micronutriments pour le nourrisson et jeune enfant. Les politiques et stratégies nationales **approuvées reflètent une approche multisectorielle pour une meilleure Nutrition**. Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition sont présentes dans des secteurs clés comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement et la santé publique. La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition couvre en particulier les aliments et les médicaments. Il existe une disposition spécifique pour l'enrichissement obligatoire des aliments. Il existe également une disposition spécifique pour l'enrichissement obligatoire du sucre avec de la vitamine A et de la margarine. La loi sur la protection de la maternité prévoit 12 semaines de congé de maternité. De nombreuses dispositions pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel sont agréées par la loi. **Une stratégie de protection sociale est en cours de finalisation.**



Le **Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition** couvrant la période 2011-2015 (NFNSP) était le fruit de consultations et de la participation à une échelle des acteurs, notamment des hauts fonctionnaires en service dans des ministères intersectoriels clés, les partenaires internationaux, les représentants des organisations non gouvernementales, la société civile, les universitaires et le secteur privé. Ce processus a été coordonné et dirigé par les efforts concertés de la Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition (NFNC) avec l'appui financier et technique fourni par le Groupe de partenaire pour la coopération sur la Nutrition (GPNC). Le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP) est approuvé par le gouvernement et sert de **Cadre commun de résultats**. Pourtant, certaines interventions spécifiques à la Nutrition ont besoin de consolidation, d'élargissement et l'alignement sur les programmes sectoriels doit être précisé.

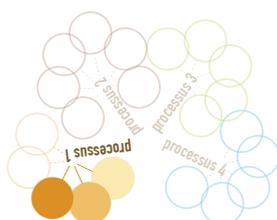


**Aucun système financier global** en place pour rapprocher les **estimations de coûts** et les investissements nationaux dans les différents secteurs et les contributions externes vers la mise en œuvre du Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP). Le financement des programmes gouvernementaux est une priorité à travers les cadres de dépenses à moyen terme du secteur, mais la ligne budgétaire spécifique pour la Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition (NFNC) est extrêmement faible pour montrer l'impact considérable et l'approvisionnement effectif est souvent de loin inférieur à 50 %. Les informations ne sont disponibles que sur les contributions financières extérieures pour des programmes spécifiques .



Zimbabwe

Indicateur 1:	Indicateur 2:	Indicateur 3:	Indicateur 4:



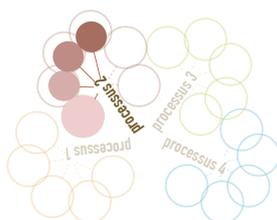
Le Vice-président préside un groupe de travail interministériel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui rassemble seize ministères concernés et rend compte au Cabinet. Le **Conseil de l'alimentation et la Nutrition (FNC)** coordonne et dirige une **plateforme multisectorielle - Comité zimbabwéen d'évaluation de la vulnérabilité (ZimVAC)** avec la participation des agences des Nations Unies, des ONG et du Groupe consultatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dirigé conjointement par trois ministères. Le ZIMVAC est présidé par le secrétaire en chef adjoint et co-présidé par le **point focal SUN** - le directeur du Conseil pour l'alimentation et de la nutrition (FNC).

**Réseau des donateurs:** Les donateurs ont leurs **propres plateformes**: les «Poissonniers» (Fishmongers) pour les questions humanitaires, une autre pour les secteurs de la Santé et de la Nutrition et WASH, l'éducation, la protection sociale et le «fonds de transition» (transition funds) pour le réseautage, la coordination et la collecte des fonds. Les donateurs sont **coordonnés** par la Coopération suisse au développement (SCD).

**Réseau de l'ONU:** la FAO, l'UNICEF, le PAM, l'OMS, le PNUD, l'ONUSIDA, le FNUAP, le PNUE et UNFEM fournissent une assistance financière et technique pour les plans nationaux spécifiques et/ou contribuant à la Nutrition. Ils sont **membres** de la **ZimVAC** mais **leur engagement est minime**. Seuls quatre agences des Nations Unies - la FAO, le PAM, l'OMS et l'UNICEF coordonnent leur aide.

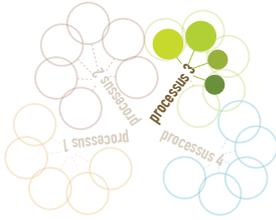
**Alliance/réseau de la société civile:** Les **OSC nationales** participent au Mouvement SUN à travers **diverses plateformes**: une Association nationale des ONG, l'Association zimbabwéenne des hôpitaux chrétiens (Zimbabwe Association of Church Related Hospital), le Conseil des consommateurs et le Syndicats d'exploitants agricoles.

**Implication du secteur privé:** Le secteur privé est organisé à travers plusieurs associations, participe aux plateformes de **coordination de la sécurité et des normes alimentaires** et participe à l'élaboration de la politique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS).



Le Cabinet du Zimbabwe (Zimbabwean cabinet) a **récemment approuvé une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle**. Il existe également une politique de Nutrition sur le VIH/sida (2010). Les politiques et stratégies contribuant à la Nutrition sont en place dans tous les secteurs clés. Une politique pour l'éducation des filles, des orphelins et des enfants vulnérables existe également (2005).

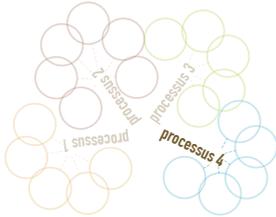
La législation nationale ayant un impact sur la Nutrition couvre en particulier la santé publique. La loi sur la protection de la maternité prévoit 16 semaines de congé de maternité, dépassant la longueur minimum de 14 semaines recommandée par l'OIT. Des dispositions relatives à la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel sont entérinées par la loi qui couvre les enfants de 0 à 60 mois.



Aucune information disponible.

**Réseau des donateurs:** les donateurs se servent de la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNS) pour aligner les programmes et, une fois la feuille de route finalisée, elle permettra de fixer les priorités d'action et de mobiliser des ressources.

**Réseau des OSC:** Les OSC participent à l'évaluation des besoins et à la mise en œuvre d'actions communautaires.

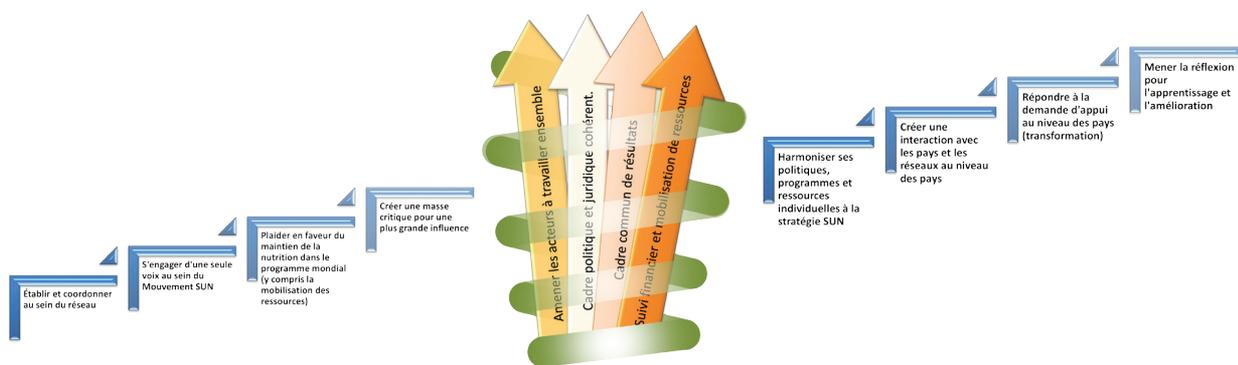


Aucune information disponible.

### 3.4 Point de référence pour les résultats au niveau mondial

Le principal objectif des réseaux de SUN au niveau mondial (OSC, donateurs, ONU et secteur privé) est de soutenir activement les efforts des pays dans le cadre du Mouvement SUN. Les réseaux mondiaux font partie intégrante du Mouvement SUN, mais dans le but du suivi des résultats, sont considérés comme des acteurs distincts.

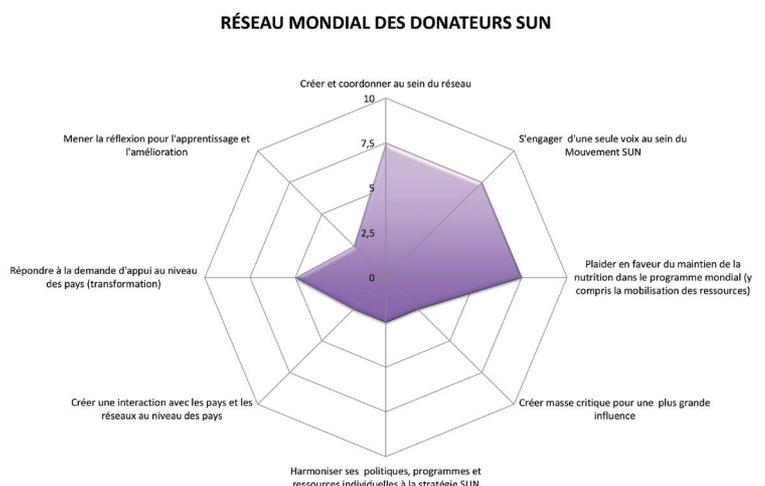
Le comportement progressif caractéristique des contributions des OSC mondiales, des donateurs, des réseaux du secteur privé et de l'ONU dans le Mouvement est finalement destiné à soutenir et faire avancer les quatre processus au niveau des pays. Ce comportement progressif se reflète dans huit marqueurs de progrès, illustrés ci-dessous (voir tableau 3).



Graphique 3. Marqueurs de progrès pour les réseaux mondiaux autour de quatre processus nationaux

Le Point de référence décrivant le niveau comportemental des réseaux SUN au niveau mondial a été déterminé par une auto-évaluation au moyen d'un sondage en ligne des animateurs de réseau avec les répondants indiquant la mesure dans laquelle le comportement réel du réseau représente un marqueur de progrès particulier. Le point de référence résultant par réseau est visuellement illustré par un graphique en radar rempli, composé de huit rayons, chaque rayon représentant l'un des marqueurs de progrès. Plus la valeur sur un rayon particulier est élevée, plus avancé est le niveau du comportement respectif, tel qu'auto-évalué par les réseaux. La légende pour expliquer l'ampleur de l'axe des rayons est: 0-1 comme «commence à montrer des signes», 1,1 à 2,5 comme «certains signes sont en place», 2,6 à 5 comme «beaucoup de signes sont en place», 5,1 à 7,5 que «la plupart de signes sont en place» et de 7,6 à 10 comme «tous les signes sont en place». Certaines des zones remplies sont naturellement faibles bien que les marqueurs de progrès montrent un changement évolutif et cela s'explique par le fait que certains réseaux n'ont commencé leur travail qu'en septembre 2012. Le point de référence par réseau est présenté ci-dessous.

La responsabilité du **réseau des donateurs** est l'alignement de l'aide publique au développement de ses membres et la mobilisation des ressources extérieures supplémentaires lorsque ces investissements sont demandés.

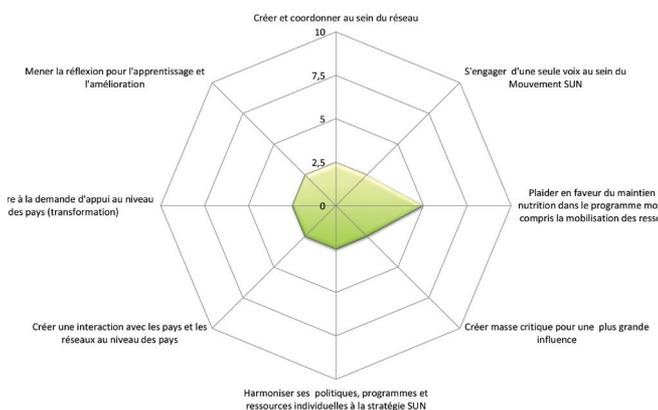


- En septembre 2012, ce réseau comprenait un petit groupe d'intervenants constitué du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Canada, des États-Unis, de la Banque mondiale, de la Fondation Bill Gates, et de l'UE avec d'autres partenaires s'impliquant davantage, tels que: l'Allemagne, la France, la Suisse et le Japon.
- En septembre 2012, le réseau de donateurs avait été établi avec des termes de référence consensuels, la structure de gouvernance et les principes de l'engagement. Le réseau a jusqu'ici tenu régulièrement des appels pour diffuser des informations entre les membres et le Secrétariat du Mouvement.
- Le réseau de donateurs coordonnait ses actions à l'interne et déjà en septembre 2012, avait échangé avec un représentant du Mouvement SUN.

Le réseau de la société civile représente une vaste circonscription, y compris les mouvements sociaux des pêcheurs, des agriculteurs et des éleveurs, des défenseurs des droits de l'homme, des ONG nationales et internationales, les groupes de femmes, des associations de jeunes, des organismes de recherche, des associations de consommateurs et des syndicats.

- En septembre 2012, une transition de SUN Taskforce C (Groupe de travail SUN C) vers le Réseau de la société civile SUN a été enclenchée.

#### RÉSEAU MONDIAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUN



- Bien que la communication à travers le réseau était minimale, les membres actifs du réseau étaient en contact régulier avec le Secrétariat du Mouvement SUN.
- La sensibilisation au niveau national a été forte dans certains domaines, mais des liens vers le programme mondial étaient restreints et tributaires des relations entre les personnalités clés.
- Au cours de la transition de Taskforce C au réseau, des plateformes multisectorielles nationales ont été consultées mais peu de demandes de soutien ont été reçues.

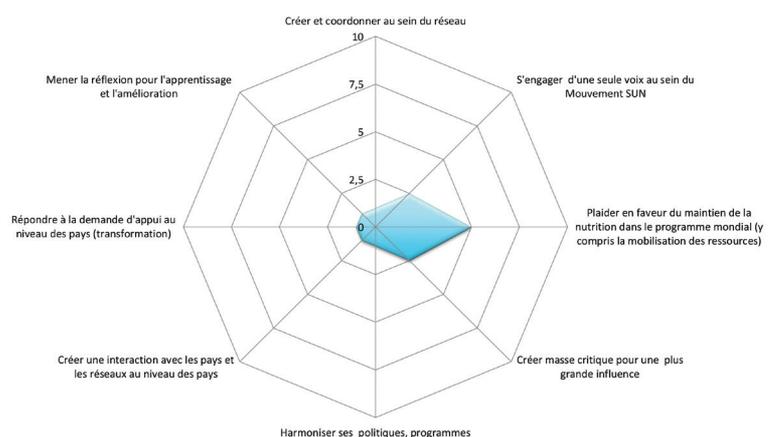
Le **réseau du système de l'ONU** harmonise et coordonne les activités des agences des Nations

Unies

au sein du Mouvement SUN afin d'améliorer son efficacité et d'optimiser les opportunités de créer un impact.

- En septembre 2012, le Réseau de l'ONU avait initié un dialogue interne dans le but d'améliorer la coordination interne. En outre, le Réseau a entrepris l'élaboration d'un projet de note conceptuelle pour articuler sa propre stratégie/approche en contribuant au Mouvement SUN.
- L'apport des connaissances et des normes internationales pour les résultats de la Nutrition et de la prestation des interventions nutritionnelles est considéré comme des contributions importantes du Réseau des Nations Unies qui seront mises en vedette dans cette note conceptuelle. Parallèlement, l'harmonisation interne est une tâche permanente et des efforts sont accomplis pour permettre aux acteurs de parler d'une seule voix au sein du Mouvement SUN.
- Pour plaider en faveur du maintien de la

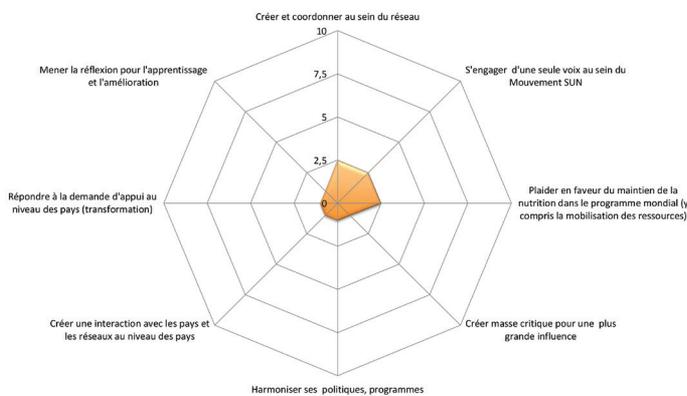
#### RÉSEAU MONDIAL SUN DE L'ONU



Nutrition dans le programme mondial, le Réseau de l'ONU mettait régulièrement à jour les plateformes de diffusion de connaissances à travers les sites Web de l'ONU-SCN et de REACH.

- L'ONU-SCN avait animé des contributions conjointes des Nations Unies dans le travail du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) (en ce qui concerne par exemple, la terminologie, la protection sociale, le Cadre stratégique mondial, la manifestation parallèle conjointe sur l'intégration de la Nutrition et le renforcement du lien avec l'agriculture et la sécurité alimentaire, la table ronde SUN à la Conférence de Rio sur la Nutrition mondiale en Avril 2012). En outre, l'ONU-SCN a organisé une réunion avec les points focaux SUN et les intervenants sur l'agriculture orientée vers la Nutrition en septembre.
- Le Réseau de l'ONU a par ailleurs commencé l'interaction avec les partenaires du Mouvement SUN au niveau des pays par la co-facilitation et la fourniture d'intrants techniques communs aux réseaux nationaux SUN.

#### RÉSEAU MONDIAL DU SECTEUR PRIVÉ SUN



En septembre 2012, le **Réseau du secteur privé** commençait tout juste à s'organiser. Le réseau avait entamé des discussions internes pour identifier les moyens par lesquels il pouvait pleinement contribuer aux ambitions du Mouvement SUN et définir les premières étapes de la mise en place d'une plateforme pour les entreprises, afin de s'aligner sur les plans du gouvernement et de soutenir les efforts au niveau mondial pour le renforcement de la Nutrition.

## CHAPITRE 4

# Extrants SUN

### 4.1 Introduction sur les extrants du Mouvement SUN

Le Mouvement SUN est supervisé par un Groupe principal multi-acteurs de haut niveau, qui est sensé exercer une supervision responsable sur le mouvement. Les responsabilités du Groupe principal sont d'assurer la supervision stratégique du Mouvement, de promouvoir un soutien cohérent et coordonné, de mobiliser les ressources, de soutenir la volonté politique aux niveaux national, régional et mondial et d'assurer la reddition de comptes au sein du Mouvement. Les membres du Groupe principal étaient nommés par le Secrétaire général de l'ONU en avril 2012, en fonction de leur engagement réaffirmé pour un développement humain équitable.

Les services/contributions des membres du Groupe principal dans l'exercice de leur rôle de leadership dans le mouvement, à la fois en tant que collectif et en tant qu'individus, sont considérés comme des extrants permettant d'aboutir à l'impact. La situation du point de référence pour les contributions du Groupe principal en septembre 2012 est reflétée dans le chapitre 3.2 sur la base des procès-verbaux et des rapports des réunions semi-annuelles du Groupe Principal décrivant la contribution des 11 membres du Groupe.

Le Groupe principal et les réseaux représentant les éléments constitutifs du Mouvement sont coordonnés et soutenus par le Secrétariat SUN dirigé par le coordonnateur du Mouvement SUN. Le Secrétariat est chargé de veiller à ce que les points focaux nationaux soient en mesure de jouer leur rôle et que la mise en œuvre des actions fondées sur des preuves efficaces soit encouragée. Le Secrétariat du Mouvement SUN doit également collecter, consolider et analyser des informations sur les résultats du Mouvement au niveau des pays et au niveau mondial et aider les réseaux à répondre adéquatement aux demandes d'assistance des pays SUN. En outre le Secrétariat doit faciliter l'apprentissage transnational et trans-réseaux et promouvoir les principes de l'engagement pour s'assurer que tous les membres du travaillent pour atteindre les objectifs des pays axés sur les résultats.

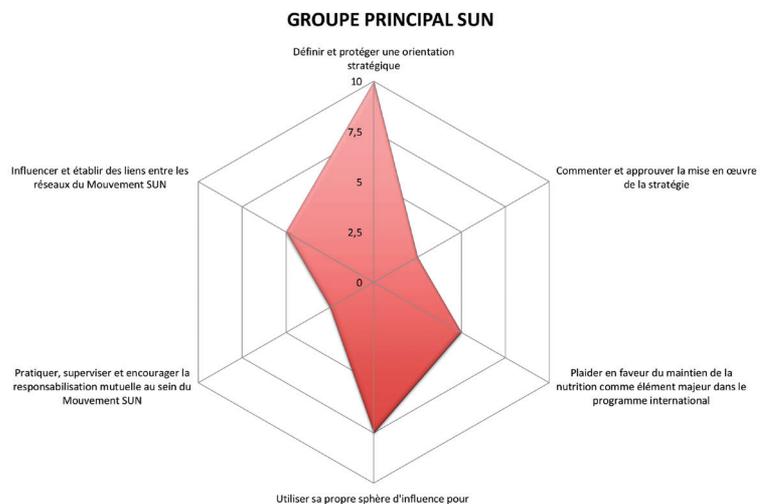
La prestation réelle de services du Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) constitue la deuxième partie des extrants pour les résultats du Mouvement et la référence en matière de prestation de services en septembre 2012 est reflétée au chapitre 3.3.

**Nous définissons extrants comme les produits livrés directement et les prestations directes qui sont l'aboutissement d'une activité menée par le Secrétariat et le Groupe principal SUN et nécessaires pour que le Mouvement SUN obtienne les résultats escomptés.**

## 4.2 Base de référence pour les extraits du Groupe principal

En septembre 2012, le Groupe principal a officiellement approuvé la Stratégie du Mouvement SUN 2012-2015 en fournissant une orientation stratégique initiale pour le Mouvement. Au cours des réunions semestrielles du Groupe principal, quelques autres suggestions sont faites pour renforcer la pertinence de son orientation stratégique, par exemple, en demandant davantage que l'accent soit mis sur la responsabilisation des femmes et le changement climatique. Le Groupe principal dans son ensemble soutient l'opérationnalisation de la stratégie au niveau mondial alors que certains membres du Groupe font également allusion à des exemples d'appui au niveau des pays et/ou à l'opérationnalisation thématique. Plusieurs membres du

Groupe principal indiquent avoir représenté le Mouvement dans des forums internationaux tels que: les Sommets des chefs d'États et de gouvernements de l'Union africaine, l'Assemblée générale de l'ONU, les réunions du G8 et du G20 entre autres. Ils ont profité de ces occasions pour défendre les objectifs et la mission du Mouvement dans un effort pour maintenir la plus forte priorité possible sur la nutrition dans le programme international. En plus, presque tous les membres du Groupe principal ont fait des rapports concernant des occasions où ils se sont servi de leur sphère individuelle d'influence au sein de leur propre circonscription, que ce soit dans leur pays ou organisations respectives, pour faire avancer les ambitions du Mouvement. Aucune des réponses dans les contributions du Groupe principal ne fait une référence explicite aux efforts déployés dans la poursuite d'une plus grande responsabilité mutuelle. Toutefois, presque toutes illustrent des occasions modestes (bien qu'initiales) par lesquelles les membres du Groupe principal ont contribué à réunir différents groupes constitutifs.



## 4.3 Base de référence pour les extraits du Secrétariat

Les services ou extraits du Secrétariat sont regroupés en quatre catégories:

1. Extraits du Groupe principal SUN
2. Extraits des pays du Mouvement SUN
3. Extraits des réseaux du Mouvement SUN

Les extraits du Secrétariat sont présentés dans le cadre logique ci-dessous, qui en même temps sert de point de référence convenu pour les rapports sur les obligations contractuelles de supervision aux donateurs du Secrétariat.

La prochaine section du rapport présente un point de référence sous la forme d'un compte rendu détaillé des prestations de service du Secrétariat en septembre 2012. Il convient de noter que le cadre logique du Secrétariat a été élaboré après septembre 2012 et s'est inspiré de l'état des activités existantes. Ce point de référence vise à refléter les résultats du Secrétariat avant le développement du cadre logique. C'est la raison pour laquelle plusieurs indicateurs du cadre logique sont marqués comme non applicables, d'autant plus que les processus connexes devaient commencer après septembre 2012.

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p>1. Extrants du Groupe principal SUN</p> <p>1.1. Fournir une assistance au Groupe principal afin qu'il puisse exercer une gestion responsable du Mouvement SUN en ligne avec sa stratégie et sa feuille de route révisée</p>	<p>(a) Organiser les réunions du Groupe principal, rendre compte régulièrement au président du Groupe principal, préparer des messages - comme demandé par le président pour diriger les membres du groupe, préparer et fournir des rapports aux membres du Groupe principal deux semaines avant ses réunions; mettre à jour la Stratégie du Mouvement SUN à la demande du Groupe principal</p> <p>(b) Communiquer les décisions du Groupe principal à travers tous les réseaux du Mouvement SUN, s'assurer que les décisions sont mises en œuvre à travers l'ensemble des réseaux et le Secrétariat, rendre compte de la mise en œuvre au Président du Groupe principal</p> <p>(c) Développer un plan opérationnel annuel du Mouvement - avec des jalons - qui traduit la feuille de route révisée en actions convenues, indique les responsabilités collectives et individuelles et sert de point de référence pour le Groupe principal dans sa mission de tutelle</p>	<p>(a) Les réunions sont organisées deux fois par an, des rapports sont établis sur une base mensuelle; la Stratégie du Mouvement est convenue par le Groupe principal, diffusée au sein du Mouvement et mise à jour le cas échéant.</p> <p>(b) Les réunions du Groupe principal pour discuter des progrès du Mouvement SUN sont préparées par le Secrétariat deux fois par an</p> <p>(c) Plans de fonctionnement annuels élaborés avec leur mise en œuvre supervisée et faisant l'objet des rapports au Groupe Principal</p>	<p>Deux réunions du Groupe principal organisées (avril 2012 et septembre 2012) Six documents thématiques produits et six réunions du Groupe principal tenues pour orienter l'élaboration de la Stratégie du Mouvement SUN et réviser la Feuille de route (juin 2012) Stratégie du Mouvement SUN 2012 - 2015 et feuille de route 2012 rédigées, amendées et finalisées en consultation avec le Groupe principal</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012) N/D (processus enclenché après septembre 2012) Première réunion des 27 membres du Groupe principal SUN le 10 avril 2012. Procès-verbaux diffusés. 18 membres du Groupe principal présents, 5 représentés par des observateurs, 4 absences</p> <p>Deuxième réunion des 27 membres du Groupe principal SUN le 26 septembre 2012. Procès-verbaux diffusés. 19 membres du Groupe principal présents, 5 représentés par des observateurs, 3 absences</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p>1. Extrants du Groupe principal SUN</p> <p>1.2. Fournir une assistance aux membres du Groupe principal- et au Mouvement dans son ensemble - pour entreprendre une mobilisation effective de ressources de lutte contre la malnutrition</p>	<p>(d) Élaborer la description d'un dossier d'investissement dans la Nutrition conçu pour les membres du Groupe principal mais utile à travers tout le Mouvement</p> <p>(e) Fournir aux membres du Groupe principal - et au Mouvement dans son ensemble - des messages qui leur donnent les moyens de plaider pour une augmentation substantielle du financement qui appuie les plans nationaux de renforcement de la Nutrition et est aligné sur les cadres communs de résultats</p> <p>(f) Mettre en place une méthode cohérente pour le suivi des investissements financiers dans les résultats nutritionnels en septembre 2013; encourager et suivre les progrès de son application par les pays SUN et mettre les résultats à la disposition du Groupe principal</p>	<p>(d) Dossier d'investissement contenant environ 2000 mots élaboré pour usage par le Groupe principal et diffusé à travers l'ensemble du Mouvement</p> <p>(e) Méthode cohérente pour le suivi des investissements financiers dans les résultats nutritionnels élaborée et diffusée au sein du Mouvement</p> <p>(f) Utilisation de la méthode de suivi des investissements financiers dans les résultats nutritionnels supervisée et signalée au Groupe principal</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>1. Extrants du Groupe principal SUN</b></p> <p><b>1.3. Fournir une assistance aux membres du Groupe principal- et au Mouvement dans son ensemble - pour entreprendre une mobilisation effective de ressources de lutte contre la malnutrition</b></p>	<p>(g) Élaborer un cadre de responsabilisation pour l'ensemble du Mouvement SUN (basé sur la Stratégie du Mouvement SUN), interagir avec les réseaux SUN pour assurer leur raliement collectif; adapter le plan proposé si nécessaire, finaliser le Cadre de responsabilisation et le présenter pour approbation par le Groupe principal en 2013</p> <p>(h) Fournir des rapports de suivi et des commentaires (écrits et verbaux) qui aident les membres du Groupe principal à interpréter et examiner les rapports, identifier les problèmes et les défis et proposer des mesures permettant d'améliorer la mise en œuvre de la stratégie SUN</p> <p>(i) Élaborer des termes de référence pour l'évaluation continue et formative du Mouvement SUN pour la période 2009-2015, s'assurer d'un consensus à travers les réseaux et dans le Groupe principal et établir des dispositions de mise en œuvre avant la fin du premier semestre 2013</p> <p>(j) Organiser une évaluation à mi-parcours des activités du Secrétariat du Mouvement SUN devant avoir lieu avant la fin de 2014</p>	<p>(g) Cadre de responsabilisation du Mouvement SUN présenté au Groupe principal en 2013</p> <p>(h) Rapports de suivi présenté au Groupe principal au moins une fois par an; point de référence pour l'évaluation du Mouvement SUN présenté au Groupe principal</p> <p>(i) Termes de références pour évaluation finale disponibles</p> <p>(j) Rapport d'évaluation à mi-parcours diffusé, en tant que de besoin</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>Rapport de suivi détaillé fourni pour le Groupe principal pour la réunion de septembre 2012 - Détails des progrès du Mouvement SUN.</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>1. Extrants du Groupe principal SUN</b></p> <p><b>1.4. Permettre aux membres du Groupe principal d'entreprendre un plaidoyer effectif de haut niveau</b></p>	<p>(k) Élaborer et mettre à jour régulièrement un inventaire permanent des opportunités de plaidoyer de haut niveau dans les arènes politiques choisies (par exemple l'Union européenne, le G8, le G20, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, l'Assemblée mondiale de la Santé, l'ECOSOC, l'Assemblée générale des Nations Unies, le Forum économique mondial) et rechercher la participation d'au moins un membre du Groupe principal à tous les événements importants</p> <p>(l) Élaborer et mettre à jour régulièrement les documents de communication pour les membres du Groupe principal, lequel matériel doit refléter l'importance du renforcement de la Nutrition et les principes fondamentaux du Mouvement SUN qui font une référence adéquate: a) aux dimensions sexospécifiques de la malnutrition et b) à la responsabilisation des femmes pour de meilleurs résultats de la Nutrition</p> <p>(m) Séance d'information des membres du groupe principal pour les aider à mieux mener leur plaidoyer</p>	<p>(k) Un inventaire de 1000 mots de plaidoyer de haut niveau est élaboré, au moins deux fois par an, mis à jour et diffusé à travers le site Internet SUN</p> <p>(l) Les messages clés de plaidoyer sont préparés pour les membres du Groupe principal et adaptés à des publics spécifiques selon les besoins, au moins chaque trimestre</p> <p>(m) Membres du groupe principal informés en préparation pour les éventualités de plaidoyer de haut niveau dans les arènes politiques choisies</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>1. Extrants du Groupe principal SUN</b></p> <p><b>1.5. Favoriser une meilleure compréhension du Mouvement SUN et de ses progrès</b></p>	<p>(n) Mettre en place la plateforme de message du Mouvement SUN</p>	<p>(n) Nombre de supports de communication tels que des présentations comportant des «Titre d'appel» et des «Points d'orgue» sur la contribution unique du Mouvement SUN</p>	<p>La deuxième Réunion de haut niveau sur le renforcement de la Nutrition a eu lieu le 27 septembre 2012 en marge du 67e Sommet de l'Assemblée générale de l'ONU. Un résumé des débats et le communiqué de presse de la réunion sont disponibles</p>
	<p>(o) Développer la «position» du Mouvement SUN</p>	<p>(o) Nombre de courtes séances d'informations disponibles sur des sujets pertinents tels que l'établissement des coûts, les avantages économiques de la Nutrition, etc.</p>	<p>Site Web du Mouvement SUN mis à jour et relancé avant la Deuxième Réunion de Haut Niveau sur le Renforcement de la Nutrition</p>
	<p>(p) Élaborer une série de documents du Mouvement SUN</p>	<p>(p) Supports de communication (par exemple vidéo - histoires) sur le Mouvement SUN prêt pour l'événement de septembre 2013</p>	<p>Vidéos de 12 points focaux enregistrées lors de l'événement de haut niveau pour une utilisation sur le site Web de SUN</p>
	<p>(q) Maintenir, développer et mettre à jour le site Web de SUN</p>	<p>(q) Site Web de SUN traduit en français et en espagnol; Mécanisme de requête/commentaire sur le site Web créé</p>	<p>Avec GMMB, vidéo SUN produite et présentée lors de l'événement de haut niveau</p>
	<p>(r) Production du rapport d'activités SUN 2013</p>	<p>(r) Rapport d'activités SUN écrit, traduit et imprimé</p>	<p>Rapport d'activités SUN 2012 écrit, traduit en français et en espagnol et imprimé pour les réunions de septembre 2012 (New York)</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>2. Extrants des pays SUN</b></p> <p><b>2.1. Aider les pays SUN à s'assurer qu'ils ont accès en temps opportun à l'expertise technique dont ils ont besoin</b></p>	<p>(a) Engager tous les efforts pour inciter les points focaux nationaux SUN et leurs équipes de soutien nationales, afin qu'ils partagent leurs expériences les uns avec les autres et travaillent en synergie pour surmonter les entraves au progrès par, entre autres, l'organisation des téléconférences et/ou des réunions reliant le réseau du pays aux membres du Groupe principal et avec les réseaux SUN</p> <p>(b) Maintenir un système de suivi pour assurer une identification fiable et rapide des contraintes et des lacunes du renforcement de la Nutrition sur la base du rapport commun des plateformes multisectorielles SUN, mettre à jour cette information tous les deux mois, la diffuser dans tous les réseaux du Mouvement SUN et le Groupe principal; suivi, avec des informations sur les progrès à intervalles de six mois</p> <p>(c) Préparer et diffuser des Fiches pays SUN à intervalles réguliers, de sorte que - lorsque les demandes des pays SUN sont convenues par les plateformes nationales- les besoins du pays sont exprimés de manière explicite aux réseaux d'acteurs, et suivre les réponses des réseaux nationaux et mondiaux à ces demandes</p>	<p>(a) Téléconférences des points focaux nationaux SUN ayant lieu toutes les six semaines organisées, procès-verbaux diffusés dans les deux semaines et actions de suivi réalisées par le Secrétariat du Mouvement SUN dans un délai d'un mois après chaque appel; téléconférences et/ou réunions organisées au moins une fois chaque année reliant les réseaux nationaux aux membres et au moins une fois tous les quatre mois reliant les réseaux</p> <p>(b) Jalons du Mouvement SUN identifiés et approuvés par les membres des réseaux nationaux</p> <p>(c) Informations des pays disponibles à des intervalles de six semaines pour tous les acteurs du Mouvement SUN afin de permettre un soutien aligné sur les efforts et les priorités des pays</p>	<p>Quatre téléconférences organisées avec jusqu'à 30 points focaux nationaux participants, regroupés par zone géographique</p> <p>Réunion rassemblant jusqu'à 40 points focaux nationaux, les 26 et 28 septembre 2012. Liste complète des participants et des notes exhaustives pour le compte rendu des réunions mises à disposition.</p> <p>Détails du document de progrès avec des détails pour 29 pays élaborés pour septembre 2012. Mis à jour lors des appels des pays.</p> <p>Documents avec des informations actualisées élaborés après les appels des pays. Un système de diffusion d'informations en provenance de pays et de suivi des réponses de réseaux mondiaux en cours de définition puisque derniers sont de plus en plus fonctionnels</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>2.1.</b> Aider les pays SUN à s'assurer qu'ils ont accès en temps opportun à l'expertise technique dont ils ont besoin</p>	<p>(d) Engager les points focaux nationaux SUN dans les discussions stratégiques, y compris sur la responsabilité mutuelle, les questions de conflits d'intérêt, la validation des plans et des données, et l'alignement de l'aide extérieure aux priorités nationales</p>	<p>(d) Discussion avec les points focaux SUN au moins une fois toutes les six semaines</p>	<p>Points focaux nationaux engagés dans des discussions stratégiques au cours de la série d'appels qui a lieu toutes les six semaines autour des priorités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Elaboration, approbation et mise en œuvre des plans nationaux pour l'amélioration de la Nutrition</i></li> <li>• <i>Elaboration ou renforcement des systèmes de S&amp;E</i></li> <li>• <i>Articulation des besoins et alignement du soutien dans le pays en tant que première ligne de réponse</i></li> </ul> <p>Progrès de pays évalués à la fin de chaque appel des pays</p>
<p><b>2. Extrants des pays SUN</b></p>	<p>(e) Engager les points focaux nationaux SUN dans toutes les consultations mondiales pour mettre à jour la Stratégie du Mouvement SUN et évaluer les progrès</p>	<p>(e) Rapports d'activités précoces SUN réalisés en concertation avec les points focaux nationaux SUN</p>	<p>Ébauche de stratégie du Mouvement SUN diffusée auprès des points focaux nationaux pour recevoir leurs commentaires</p> <p>Détails du document de progrès avec des détails pour les 29 pays élaborés et diffusés entre les points focaux SUN pour recevoir leurs commentaires</p>
<p><b>2.2.</b> Suivre des progrès dans les pays SUN</p>	<p>(f) Suivre et informer les pays sur les progrès réalisés en conformité avec les 4 processus SUN</p> <p>(g) Permettre aux points focaux nationaux SUN et aux représentants des plateformes multilatérales de travailler de concert pour élaborer leurs fiches par pays et les mettre régulièrement à jour, afin de démontrer les progrès accomplis dans le cadre du renforcement de la Nutrition</p>	<p>(f) La performance des pays, comme définie dans les 4 Processus SUN, fait l'objet d'un suivi annuel et est présentée dans le cadre du S&amp;E/rapport d'activités commun</p> <p>(g) Fiches par pays contenant des informations crédibles mises à jour annuellement et dans le cadre du rapport d'activités, diffusées auprès des membres du Mouvement SUN, d'autres partenaires et du public</p>	<p>Rapport d'activités SUN 2012 avec des informations par pays compilés sur les quatre processus SUN</p> <p>Point de référence pour 29 fiches de pays élaboré et approuvé</p> <p>Modèles nationaux SUN finalisés et disponibles sur le site Web</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>2. Extrants des pays SUN</b></p> <p><b>2.2. Suivre des progrès dans les pays SUN</b></p>	<p>(h) Organiser la préparation d'études de cas et la documentation approfondie des meilleures pratiques en reliant les pays SUN avec des membres mondiaux du Mouvement et en facilitant le processus de consultation</p>	<p>(h) Études de cas par pays produites et publiées avec l'accord des points focaux nationaux et le soutien des intervenants dans le Mouvement SUN</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
	<p>(i) Veiller à ce que les points focaux nationaux SUN accèdent aux ressources qui leur permettent de développer et de valider (i) les plans et les stratégies de renforcement de la Nutrition et des estimations des besoins pour (y compris le développement des capacités) leur mise en œuvre, (ii) les systèmes de suivi des investissements, des activités et du progrès, (iii) les données sur les processus en cours, ainsi que les résultats et l'impact obtenus</p>	<p>(i) Les politiques nationales, stratégies, plans et programmes sont diffusés entre les pays SUN et entre les membres du Mouvement SUN (en collaboration avec Comité permanent sur la Nutrition (SCN) et d'autres groupes de coordination similaires), ainsi qu'entre d'autres partenaires et auprès du public (à travers le site Web du Mouvement SUN)</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
<p><b>2.3 Consolider le plaidoyer et la communication des intervenants</b></p>	<p>(j) Assurer la qualité, la cohérence et la crédibilité des rapports communs en provenance de points focaux nationaux SUN et des représentants des plateformes multisectorielles</p>	<p>(j) Dans un mois après leur réception, examiner les rapports communs en provenance de Points focaux nationaux SUN et des représentants des plateformes multisectorielles</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
	<p>(k) Établir des plateformes de plaidoyer et de communication pour les intervenants du Mouvement SUN</p>	<p>(k) Nombre de visites de soutien aux pays par le Secrétariat du Mouvement SUN afin d'établir les besoins et les opportunités pays, nombre de documents thématiques appuyant les activités nationales</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
	<p>(l) Fournir un soutien pour le plaidoyer et la communication aux plateformes multisectorielles</p>	<p>(l) Nombre de messages de sensibilisation sur des domaines clés produits et diffusés au besoin</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
	<p>(m) Repositionner le Groupe de plaidoyer et de communication SUN (ACT SUN) afin qu'il soit plus ouvert aux partisans</p>	<p>(m) Réunions SUN ACT organisées</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p>3.1. S'assurer que les quatre réseaux d'intervenants SUN offrent un service optimal lors de la réception et de la réponse aux demandes définies par les gouvernements et les autres intervenants au sein des pays SUN</p>	<p>(a) S'assurer que les termes de référence, les structures de gouvernance, les résultats attendus et les principes de l'engagement sont alignés à la stratégie du Mouvement SUN à travers les Réseaux</p> <p>(b) Organiser et coordonner des réunions entre les animateurs du réseau pour s'assurer que les services fournis par les réseaux répondent aux besoins des pays et que les meilleures pratiques sont élaborées et diffusées au sein des réseaux</p> <p>(c) Participer aux réunions des différents réseaux afin de les encourager dans leur approches de réponses aux besoins des pays d'une manière totalement transparente</p> <p>(d) Produire des rapports sur les réunions des points focaux SUN aux réseaux et mener un suivi pour s'assurer que les mesures appropriées sont prises dans les intervalles de temps convenus</p> <p>(e) S'assurer du bon fonctionnement du site du Mouvement SUN en tant qu'un outil de plaidoyer, de communication et de coordination entre les réseaux et les membres du Groupe principal</p>	<p>(a) Termes de référence pour tous les réseaux SUN convenus avant la mi-2013 et sous réserve d'un examen annuel; principes de la gouvernance et de l'engagement responsable de tous les réseaux approuvés d'ici la mi-2013 et soumis à l'examen annuel</p> <p>(b) Téléconférences bimensuelles entre les animateurs de réseau organisées et des résumés de notes diffusés</p> <p>(c) Participation documentée (procès-verbaux) du Secrétariat à la réunion du réseau</p> <p>(d) Rapports réguliers sur les réunions des points focaux nationaux SUN, selon les exigences</p> <p>(e) Nombre de visites et de téléchargements de documents sur le site Web</p>	<p>Le réseau des donateurs SUN avaient convenu des termes de références pour les animateurs des donateurs et partisans du réseau mondial et national.</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>Réunion du Réseau tenue avec les animateurs de quatre réseaux SUN le 28 septembre 2012. Procès-verbal diffusé</p> <p>Petit-déjeuner de travail du réseau de la société civile SUN le 28 septembre 2012. Liste complète des participants (62) et notes complètes pour le compte rendu des réunions mises à disposition.</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
<p>3. Extrants des réseaux du Mouvement SUN</p>			

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p><b>3.2.</b> Veiller à ce que les stratégies et les actions des réseaux SUN soient en synergie avec la stratégie globale du Mouvement SUN, et qu'elles soient supervisées, révisées et mises à jour régulièrement</p>	<p>(f) Organiser des réunions d'animateurs de réseau et des interactions avec les intervenants et les réseaux pays</p> <p>(g) Surveiller les réponses des réseaux aux demandes individuelles des pays SUN, et aux cadres des résultats individuels élaborés par les pays</p> <p>(h) Impliquer les réseaux dans les discussions stratégiques sur le Mouvement et dans l'élaboration des rapports d'activités de réseau</p>	<p>(f) Rapport d'activité des réseaux d'intervenants mis à jour sur une base annuelle, dans le cadre du S&amp;E/rapports d'activités communs</p> <p>(g) Les délais des demandes des pays et des réponses convenus sont régulièrement communiqués aux réseaux</p> <p>(h) Les rapports individuels de réseau sont consolidés, liés les uns aux autres et distribués à tous les membres SUN, dans le cadre du S&amp;E/progress d'activités annuels communs</p>	<p>Chaque réseau mondial SUN a contribué à l'élaboration du rapport d'activités SUN 2012</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>
<p><b>3.3.</b> Soutien au fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale multi donateurs du Mouvement SUN (MPTF)</p>	<p>(i) Examiner les propositions présentées par les entités qui font des demandes pour s'assurer de leur cohérence avec les principes consensuels SUN et critères du MPTF</p> <p>(j) Évaluer et compiler les enseignements tirés du programme et des initiatives soutenues</p> <p>(k) Élaborer et mettre en œuvre un système de gestion efficace des connaissances lié au site Web de SUN</p> <p>(l) Faciliter des évaluations indépendantes, le cas échéant</p> <p>(m) Négocier l'implication éventuelle dans le MPTF et les accords de remplacement pour les donateurs intéressés ainsi que les partenaires de mise en œuvre</p>	<p>(i) Recommandations sur la faisabilité des propositions présentées au Comité de gestion du MPTF, pour chaque tour</p> <p>(j) Documents sur les leçons apprises produits chaque année</p> <p>(k) Rapports (exposés des faits et rapports financiers) préparés par le Bureau du MPTF disponibles en ligne</p> <p>(l) Le rapport d'évaluation est diffusé, le cas échéant</p> <p>(m) Documents d'information pour le Groupe principal sur les activités soutenues par le MPTF préparés sur une base bisannuelle</p>	<p>12 propositions évaluées par le Secrétariat, 7 recommandées pour approbation par le MPTF en août 2012; Production et approbation du Document du cadre logique exposant en détail les actions et les résultats pour le MPTF</p> <p>1 document produit sur l'impact de la réduction du financement par rapport aux propositions initiales</p> <p>Procès verbal et décisions clés des réunions du comité de gestion SUN MPTF (juillet et août) publiés sur le site web de SUN</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>Progrès du MPTF indiqués dans le rapport de situation mondial (septembre 2012) et dans la documentation existante lors des réunions du Groupe principal</p>
<p><b>3. Extrants des réseaux du Mouvement SUN</b></p>			

Extrants	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Réalisation attendues pour 2012
<p>3. Extrants des réseaux du Mouvement SUN</p> <p>3.4. Faciliter la communication, l'apprentissage et l'engagement au sein du Mouvement</p>	<p>(n) Élaborer des mécanismes et des documents pour améliorer la communication, l'apprentissage, et l'engagement à travers le réseau et le mouvement</p> <p>(o) Documenter et diffuser les leçons et les meilleures pratiques</p>	<p>(n) Atelier de plaidoyer régional et de communication « apprentissage et diffusion des connaissances », espaces virtuels privés établis pour chacun des réseaux SUN (obligatoire pour des demandes de réseaux)</p> <p>(o) Nombre de mises à jour sur les activités du Secrétariat du Mouvement SUN (exemple, le journal de Docteur Dave, les coûts, S&amp;E, etc.); Nombre d'études de cas de bonnes pratiques à travers le Mouvement largement diffusés</p>	<p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p> <p>N/D (processus enclenché après septembre 2012)</p>